

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 17 – 12 janvier 2026





Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : collections particulières

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

De l'urgence de se réapproprier la liberté de réfléchir	5
<u>Carol Mann</u>	

ADRESSE N° 17 / 192

« Blâmer les victimes », le retour	9
<u>Samuel Farber</u>	

ADRESSE N° 17 / 193

Comment la Chine redessine l'Asie du Sud-Est	18
<u>Andrea Ferrario</u>	

ADRESSE N° 17 / 194

La crise de la reproduction sociale, la position des femmes et le féminisme en Chine	23
<u>Yige Dong</u>	
<u>Entretien avec Ralf Ruckus</u>	

Il est temps de reconnaître l'apartheid sexuel comme un crime contre l'humanité	33
<u>Maryam Namazie</u>	

ADRESSE N° 17 / 196

Iran : lutte pour la liberté et racisme des antiracistes : leçons de Bourdieu, Saïd et l'orientalisme inversé	36
<u>Siavash Shahabi</u>	

ADRESSE N° 17 / 197

Les BRICS et l'Afrique : reproduction des logiques extractivistes	41
<u>Patrick Bond</u>	
<u>Entretien mené par Mohammed Sheriff</u>	

ADRESSE N° 17 / 198

Comment le plan de Trump pour Gaza permet une nouvelle appropriation de terres par Israël	51
<u>Anne Irfan</u>	

ADRESSE N° 17 / 199

Comment un syndicat noir a changé l'histoire américaine 56
Paul Prescod

ADRESSE N° 17 / 200

Ce que l'amitié de Noam Chomsky avec Jeffrey Epstein révèle 67
sur la politique progressiste
Kavita Krishnan

ADRESSE N° 17 / 201

Ce que l'effondrement d'El-Fasher nous apprend sur la guerre 71
au Soudan, sur la révolution et la nécessaire solidarité
Mena Solidarity Network

ADRESSE N° 17 / 202

Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme 76
contre-révolutionnaire
Husam Mahjoub

ADRESSE N° 17 / 203

Zohran Mamdani doit créer des assemblées populaires 82
Gabriel Hetland et Bhaskar Sunkara

ADRESSE N° 17 / 204

Sicile : coopératives contre mafia (1893-2018) 89
Patrick Le Tréhondat

De l'urgence de se réapproprier la liberté de réfléchir

Carol Mann

5

Dans ce numéro passionnant d'*Adresses*, il est question de différents modes de domination politique à l'œuvre actuellement. Jusqu'à l'invasion du Venezuela par les forces américaines ces jours-ci, il était encore possible de dire que l'impérialisme contemporain n'était plus centré sur la prise violente de territoire par un État – à deux exceptions majeures près, la Russie en Ukraine, Israël en Cisjordanie. Cette nouvelle *conquista* inouïe aux conséquences funestes sera sans doute abordée dans un numéro ultérieur.

La volonté d'empire s'exprime principalement par la domination économique, la capture, par tous les moyens, des marchés, au nom d'une mondialisation par essence inégalitaire, caractéristique aussi des BRICS comme le démontre l'article de Patrick Bond (« Les BRICS et l'Afrique »). Les seules règles sont celles imposées par les indices boursiers internationaux, (pour rappel les principaux le CAC40 en France, le Dax en Allemagne, le Dow Jones, le Nasdaq). Le but est de faire croître, par des moyens de plus en plus violents, la valeur des actions (y compris celles des matières premières pourtant essentielles à la survie de l'humanité) pour les plus grands bénéficiaires des actionnaires. Cela signifie une recherche de main-d'œuvre toujours moins chère, toujours plus exploitée – d'où la pseudo-solution de la délocalisation, qui condamne la population du pays concerné au chômage pour confier ce même travail à des pays pauvres, dépourvus de préférence de droits sociaux et/ou de législation environnementale contraignante. La désindustrialisation de la France, concerne aussi aujourd'hui la Chine qui relocalise sa production dans les pays avoisinants, ce que nous voyons dans l'article d'Andrea Ferrario (« Comment la Chine redessine l'Asie »).

Avec l'hécatombe des droits sociaux que ces nouvelles formes de misère produisent, y compris pour ceux des femmes, même en Chine supposément communiste, comme le démontre l'article de Yige Dong (« La crise de la reproduction sociale »), piégées par la tradition patriarcale qui naturalise depuis toujours les soins (non rémunérés) des enfants et des parents âgés – sauf pour les riches bien entendu qui peuvent (mal) payer une autre femme, selon un processus analogue de délocalisation.

À cela, s'ajoutent des formes de contrôle en apparence « soft », l'imposition de technologies (y compris l'achat obligatoire d'armes, de culture, d'échanges universitaires), le tout déguisé en aide, en coopération bienfaitrices. Ce que fait aussi la Turquie en cherchant à reconstituer l'empire ottoman, et la Russie concurrençant la Chine pour la prise de possession du sous-sol minier sur le continent africain – tout en faisant semblant de respecter les préférences politiques locales.

Ce qui nous mène à la question posée par Siavush Seyavush et Maryam Namazi dans leurs articles respectifs sur cette autre forme de domination, celle d'une certaine bienpensance occidentale qui se veut de gauche et qui *in fine* opère par des mécanismes comparables au capitalisme décrits dans d'autres articles dans le présent numéro d'*Adresses*.

Dans son article oh combien percutant, Siavash Shahabi (« Iran : lutte pour la liberté et le racisme des antiracistes »), dénonce ce qu'il appelle « le racisme de l'intelligentsia ». Autrement dit, celui de l'élite officielle de gauche qui se donne le droit de nommer les luttes à soutenir unilatéralement, les souffrances dignes de compassion – et à condamner sans appel celles jugées indignes d'une pareille considération.

Le schéma est balisé d'avance, les cases à remplir prévisibles : si les revendications d'un quelconque pays du Sud global en question se rapprochent trop de notions dites démocratiques issues des Lumières et de l'Occident, elles sont d'emblée jugées impérialistes – la revendication de la laïcité et le refus du *niqab* (en Iran ou en Afghanistan ou même ici). C'est ainsi que certain·es ont soutenu la colère des manifestant·es en Iran sous le seul prisme économique, y voyant surtout « un soulèvement contre la vie chère et le gouvernement » sans parler de la répression et l'apartheid de genre ou même du soutien financier de Téhéran à des organisations islamistes sévèrement critiquées par bon nombre des contestataires iranien·nes. En éliminant toute critique politique du régime iranien, une certaine gauche baigne dans la bien-pensance la plus hypocrite. Une variante consiste à blâmer exclusivement le colonialisme et ses effets pour toutes les formes d'injustice, y compris contre les femmes et les homosexuels. C'est ce que font certaines personnes se réclamant de théories décoloniales, en brossant le portrait d'une époque bénie d'avant l'arrivée des colons (= blancs), même dans les pays qui n'ont pas connu la colonisation comme l'Iran ou l'Afghanistan, un monde merveilleux où les femmes n'auraient pas été assujetties à la domination masculine, invention occidentale s'il en est. Tout sauf mettre en cause une quelconque idéologie (même fascisante) produite par une société non-blanche, ce qui équivaut, à ne pas considérer les « autochtones » en tant que sujet·tes politiques capables de choix.

Ce qui se produit pour l'Iran vaut aussi pour le Venezuela. Les mêmes condamnent, à juste titre, l'intervention étasunienne mais ne disent mot sur le régime dictatorial de Nicolas Maduro. Sans oublier, pour la plupart d'entre elles et eux, le refus de soutenir les populations ukrainiennes dans leur résistance à l'impérialisme russe.

C'est dans ces milieux qui se voudraient révolutionnaires qu'une réflexion autocritique salvatrice prônée par Samuel Farber (« Blâmer les victimes ») s'imposerait. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit et chacun s'enfonce dans ses certitudes.

Pas un mot de la part de cette même prétendue élite de gauche, y compris la jeune génération féministe, contre les

gouvernements théocratiques autoritaires, ni même contre le gouvernement de l'Afghanistan jugé le pire pays au monde pour les femmes, parce que ces leaders seraient « authentiques » et exprimeraient la (supposée) volonté profonde des peuples dans leur lutte anti-impérialiste, anti-Occidentale, anticoloniale ; positionnement que Vladimir Poutine a également choisi pour rallier les gouvernements africains à son propre projet de colonisation économique. Ironie qui ne semble pas avoir fait sursauter grand monde.

Combien est flagrant aussi le manque de réaction de la vaste majorité des associations féminines et féministes lorsqu'un membre (de surcroît masculin) du gouvernement saoudien a été mis à la tête de la Commission de la condition de la femme aux Nations unies en 2024. De toute évidence, nous assistons à la dangereuse normalisation de l'inacceptable.

Force est de constater aussi que le Hamas, mouvement islamiste ultra-patriarcal qui s'est réjoui du retour des talibans en Afghanistan en 2021, est largement soutenu par la « gauche » en tant que mouvement de résistance « légitime » parce qu'il lutte contre Israël (non parce qu'il se soucierait du bien-être du peuple palestinien, ce qui se révèle de plus en plus douteux). Le massacre du 7 octobre 2023 en Israël a été considéré comme négligeable, voire mérité – des victimes issues du « peuple décide » pour certain·es, l'emblème de la blanchitude impérialiste pour d'autres. Oser en parler, manifester pour la gravité de ce qui dépasse l'incident, signifie automatiquement un soutien inconditionnel au projet génocidaire du gouvernement Netanyahu. Le fait qu'Amnesty, le 11 décembre de l'an dernier, ait finalement jugé les atrocités du 7 octobre comme un crime contre l'humanité changera-t-il les opinions bétonnées de la bien-pensance intellectuelle actuelle ? C'est peu probable.

C'est qu'on ne saurait remettre en cause le relativisme culturel en vogue, sous peine d'être accusé·e d'être un suppôt de l'impérialisme, pilier d'islamophobie, crime suprême auprès de l'intelligentsia française (ce dont l'auteur du présent papier a fait les frais). Mariam Namazie, dans son article (« Il est temps de reconnaître l'apartheid sexuel ») explique comment ce positionnement, suprême lâcheté intellectuelle, sert à minimiser



les crimes contre les femmes en Iran en Afghanistan (et ailleurs) sous prétexte qu'il s'agit là du domaine privé dans lequel nous n'aurions pas le droit d'intervenir. L'équivalent de ne pas appeler la police quand le voisin massacre sa femme. Tel est, qu'il soit dit en passant, le dogme fondamental des talibans, reprenant l'ancien droit pachtoune, le Pachtounwali pre-islamique. S'il savait lire autre chose que le Coran, le mollah Akhundzada, actuel chef spirituel de l'Émirat afghan accorderait avec bonheur la nationalité afghane à une partie de nos universitaires.

Siavash Shahabi (dissident iranien exilé en Grèce) démontre très habilement comment ce processus témoigne de l'orientalisme d'Edward Saïd ici inversé, voire fétichisé, rejoignant Pierre Bourdieu expliquant le mécanisme de la captation de la légitimité intellectuelle par les élites dominantes. De ce fait, il est entendu que toute opposition contre l'oppression venant du Sud global, en particulier dans les pays musulmans ferait le jeu de l'Occident / du sionisme dont ils seraient devenus, en sorte des agents.

D'où par exemple, le soutien mou à l'opposition iranienne, inexistant en ce qui concerne l'Afghanistan, ce qui délégitime les

courageuses résistantes féministes de ces pays, y compris l'admirable organisation sociale du Rojava kurde, réellement égalitaire qui pourrait servir de modèle pour toute la région.

Le problème aujourd'hui se pose de savoir comment débloquer l'apparente paralysie de toute forme de réflexion et se réapproprier la liberté de penser, en particulier auprès de l'élite qui se voudrait de gauche et ce à une époque où la droite extrême, elle, s'active, agit et gagne toujours plus de terrain.

Carol Mann est historienne et sociologue, spécialisée dans l'étude du genre et conflit armé. Elle a créé et préside l'association Femaid qui met en place des projets humanitaires avec des femmes dans les zones de guerre, en particulier en Afghanistan où son association a créé un réseau d'écoles clandestines en Afghanistan pour les filles interdites d'études depuis le retour au pouvoir des talibans.

ADRESSES À (RE)VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 – 12 janvier 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 15 – 30 septembre 2025



« Blâmer les victimes », le retour

Samuel Farber

9

Au cours des dernières décennies, le poids politique des minorités raciales et des autres groupes opprimés ayant quelque peu augmenté, l'ancienne pratique consistant à blâmer les victimes pour les problèmes rencontrés par ces minorités s'était quelque peu estompée. Cela a été particulièrement le cas après 2020 quand le mouvement Black Lives Matter a obtenu des concessions telles que les programmes DEI (Diversité, Équité, Intégration) mis en œuvre par un nombre important d'entreprises. Ces modestes avancées ont bénéficié à certaines couches de la population américaine, tandis que d'autres Américain·nes bouillonnaient de ressentiment envers les minorités raciales et sexuelles pré-tendument favorisées.

Cette rancœur a grandement facilité la montée de la réaction de droite et l'annulation sous le règne haineux de Donald Trump des avancées réalisées par les groupes opprimés. Ce dernier a donné le ton à la nouvelle offensive consistant à blâmer les victimes, qu'il s'agisse des travailleurs et travailleuses migrantes, des minorités raciales ou personnes étrangères, que Trump attaque avec un manque total de respect, voire sans un minimum de décence.

Les agressions dirigées contre les groupes opprimés, en particulier les immigré·es sans papiers et les personnes de couleur, la montée en puissance de la culpabilisation des victimes ont eu en outre un effet moins visible : la création d'un environnement beaucoup plus défavorable à la prise de conscience de la nécessaire autoréflexion, tant sociale que politique, parmi la masse des groupes opprimés et exploités. Or la conscience des forces et des faiblesses de leur propre communauté reste un outil fondamental indispensable

pour les mouvements démocratiques radicaux, sans parler des mouvements révolutionnaires.

Cependant, cette autoévaluation publique pose des problèmes qui lui sont propres. Parmi les groupes opprimés – ainsi que dans la gauche –, elle est souvent, et de manière compréhensible, considérée comme un cadeau potentiellement dangereux fait à l'adversaire, qui pourrait l'utiliser contre eux.

Ayant grandi en tant que plus jeune fils d'une famille juive polonaise immigrée à Cuba, dans l'ombre du nazisme européen, je comprends très bien cette attitude. Les anciennes de la communauté juive de La Havane nous ont maintes fois averti·es que les critiques à l'égard des Juifs/Juives devaient rester exclusivement au sein de la communauté, hors de portée des oreilles des *goyim* (non-juif/juives). Cela s'expliquait principalement par leur histoire où la crainte de l'antisémitisme renforçait la conviction que toute évaluation autocritique publique serait inévitablement utilisée par les antisémites à leurs propres fins.

Il y a quelques décennies, alors que nous discutons des critiques du comédien Bill Cosby à l'égard des valeurs et des pratiques de la communauté noire (c'était avant que ses agressions sexuelles contre des femmes ne soient révélées), un parent juif cubain m'a dit que, selon lui, le problème principal n'était pas de savoir si Bill Cosby avait fondamentalement raison ou tort. Pour lui, Bill Cosby n'aurait pas dû aborder ces questions devant un public blanc.

C'est sur cette toile de fond que les travaux du Juif Italien Primo Levi est très inhabituelle. Regardant la réalité en face et ignorant

les répercussions potentielles de son approche critique d'une question extrêmement sensible pour les Juifs/Juives, il a richement documenté les réactions des victimes déportées à Auschwitz, où il avait lui-même été déporté, et les blessures psychologiques et physiques qui les ont marquées. Il a écrit :

Plus l'oppression est dure, plus la volonté de collaborer est répandue parmi les opprimés : terreur, séduction idéologique, imitation servile du vainqueur, désir myope de tout pouvoir, même ridiculement circonscrit dans l'espace et dans le temps, lâcheté et, enfin, calcul lucide visant à éluder les ordres imposés.

Cependant, loin de blâmer les victimes, Primo Levi insistait sur la distinction fondamentale entre les victimes innocentes et leurs meurtriers ; il ajoutait que confondre les victimes et les assassins était « une maladie morale, un maniérisme esthétique ou un sinistre signe de complicité », et que « c'était surtout un service rendu (intentionnellement ou non) aux négateurs de la vérité ». Il soulignait également que « la plus grande responsabilité incombe au système, à la structure même de l'État totalitaire ».

C'est dans ce contexte que Ian Thomson, son biographe¹ a souligné que pour survivre, Primo Levi avait dû voler, ce qu'il rapporte lui-même dans son récit : « Voler les Allemands – des couvertures, de l'huile, n'importe quoi – était considéré comme une question de fierté, surtout si le prisonnier n'était pas pris. » Au lieu de moraliser pieusement et de condamner abstraitement, Primo Levi a fait valoir que tout jugement ne devait être confié « qu'à celles et ceux qui se sont trouvés dans des circonstances similaires et ont eu l'occasion de tester par eux-mêmes ce que signifie agir dans un état de coercition ».

La profonde humanité et la perspicacité analytique de Primo Levi contrastent avec le point de vue d'Elie Wiesel pour qui l'Holocauste, avec son martyre infini, ne pouvait faire l'objet d'une analyse historique ni être comparé aux expériences similaires subies par d'autres peuples. Comme le souligne le politologue Corey Robin dans *Jacobin*, « plus que quiconque, Elie Wiesel a contribué à

sacraliser l'Holocauste, en en faisant une sorte d'événement théologique situé en dehors de l'histoire ; pour lui, l'Holocauste a été "l'événement ultime, l'histoire ultime, qui ne pourra jamais être comprise ou transmise", ainsi qu'il l'a dit un jour ».

De plus, si Primo Levi considérait l'État d'Israël comme un « radeau de sauvetage » pour le peuple juif et un témoignage de sa volonté de survivre, il était très troublé par le problème des réfugiés arabes et consterné par le manque d'intérêt manifesté pour ses réflexions en Israël. Primo Levi posait un problème au public israélien car ses livres ne recommandaient pas la vie en Israël ni aucune autre solution rédemptrice aux catastrophes comme le nazisme.

En outre, Primo Levi critiquait avec force l'invasion du Liban par Israël en 1982 et qualifiait le ministre de la défense israélien et chef militaire de cette invasion, le général Ariel Sharon, de « soldat dur et sans scrupule ». Elie Wiesel, quant à lui, en tant que sioniste partisan de cette invasion, critiquait Levi pour ses opinions critiques sur le conflit.

Les Afro-Américain·es et l'introspection

Les Afro-Américain·es ont tendance à partager la même opinion que celle que ma famille avait sur les dangers potentiels de l'autocritique publique concernant les coutumes juives ashkénazes.

Leur inquiétude repose sur les réalités objectives spécifiques auxquelles la communauté africaine-américaine est confrontée, comme le racisme grossier des sociologues de droite défendant le mensonge honteux de la prétendue infériorité génétique des Noir·es ou comme le racisme des sociologues et des faiseurs d'opinion prétendument libéraux qui, sous prétexte de s'attaquer aux problèmes de la pauvreté et de la criminalité dans la communauté noire, qui finissent par désigner les Noir·es eux-mêmes comme la cause principale et la source de leurs propres problèmes.

La thèse de Daniel Patrick Moynihan, qui date des années 1960, est un bon exemple de la posture insidieuse des libéraux blancs consistant à « blâmer les victimes ». Il insistait sur la « faiblesse » de la famille noire – en particulier les mères célibataires

1. Ian Thomson, *Primo Levi. A Life*, New York, Metropolitan Books, 2003.

et l'abandon des pères – comme une cause majeure de la pauvreté dans la communauté africaine-américaine. Inversant la causalité, Moynihan n'envisage à aucun moment sérieusement que ces problèmes – dans la mesure où ils étaient réels, ce qui était très controversé – pouvaient être le résultat, et non la cause, de la pauvreté et de la discrimination.

En mettant l'accent sur de prétendues déficiences sociales de la communauté africaine-américaine, il détournait l'attention du public de la longue histoire d'oppression et d'exploitation économiques et sociales des Noirs. Ses arguments ont servi de justification idéologique pour ignorer les aspects économiques du racisme et réduire l'État-providence, même s'il en préconisait par ailleurs une expansion sélective.

La résurgence de la « culture » et la culpabilisation des victimes

L'approche de droite de la réalité sociale a été mise en évidence en 2016 par celui qui allait devenir vice-président des États-Unis, J. D. Vance, dans son ouvrage à succès, *Hillbilly Elegy. A Memoir of a Family and Culture in Crisis*². À l'époque, s'il était certes un conservateur autoproclamé, Vance n'était pas encore le méprisable candidat d'extrême droite à la vice-présidence qui déclarait que les travailleuses migrantes haïtiennes de Springfield, dans son État natal du Kentucky, volaient des animaux de compagnie pour les manger. Conservateur respectable, il reconnaissait chez Trump que le mépris qu'il manifestait à l'égard des élites était positif, il avait eu cependant suffisamment de réserves à son encontre pour préférer voter à l'élection présidentielle 2016 pour un candidat indépendant.

À l'époque, J. D. Vance critiquait consciencieusement le système de protection sociale (au demeurant fortement réduit après sa transformation en 1996 par le Congrès

républicain et le président démocrate Bill Clinton) Cependant, il critiquait simultanément les conservateurs pour ne pas avoir compris que ce système avait considérablement réduit la souffrance humaine, y compris celle de ses propres grands-parents « hillbillies ».

Mais qui était responsable de la situation difficile ces « péquenauds blancs » dans des coins comme le Kentucky rural où Vance était né ?

Sur ce point, J. D. Vance était d'accord avec le « libéral » Daniel Patrick Moynihan en affirmant que la « culture » était la principale responsable de tous ces problèmes. Vance approuvait ainsi la déclaration de Moynihan selon laquelle « la vérité conservatrice fondamentale est que c'est la culture, et non la politique, qui détermine le succès d'une société ». Bien qu'il ait fait preuve d'une certaine ambivalence à l'égard de la culture blanche des Appalaches dont il se plaignait, il n'hésitait pas à décrire cette communauté comme affligée par l'alcoolisme, la consommation de drogues, la violence et l'incapacité à conserver un emploi, et par conséquent à ne jamais être en mesure d'avoir une promotion professionnelle. De toute évidence, selon J. D. Vance, la vision du monde des « hillbillies » était profondément imprégnée de fatalisme.

Pour contrer les effets de la culture « hillbilly » et de son fatalisme, J. D. Vance défendait un individualisme extrême ancré dans le comportement de ses grands-parents : « Une foi presque religieuse dans le travail acharné et le rêve américain. » Pour les membres de sa famille, le travail acharné avait plus d'importance que la richesse et les privilèges des personnes qu'ils méprisaient. Comme le disait sa grand-mère, « ne sois jamais comme ces putains de minables (*losers*) qui pensent que les dés sont pipés. Tu peux faire tout ce que tu veux ».

Outre l'influence de ses grands-parents, Vance cite deux expériences qui ont façonné sa réussite dans la vie.

La première a été son engagement chez les Marines qui a considérablement renforcé son patriotisme « hillbilly », lui-même ancré dans l'enseignement de ses grands-parents : « Nous vivons dans le plus grand pays du monde. » D'autre part, comme il le décrit, les Marines ont à la fois une école de discipline militaire et une école de « discipline de vie »

2. J. D. Vance, *Hillbilly Elegy. A Memoir of a Family and Culture in Crisis*, New York, Harper, 2016. On pourrait traduire le titre par « La complainte d'un péquenaud : mémoires d'une famille et d'une culture en crise ». « Hillbilly » est un terme désignant de manière péjorative les habitant·es des Appalaches et des monts Ozarks.



où l'on apprenait comment acheter la meilleure voiture possible et où les recrues devaient obligatoirement suivre des cours de gestion d'un compte bancaire, d'épargne et d'investissement.

Les Marines lui ont également montré, tout comme sa grand-mère l'avait fait, à exciser, comme le ferait un chirurgien d'une tumeur, l'idée que les choix n'ont pas d'importance, un sentiment qui, selon Vance, est courant parmi la classe ouvrière blanche.

Vance a également bénéficié d'une autre aide institutionnelle très importante - aide financière dépassant ses «rêves les plus fous» - de la part de la faculté de droit de Yale. Et, comme il le souligne, «ce n'était pas grâce à quelque chose que j'avais fait ou mérite, mais parce que j'étais l'un des enfants les plus pauvres de l'école».

L'actuel vice-président des États-Unis Vance a longuement réfléchi à son expérience à Yale, citant un article du *New York Times* qui rapportait que les écoles les plus chères étaient paradoxalement moins coûteuses pour les étudiant·es à faibles revenus. Il a aussi été impressionné lorsqu'il a découvert que la faculté de droit de Yale avait formé plusieurs juges de la Cour suprême ainsi que la secrétaire d'État de l'époque, Hillary Clinton. Notons également que Vance a également eu la chance d'avoir pour mentor la professeure de droit Amy Chua, célèbre pour son rôle de «mère tigre³». En bref, il a rencontré et appris à connaître l'élite américaine.

Compte tenu de son expérience à Yale, J. D. Vance s'est demandé pourquoi il avait été le seul diplômé de son lycée à avoir intégré l'Ivy League⁴ et pourquoi les gens comme lui étaient si peu représentés dans les institutions de l'élite. Mais jamais il n'a remis en question la notion individualiste clé selon laquelle les individu·es peuvent s'élever grâce à leurs propres efforts. Une question qui n'était clairement pas celle de la politique de discrimination positive de Yale en faveur des étudiant·es blanc·hes issu·es

3. NdT. Défendant une éducation particulièrement stricte, Amy Chua est l'auteur de *L'hymne de bataille de la mère Tigre*, Paris, Gallimard, 2011.

4. NdT. Désigne les huit universités privées les plus prestigieuses et les plus anciennes du nord-est des États-Unis.

comme lui de milieu modeste. À l'époque, le programme de discrimination de Yale ne concernait que les minorités raciales, ce que Vance ne mentionne pas.

Finalement, en 2023, un arrêt de la Cour suprême conservatrice (*Students for Fair Admissions* versus Harvard) – dont trois juges avaient été nommés par Trump lors de son premier mandat –, a déclaré que la discrimination positive était contraire à la Constitution.

«Aveugle à la couleur», Vance montrait également dans son livre qu'il est allergique à toute analyse fondamentale de l'ordre socio-économique qui prévaut aux États-Unis. Prenons, par exemple, son analyse de la crise à Middletown, la ville de l'Ohio où lui et sa famille avaient déménagé après avoir quitté le Kentucky. La ville était ravagée par la pauvreté, toutes communautés raciales confondues, et tous ses équipements publics étaient dans un état de délabrement avancé. Selon Vance, Middletown avait eu autrefois un centre-ville très animé avec des centres commerciaux, des restaurants et des bars, mais au moment où il a publié son livre, «le centre-ville de Middletown n'était guère plus qu'une relique de la gloire industrielle, avec des vitrines brisées alignées au cœur du centre-ville».

J. D. Vance associe le déclin de Middletown à celui, brutal, du principal employeur de la ville, Armco Kawasaki Steel. Après avoir initialement attribué le faible nombre d'heures travaillées à Middletown à la paresse, il prend du recul et reconnaît qu'il n'y a pas beaucoup de travail disponible parce que les aciéries faisaient faillite. Mais il ne se pose pas la question des causes de la disparition de ces entreprises qui ont laissé les gens sans emploi. Était-ce un phénomène naturel, comme le temps, contre lequel on ne peut rien faire? Ou bien plutôt le résultat d'un système, anarchique et non planifié, où, la recherche du taux de profit le plus élevé par les entreprises, ne laisse que peu ou pas de place à la sécurité et aux besoins des travailleurs et des travailleuses?

Selon J. D. Vance, ce sont les efforts et le soutien sans faille de ses grands-parents-e qui l'ont sauvé du destin peu enviable qui a touché la plupart de ses camarades de classe de Middletown. Mais en quoi les efforts individuels de ses grands-parents pour le sauver

du désastre peuvent s'appliquer pour sauver la population du désastre économique et social?

Ne serait-ce pas plutôt que les catastrophes économiques, bien qu'elles aient toutes le même impact général, ont des effets moins uniformes, car même les différences relativement mineures entre les familles et les individus peuvent permettre à certains d'éviter ou d'échapper aux pires effets d'une crise?

C'est la gravité d'une crise et ses effets inévitables sur la plupart des gens qui constituent véritablement le sujet principal d'une politique publique, et non la capacité individuelle de quelques-uns à échapper à ses pires effets.

Il ne fait aucun doute que la profonde crise de la désindustrialisation, l'abandon de ses victimes par les partis démocrate et républicain – à l'exception peut-être de certains programmes apportant un soulagement temporaire là où une intervention chirurgicale majeure aurait été nécessaire – ont démoralisé bien des personnes, à tel point qu'elles n'ont même pas pu profiter de la rare opportunité de conserver un emploi prometteur.

Mais ces attitudes ne changeront pas de manière significative si la situation objective reste la même. Et même si certain-es profitent des rares opportunités existantes, d'autres remplaceront celles qui ont échoué précédemment dans les rangs des personnes désespérées.

Ainsi, la prémisse de J. D. Vance est trompeuse quand il affirme que son livre traite de «la vie des gens ordinaires lorsque l'économie industrielle s'effondre. Il s'agit de réagir aux mauvaises circonstances de la pire manière possible. C'est une culture qui encourage de plus en plus la dégradation sociale au lieu de la contrer». C'est une façon peu subtile de «blâmer les victimes» plutôt que les circonstances terribles qui produisent systématiquement l'échec et la démoralisation.

Il convient de noter dans ce contexte que les millions de personnes qui sont mortes, ont été blessées ou mutilées par les guerres ne constituent pas la cause de la terrible décadence causée par la guerre. Elles en sont plutôt l'horrible symptôme. La volonté relativement plus grande des opinions

conservatrices aux États-Unis d'offrir une aide aux anciens combattants souffrant de maladies telles que le syndrome de stress post-traumatique n'est pas seulement due au patriotisme mais au fait que ces blessures sont totalement transparentes dans leurs causes et leurs conséquences. Ce qui n'est pas le cas pour les victimes de la destruction schumpétérienne causée par le capitalisme.

L'impersonnalité des forces du marché, renforcée par le fétichisme du marché, nous empêche de percevoir la réalité matérielle.

De plus, Vance ne prend pas en considération que la culture n'est pas un phénomène figé, comme elle lui apparaît dans les Appalaches. Il existe bel et bien un phénomène appelé changement culturel. Par exemple, l'Espagne et la République d'Irlande ont été pendant des siècles des sociétés où prédominaient des cultures catholiques et des valeurs conservatrices précapitalistes. Pourtant, au cours des soixante-dix dernières années, elles sont devenues des sociétés sensiblement différentes. Le développement économique et les changements politiques majeurs ont joué un rôle prépondérant dans ces processus. Dans ces deux pays, le changement culturel a été l'effet des changements économiques et politiques majeurs, et non leur cause.

J. D. Vance et la politique du ressentiment

Où mène l'individualisme radical des gens comme J. D. Vance quand il échoue inévitablement pour des millions de personnes ? Je dirais qu'en l'absence d'une alternative collective radicalement progressiste fondée sur une mobilisation généralisée des travailleurs et des travailleuses à la base, l'individualisme extrême conduira probablement à une forme particulière de politique du ressentiment.

La conclusion implicite, voire explicite, de cette politique est que le problème ne réside pas dans l'ordre social lui-même, mais plutôt dans le fait que de nombreuses personnes privilégiées ont des valeurs et des opinions politiques erronées, tout en occupant des positions de pouvoir au sein de cet ordre social. Au fond, cette attitude est l'expression inconsciente, voire consciente, du proverbe populaire espagnol «*Quitate tu para ponerme yo*» («Tu devrais te retirer

pour que je puisse occuper ta place»), plutôt que l'expression d'une volonté de changer la structure de classe et hiérarchique de l'ordre social au profit de la majorité.

Cette vision du monde ressort de l'analyse que fait J. D. Vance des raisons de l'impopularité d'Obama. S'il se trompe en rejetant le racisme comme l'une des causes du sentiment anti-Obama, il suggère d'autres raisons crédibles expliquant pourquoi les gens n'aiment pas le premier et, jusqu'à présent, le seul président africain-américain de l'histoire des États-Unis. Comme il le souligne, Obama est brillant, riche, sûr de lui, il s'exprime bien et il est professeur de droit constitutionnel. Mais, écrit Vance, il «est arrivé sur la scène publique au moment même où de nombreuses personnes de ma communauté commençaient à croire que la méritocratie moderne n'était pas faite pour eux.» «Barack Obama, écrit-il encore, touche au cœur de nos insécurités les plus profondes.»

Ailleurs dans cet ouvrage, il est encore plus explicite lorsqu'il admet que «toute ma vie, j'ai nourri du ressentiment envers le monde». Entre autres humiliations, il en voulait à ses parents, il n'aimait pas ses vêtements et détestait le fait de ne pas avoir de voiture et de vivre dans une petite maison. Mais finalement, il a commencé à apprécier la chance qu'il avait eue de naître «dans le plus grand pays du monde» et de pouvoir profiter de tout le confort moderne et de l'amour de sa famille.

L'autocritique progressiste et ses problèmes : le cas de Richard Wright

C'est précisément à la lumière des obstacles réels auxquels sont confrontés les Afro-Américain-es – comme d'autres groupes victimes de discrimination –, en tant que minorité opprimée engagée dans un processus d'autocritique, que l'œuvre de Richard Wright (1908-1960) mérite une attention particulière.

Intellectuel et écrivain afro-américain de premier plan des années 1930 jusqu'à sa mort prématurée en 1960, il s'est engagé dans certains des courants intellectuels et politiques les plus importants de son époque. En 1932, il a adhéré au Parti communiste américain, qu'il a quitté en 1944 en raison de

sa discipline oppressive et de sa politique. Il est toutefois resté, de manière générale, une personnalité de gauche, même s'il a eu tendance à se ranger du côté de l'Occident dans la guerre froide. Il s'est également impliqué dans l'existentialisme et, après la Seconde Guerre mondiale, il s'est installé, comme tant d'autres écrivain·es et artistes noir·es américain·es de son époque, en France, où il s'est lié d'amitié avec Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. En 1948, il collabora avec Sartre à la direction du Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), une organisation éphémère qui prônait un socialisme révolutionnaire et démocratique, rejetant tout à la fois le stalinisme du Parti communiste français, le réformisme des socialistes français et la politique de Washington et de Moscou.

Profondément attaché à l'Afrique noire, Richard Wright s'est également engagé dans le mouvement anticolonialiste de l'après-guerre ; favorable au panafricanisme, il s'est lié d'amitié avec George Padmore, figure majeure de la politique panafricaine, qui avait quitté le Parti communiste américain en 1934 après avoir joué un rôle important dans l'Internationale communiste.

C'est dans ses écrits politiques sur l'Afrique, où il vécut en 1953 en tant qu'invité de Kwame Nkrumah – le leader du

mouvement anticolonialiste contre la Grande-Bretagne qui conduisit le Ghana à l'indépendance – que la critique de Wright est la plus acerbe. Consignées dans son livre *Black Power*, publié en 1954, les impressions et les réflexions sur cette visite manifestent sa vive critique et son opposition au tribalisme (ainsi qu'aux religions et superstitions africaines). Non pas tant en raison de leur sens politique et de leurs conséquences, qu'à cause des croyances et des comportements magiques, irrationnels et antiscientifiques qu'elles favorisent.

Pour Richard Wright, dont Cornel West écrit qu'il est un authentique représentant des Lumières, le mouvement anticolonialiste panafricain devait ouvrir la voie à une modernité africaine fondée sur une « religion laïque » qui rassemblerait les peuples refusant d'imiter aussi bien l'Ouest que l'Est.

On pourrait à juste titre reprocher à l'écrivain de n'avoir fait que peu d'efforts, voire pas du tout, pour comprendre les causes et les systèmes de croyances du tribalisme dans toute leur complexité ; après tout, comprendre les causes et la nature d'un ensemble de croyances et de pratiques ne conduit pas nécessairement à les justifier ou à les soutenir.



Cependant, il ne «blâmait pas la victime», bien au contraire. Ainsi, dans *Black Power*, il affirmait sans ambiguïté que sans le colonialisme, les Africain-es «auraient pu créer des conditions bien meilleures... si on les avaient été laissé-es tranquilles». Il en concluait que «le colonialisme développe les pires traits de caractère tant chez l'impérialiste que chez sa malheureuse victime».

Conscient du paternalisme raciste de la domination coloniale, et malgré sa croyance en l'éducation scientifique, au progrès et à la modernité, Richard Wright a décrit avec perspicacité le sort de membres de l'élite africaine éduquée vivant dans le monde blanc européen: bien qu'«occupant une place d'honneur, cette place sera auprès des races inférieures et soumises», où ces membres comprendront rapidement «qu'ils devront éviter de dire certaines choses; par exemple, s'ils sont connus pour être nationaliste, ils ne réussiront certainement pas ses examens du barreau. L'inhibition s'installe et il faut choisir si on veut faire partie des favoris ou des méprisés.»

Fidèle à son esprit critique, Richard Wright a également exprimé son scepticisme quant aux concessions que Nkrumah, son hôte, avait accordées aux Britanniques afin d'obtenir l'indépendance du Ghana. Richard Wright ne pensait certes pas qu'il y avait quelque chose de répréhensible à cela, mais il en soulignait les conséquences politiques en termes de divisions et de démoralisation que cela engendrait dans le camp nationaliste. L'approche politique de l'auteur est certes teintée d'un certain élitisme de gauche et d'une politique venue d'en haut. Comme le note Cornel West dans son introduction au très précieux recueil qu'il a compilé sous le titre *Black Power: Three Books from Exile*⁵, qui comprend *Black Power* ainsi que *The Color Curtain* et *White Man, Listen*, Richard Wright a appelé Nkrumah à agir comme une sorte de commandant national, insistant pour qu'il mette en route une politique de production, de paix au service de la population et qu'il «libère les esprits de toute forme de charabia». Tout en se déclarant opposé à toute forme de dictature militaire, il appelait également à une «discipline sociale», à

la fermeté et au «sang-froid» qui permettent de construire un «pont entre l'homme tribal et le 20^e siècle» (West).

Il convient de noter que W. E. B. Dubois, sociologue et penseur noir très influent, était lui aussi élitiste, de manière certes beaucoup plus explicite que Richard Wright. Dubois mettait ainsi l'accent sur les «10 % les plus talentueux» de la communauté noire et traitant durement les masses noires analphabètes et sans instruction, qu'il considérait comme vivant dans une «misère stupide» et une «infantilité». Mais comme l'a souligné Aldon Morris dans *The Scholar Denied. W.E.B. Dubois and the Birth of Modern Sociology*⁶, Dubois considérait cette misère comme le résultat de l'oppression blanche, ce qui correspond bien à l'esprit dans lequel Richard Wright abordait la question.

Cependant, cela souligne que même si elle part d'une perspective progressiste, l'évaluation autocritique des communautés opprimées peut malgré tout sombrer dans l'élitisme.

Dans ses romans centrés sur l'Amérique noire, les évaluations critiques de Richard Wright sont également un mélange de caractérisations brillamment abruptes et discutables. Basées sur la tradition «naturaliste» et «réaliste urbaine» qu'il a adoptée dans ses écrits littéraires, elles intègrent paradoxalement, compte tenu de son rationalisme en politique, un élément d'existentialisme et une forme *sui generis* de nihilisme. Comme dans son roman *Le transfuge*⁷, il présente l'Amérique noire telle qu'il la voit, sans embellissement ni idéalisation. Dans son remarquable *Black Boy*, un roman autobiographique plein de rage retenue dans sa dénonciation cinglante du racisme américain (qu'il a également dénoncé dans ses nouvelles dans *Les enfants de l'Oncle Tom*⁸), il déplore également ce qu'il considère comme l'étrange absence chez les Noirs de véritable gentillesse, combien leur tendresse était instable, leur manque de passion authentique et de grands espoirs, combien leur joie était timide

5. Richard Wright, *Black Power: Three Books from Exile* New York, Harper Perennial, Modern Classics, 2008.

6. Aldon Morris, *The Scholar Denied. W.E.B. Dubois and the Birth of Modern Sociology*, Los Angeles, University of California Press, 2015.

7. Richard Wright, *Le transfuge*, Paris, Gallimard, 1979.

8. Richard Wright, *Les enfants de l'Oncle Tom*, Paris, Gallimard, 1988.

et leurs traditions dépouillées, leurs souvenirs vides et le manque de ces sentiments intangibles qui lient les être humains entre eux. Même leur désespoir, écrit-il, est superficiel.

La caractérisation de Richard Wright visait à répondre à «celles et ceux qui pensaient que les Noir·es menaient une existence si passionnée ! J'ai compris que ce qui avait été pris pour notre force émotionnelle était en fait nos confusions négatives, nos fuites, nos peurs, notre frénésie sous la pression».

Dans ses œuvres de fiction, il évite d'explorer les possibilités de résistance et de transformation personnelles et/ou collectives. Sa description sévère des Afro-Américain·es a notamment été dénoncée par James Baldwin, qui la considérait comme stéréotypée, ignorant leur complexité en tant qu'êtres humains à part entière, dotés de traits contradictoires, bons et mauvais, capables d'agir et d'intelligence.

On lui a également reproché son ton moralisateur et didactique, en particulier dans son célèbre *Native Son*⁹, qu'il a écrit alors qu'il était encore membre du Parti communiste, pour avoir introduit de l'extérieur le communisme et les communistes dans le drame plutôt que de les faire émerger naturellement de l'histoire elle-même, et pour les avoir imposés, pour ainsi dire, d'en haut, comme le guide de la bonté et de la noblesse.

Quelle que soit la validité de ces critiques, elles n'enlèvent rien à la valeur artistique et à l'intégrité globales de l'œuvre, inégale mais remarquable, de Richard Wright. Son travail reste une tentative exemplaire d'observer sa propre communauté sans œillères. Cela illustre également les risques et les obstacles liés à la maîtrise des problèmes liés à l'autoévaluation critique : il est difficile de conserver une vision critique de sa propre communauté opprimée sans tomber dans une perspective excessivement dure ou négative. Perspective qui en plus de fournir des arguments à ses adversaires, contribue à la démoralisation et à l'impuissance plutôt qu'au développement de la confiance en soi nécessaire pour riposter.

Il est probable, comme l'a fait valoir le critique Robert A. Bone, que le «profond

dégoût» à peine reconnu par la conscience de Richard Wright envers «les tendances autolimitantes de la vie des Noir·es» l'ait conduit à sous-estimer son héritage noir.

Conclusion : autocritique et opposition au système

L'autocritique est un outil indispensable pour les mouvements sociaux. Cela devient particulièrement évident dans les situations révolutionnaires où l'avenir de la communauté opprimée est en jeu. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'adopter une position critique et d'agir contre la toxicomanie et le trafic de drogue, l'alcoolisme, la corruption généralisée, la petite délinquance et autres maux sociaux qui constituent de véritables obstacles parce qu'ils affligent les personnes – à travers les peurs et la profonde démoralisation que ces maux perpétuent souvent dans les communautés opprimées – à la lutte pour la libération.

C'est la voie qu'ont empruntée des révolutionnaires comme Malcolm X et l'Algérien Ali la Pointe. Ce dernier s'est non seulement transformé en abandonnant sa vie de petit escroc, mais, comme le décrit avec justesse le film *La bataille d'Alger*¹⁰, a mené la lutte pour nettoyer la Casbah du crime et de la drogue comme condition du succès de la lutte révolutionnaire algérienne contre le colonialisme français.

Né et élevé à Cuba, Samuel Farber vit à New York. Il a écrit de nombreux articles et livres sur ce pays, ainsi que sur la révolution russe et la politique américaine. En français : *Che Guevara : ombres et lumières d'un révolutionnaire*, Paris, Syllepse, 2017.

Source : *New Politics*, 3 décembre 2025.

9. Richard Wright, *Un enfant du pays*, Paris, Gallimard, 1988.

10. Gillo Pontecorvo, *La bataille d'Alger*, 1971.

Comment la Chine redessine l'Asie du Sud-Est

Andrea Ferrario

Des dettes du Laos aux équilibres fragiles de la Thaïlande: cinq exemples montrent comment Pékin tisse un réseau de dépendances économiques et politiques.

Depuis des années, la Chine tisse un réseau dense de relations en Asie du Sud-Est, combinant investissements, infrastructures, coopération technologique et pression diplomatique. Les pays de la région stratégiquement situés entre l'océan Indien et le Pacifique sont aujourd'hui au cœur d'une transformation silencieuse qui redéfinit leurs orientations économiques et, dans de nombreux cas, leurs structures décisionnelles elles-mêmes. La Chine a articulé sa stratégie autour d'une série d'initiatives qui vont bien au-delà du champ économique. La «sécurité nationale globale», concept désormais central dans la pensée stratégique chinoise, englobe des domaines tels que l'alimentation, la finance, la technologie, le cyberspace et même l'opinion publique. Dans cette optique, les initiatives promues au sud de la frontière ne sont pas isolées, mais s'inscrivent dans un projet global visant à consolider une zone d'influence stable, favorable aux intérêts de Pékin et moins perméable à la présence de rivaux.

L'Asie du Sud-Est est idéale pour ce projet. Ses économies, dynamiques mais encore vulnérables, ont besoin de capitaux, de technologies et d'infrastructures. La Chine est prête à les fournir, mais à des conditions qui ne se limitent pas aux taux d'intérêt. L'accès préférentiel aux ports, aux chemins de fer et aux centres logistiques, la promotion d'accords numériques bilatéraux, la construction de laboratoires partagés et de plateformes industrielles communes ne sont que quelques-uns des instruments mis en œuvre.

À cela s'ajoute un travail minutieux avec les élites politiques et entrepreneuriales, souvent mené loin des projecteurs. Tous les gouvernements ne réagissent pas de la même manière. Certains pays se sont laissés absorber presque entièrement, d'autres tentent de se débrouiller en conservant une marge de manœuvre. Tous évoluent toutefois dans un contexte où la Chine a su tirer parti des incertitudes mondiales et du retrait d'autres acteurs pour consolider sa position. Plus qu'une conquête fulgurante, il s'agit d'un lent rééquilibrage qui modifie les habitudes logistiques, les dépendances énergétiques et les liens institutionnels.

Dans la suite de cet article, nous analyserons cinq cas emblématiques, chacun représentatif à sa manière d'une forme différente d'influence: de la dépendance structurelle à la cooptation sélective, du compromis calculé à la résistance prudente. Il en ressortira une mosaïque hétérogène, mais tendant vers une convergence: l'adaptation, plus ou moins consciente, à une présence chinoise qui semble destinée à durer.

Le Laos: le prototype de la dépendance structurelle

Le Laos est aujourd'hui peut-être l'exemple le plus flagrant de la capacité de l'influence chinoise à remodeler profondément un pays, au point de compromettre son indépendance effective. En quelques années, le gouvernement de Vientiane a lié son destin économique, logistique et technologique à celui de la Chine, en acceptant un modèle de développement fortement dépendant du crédit et de la présence directe de la République populaire. La rhétorique

officielle parle de partenariat stratégique et de modernisation accélérée, mais la réalité quotidienne montre une économie en difficulté, une population appauvrie et une administration de plus en plus perméable aux intérêts extérieurs.

La crise est évidente. Les salaires dans la fonction publique ont été réduits, les retraites sont versées avec retard, les denrées alimentaires subissent des hausses constantes et les ménages ont du mal à faire face aux dépenses de base. La dévaluation du kip, la monnaie nationale, a érodé en quelques années le pouvoir d'achat de la population urbaine et rurale, tandis que l'inflation se maintient à des niveaux élevés. Le pays, qui n'a pas les ressources nécessaires pour faire face à ses dettes, n'a évité le défaut de paiement que grâce à un soutien discret mais constant de la Chine. En échange, il a cédé le contrôle d'infrastructures essentielles, les droits d'exploitation des ressources naturelles et des parts importantes de son espace économique.

L'expansion chinoise ne s'est pas limitée aux chemins de fer et aux centrales électriques. Dans de nombreuses zones urbaines, les activités commerciales et les complexes résidentiels sont aujourd'hui entièrement gérés par des opérateurs chinois, souvent soumis à des réglementations distinctes de celles qui s'appliquent au reste du pays. Le réseau électrique a été transféré à une entreprise chinoise en garantie des prêts reçus. L'accès préférentiel à des zones économiques spéciales, la construction d'infrastructures clés et la diffusion du mandarin comme langue technique dans l'administration publique sont les signes d'un processus qui va bien au-delà de la coopération économique.

Malgré ce contexte, le gouvernement continue de tenir un discours optimiste. Chaque visite officielle chinoise s'accompagne de nouveaux protocoles d'accord et de projets communs, souvent présentés comme des succès inégalables. L'absence d'espace critique dans les médias, le contrôle de l'information et le consensus apparent contribuent à maintenir cette image figée. Cependant, les tensions sociales s'intensifient. Dans une école de la banlieue de la capitale, un enseignant commentait, résigné : «Les Chinois sont partout, ils parlent entre

eux, ils construisent, ils achètent, mais nous ne comptons presque plus pour rien». Ce témoignage, recueilli par *Le Monde*, reflète un sentiment qui peine à émerger mais qui est de plus en plus répandu.

Le cas du Laos montre clairement ce qui peut arriver lorsqu'un petit pays vulnérable adopte une stratégie de développement fondée sur la dépendance à un seul acteur dominant. Il n'y a pas eu d'occupation ni de mise sous tutelle formelle, mais le résultat n'est pas très différent de ce qu'aurait produit un contrôle direct, à savoir une souveraineté vidée de sa substance, une économie asservie et une société qui s'adapte en silence à un nouveau centre de commandement.

Le Cambodge : une alliance personnelle et structurelle

Au Cambodge, l'influence chinoise a trouvé un terrain fertile grâce à la convergence entre les intérêts stratégiques de Pékin et le projet dynastique de la famille Hun. Le long maintien au pouvoir de Hun Sen, suivi de l'ascension de son fils Hun Manet à la tête du gouvernement, a assuré la continuité d'une relation construite au fil du temps, consolidée par un réseau dense d'accords, d'investissements et de faveurs réciproques. Plus qu'une simple alliance politique, c'est une relation de symbiose qui s'est établie, dans laquelle la légitimité interne du régime repose en grande partie sur la protection et le soutien économique de la Chine.

À la différence du Laos, où la dépendance se manifeste sous la forme d'une dette, le Cambodge connaît plutôt une convergence stratégique. La Chine a massivement investi dans le pays, avec des projets allant des infrastructures à la sécurité. Le port de Ream, en cours d'agrandissement, est au centre des préoccupations en raison de ses potentialités militaires. Les manœuvres militaires conjointes, ainsi que la fourniture d'équipements à la police et à l'armée cambodgiennes, confirment une collaboration qui va au-delà du symbolique. Pékin a trouvé dans le gouvernement de Phnom Penh un allié fiable, prêt à défendre ses positions, y compris dans les forums multilatéraux.

Les effets de cette présence sont particulièrement visibles sur la côte. La ville de Sihanoukville, autrefois fréquentée par les

touristes locaux et occidentaux, a été transformée en quelques années par une vague de capitaux chinois. Casinos, tours résidentielles, centres commerciaux et hôtels se sont multipliés, souvent sans plan d'urbanisme cohérent. La population locale a été en partie expulsée des quartiers centraux, les prix ont augmenté, le paysage urbain a été bouleversé. La croissance, concentrée dans quelques secteurs, a principalement profité aux entrepreneurs chinois et aux personnalités proches du pouvoir.

Dans le reste du pays également, la coopération s'étend à des secteurs clés : routes, ponts, barrages, réseaux numériques. Les entreprises chinoises participent à des projets de développement agricole, gèrent des zones industrielles et proposent des systèmes de surveillance urbaine. Le gouvernement cambodgien a accueilli cette pénétration comme une opportunité, favorisant l'enseignement du mandarin dans les écoles publiques et renforçant les échanges universitaires. La structure étatique s'adapte progressivement aux protocoles, aux modèles et aux priorités définis par Pékin.

Toutefois, cette centralité chinoise comporte également des vulnérabilités. L'économie cambodgienne, même si elle est en croissance, reste fragile et dépendante de quelques secteurs. Le risque qu'une crise en Chine ou un changement de ligne politique ait des répercussions immédiates sur le pays est réel. Mais pour les dirigeants de Phnom Penh, le lien avec Pékin est considéré comme une garantie de stabilité et de protection. Le système qui s'est consolidé n'a pas seulement accepté l'influence chinoise : il en a fait un élément essentiel de sa survie.

Thaïlande : un équilibre fragile

La Thaïlande se distingue des autres pays analysés par sa tradition indépendante, héritée d'une longue histoire d'équilibre entre puissances rivales. Cette attitude se reflète encore aujourd'hui dans la gestion des relations avec la Chine, perçue à la fois comme un partenaire indispensable et une source potentielle d'ingérence. Bangkok a cherché à tirer parti de la concurrence entre Pékin et Washington pour conserver une marge de manœuvre, mais les contradictions internes et les pressions extérieures rendent cette stratégie de plus en plus difficile à maintenir.

L'économie thaïlandaise est fortement intégrée à celle de la Chine. La Chine est le premier partenaire commercial du pays et a investi dans de nombreux projets d'équipements, notamment la ligne ferroviaire à grande vitesse qui devrait relier le nord du pays au réseau chinois en passant par le Laos. À cela s'ajoutent des accords dans les secteurs de l'automobile, du tourisme et de la logistique. Toutefois, l'adoption des technologies chinoises et la participation à des initiatives promues par Pékin n'ont jamais été automatiques. Les autorités thaïlandaises ont à plusieurs reprises ralenti ou renégocié les termes de projets jugés trop déséquilibrés tout en cherchant à renforcer la coopération avec d'autres acteurs régionaux et internationaux.

Sur le plan politique, les relations avec la Chine sont étroitement liées aux dynamiques internes du pouvoir. La monarchie, les dirigeants militaires et les élites entrepreneuriales partagent dans une certaine mesure la même conception d'une Thaïlande neutre, mais appelée à jouer un rôle central dans la région. Cependant, au sein même de ces cercles, des divergences d'orientation apparaissent. Certains secteurs prônent un rapprochement plus net avec Pékin, d'autres craignent qu'une dépendance excessive ne compromette l'autonomie stratégique du pays. La gestion de l'équilibre, plus qu'un art diplomatique, est devenue un exercice quotidien de compromis et d'adaptations.

Les tensions entre la Thaïlande et le Cambodge pour le contrôle des eaux entourant l'île de Ko Kut et ses ressources en gaz naturel offrent un exemple concret de la manière dont la Chine peut influencer les dynamiques régionales de façon opaque. Bien qu'elle ne soit pas directement impliquée dans le conflit, Pékin est liée aux deux pays par des intérêts convergents, et sa position ambiguë contribue à rendre le cadre des négociations plus incertain. Ce type de situation alimente en Thaïlande la crainte que la Chine, plutôt que de jouer le rôle de médiateur, agisse comme un acteur intéressé par le maintien d'une tension contrôlée qui renforce sa position centrale.

La Thaïlande n'est pas un pays passif et dispose de ressources institutionnelles, économiques et militaires suffisantes pour mener une politique étrangère autonome. Mais



la pression croissante, combinée à l'érosion de la confiance dans d'autres interlocuteurs internationaux tels que les États-Unis, rend de plus en plus coûteux le maintien d'une position équilibrée. Le risque n'est pas tant celui d'une subordination formelle que celui d'une convergence progressive par inertie, dans laquelle la liberté de choix se réduirait sans être explicitement supprimée.

Vietnam et Malaisie : l'art difficile de l'équilibre

Le Vietnam et la Malaisie font face à la présence chinoise à partir de positions différentes, mais tous deux tentent, avec des résultats contrastés, de maintenir une position autonome dans une région où les pressions se multiplient. Les deux pays ne partagent ni la même histoire ni la même structure économique, mais ils sont unis par un besoin stratégique commun : éviter que l'influence de Pékin ne se transforme en une subordination structurelle, sans pour autant renoncer aux avantages économiques qu'elle comporte.

Le Vietnam est peut-être le plus prudent et le plus méfiant des pays de la région à l'égard de la Chine. Le souvenir de la guerre de 1979 est encore vif, tout comme les tensions entre les deux pays en mer de Chine méridionale, et malgré les discours sur la coopération, Hanoï se méfie des intentions

chinoises. Dans le même temps, le pays est profondément intégré dans la chaîne de valeur asiatique et entretient avec la Chine l'une de ses relations commerciales les plus intenses. Les exportations vietnamiennes dépendent en grande partie des matières premières et des composants chinois, et toute tentative de diversification s'avère lente et coûteuse. Le découplage technologique entre les États-Unis et la Chine a offert au Vietnam une occasion rare. Les entreprises occidentales ont transféré une partie de leur production dans le pays, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard de la fabrication chinoise. Mais ce transfert a également exposé Hanoï à de nouvelles pressions. Les autorités américaines ont commencé à surveiller le Vietnam pour des pratiques présumées de triangulation commerciale, l'accusant de servir de passerelle pour les marchandises chinoises destinées au marché américain. Le pays se trouve ainsi pris entre deux feux : il doit exploiter la rivalité sino-américaine pour renforcer son économie, sans toutefois devenir une cible ou un pion.

Le positionnement de la Malaisie est plus ambivalent, l'influence chinoise s'y manifestant sous des formes plus nuancées mais tout aussi pénétrantes. Ces dernières années, Pékin a renforcé sa coopération avec Kuala Lumpur dans des secteurs sensibles

tels que l'intelligence artificielle, les technologies numériques et les transports. La visite du président chinois a abouti à une série de nouveaux accords qui renforcent le rôle de la Chine en tant que principal partenaire stratégique. Dans le même temps, la Malaisie exporte beaucoup vers les États-Unis et bénéficie encore d'une certaine ouverture aux capitaux occidentaux. Le gouvernement malaisien a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne souhaitait pas s'engager en faveur d'un camp ou d'un autre, mais cette position est de plus en plus difficile à tenir. Les élites économiques et politiques sont divisées : certaines poussent à une convergence plus explicite avec la Chine, d'autres craignent que cela ne réduise la marge de manœuvre pour négocier avec d'autres acteurs internationaux. La diplomatie malaisienne continue d'invoquer l'équilibre et la neutralité, mais la structure économique du pays reflète une réalité plus complexe, où les choix formels ne coïncident pas toujours avec les choix effectifs.

Les deux pays montrent, chacun à leur manière, la difficulté d'une stratégie médiane. Le Vietnam résiste avec prudence mais dépend d'un réseau de production qui le lie étroitement à la Chine. La Malaisie tente de naviguer entre deux pôles mais risque de se retrouver dans une position de subordination dissimulée sous une apparence de souplesse. Dans les deux cas, la Chine n'impose pas mais dispose, en proposant des accords, des technologies, des capitaux et des alliances qui s'insèrent dans les espaces laissés vacants par d'autres. Le choix n'est pas toujours contraignant mais les conséquences le sont bel et bien.

Convergences et divergences dans la dépendance

La pénétration chinoise en Asie du Sud-Est n'est pas homogène mais contrastée. Elle va de modèles de dépendance structurelle, comme au Laos et au Cambodge à des configurations plus souples, comme en Thaïlande, au Vietnam et en Malaisie. Dans tous les cas, ce sont les mécanismes (prêts garantis, investissements directs, concessions stratégiques, formation d'élites locales) qui rendent l'influence chinoise efficace, et non seulement les idéologies ou la propagande. Il ne s'agit pas d'une domination

explicite ou militaire, mais d'une hégémonie silencieuse qui s'exerce à plusieurs niveaux : économique, technologique et institutionnel. Dans certains cas, les gouvernements ont utilisé l'axe avec Pékin pour compenser des déficiences internes ou pour renforcer leurs régimes politiques, presque toujours au détriment de la transparence, de la neutralité administrative et, surtout, de la liberté de leurs populations. Là où la Chine a pris le rôle d'interlocuteur privilégié, la marge de manœuvre s'est réduite.

L'influence chinoise se consolide dans les contextes où les dirigeants politiques sont prêts à céder des pouvoirs de décision en échange d'un soutien économique, d'infrastructures clés en main ou d'une légitimation diplomatique. Cela vaut autant pour les pays aux institutions fragiles que pour ceux qui conservent une certaine autonomie. Ce qui change, c'est la vitesse à laquelle les règles locales s'adaptent à des logiques extérieures.

Andrea Ferrario a été rédacteur du magazine *Guerre&Pace* et rédacteur en chef de la *Notizie Est*. Il publie sur le site *Crisi Globale*, dont il est corédacteur en chef et un blog sur [Substack.com](https://substack.com).

Article publié sur le [blog de l'auteur](#), 23 juillet 2025 ; traduit pour [Europe solidaire sans frontières](#) par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.

La crise de la reproduction sociale, la position des femmes et le féminisme en Chine

Yige Dong

Entretien avec Ralf Ruckus

23

La chute spectaculaire du taux de natalité et l'explosion du nombre de divorces, parallèlement à l'augmentation du nombre de mariages qui se défont, sont autant de signes qui indiquent une érosion de la cellule familiale capitaliste en République populaire de Chine. Cette évolution représente en outre une crise existentielle pour la nation, car l'aggravation de la crise de la reproduction sociale dans ce pays post-socialiste menace également la reproduction de la force de travail dont il a besoin. Mais en quoi consiste exactement cette crise de la reproduction sociale, et quelle est, le cas échéant, la spécificité de la situation en RPC ? Quel rôle joue le mouvement féministe en RPC dans tout cela ?

Ralf Ruckus s'entretient avec Yige Dong, qui a observé le mouvement des jeunes militantes féministes au cours des années 2010 et a mené des recherches sur le rôle des femmes prolétaires en Chine. Dong a beaucoup écrit sur différents aspects de la crise de la reproduction sociale en Chine, les luttes des femmes et le féminisme.

Selon vous, que recouvre le terme « reproduction sociale » ?

Selon moi, le terme marxiste-féministe « reproduction sociale » désigne les institutions et les processus qui maintiennent et renouvellent la main-d'œuvre et les relations sociales au sein des sociétés capitalistes.

En d'autres termes, la reproduction sociale consiste à créer les conditions nécessaires au renouvellement et à la pérennité des sociétés capitalistes. Cela peut faire référence à des tâches quotidiennes telles que le ménage, la cuisine, les soins prodigués aux enfants, aux personnes âgées et aux malades, ou à des systèmes plus institutionnels tels que le système de santé, le système de retraite et le système éducatif.

Ces dernières années, le concept de reproduction sociale a suscité un intérêt croissant. Cependant, la plupart des personnes qui utilisent ce terme le font de façon purement descriptive, sans tenir compte de ses origines en tant que terme critique issu d'une longue tradition féministe marxiste. Pour vraiment comprendre ce terme, il faut en analyser les implications latentes, en particulier dans des contextes extérieurs aux sociétés où il a été développé.

Fondamentalement, le paradigme de la reproduction sociale met en évidence la tension entre, d'une part, le rôle essentiel de la reproduction sociale dans la perpétuation des structures du système capitaliste et, d'autre part, la dévalorisation et la non-rémunération des activités de reproduction sociale. En d'autres termes, utiliser le terme « reproduction sociale » revient à reconnaître ces tensions structurelles inhérentes au système.

Quelles sont les références théoriques que vous utilisez lorsque vous vous servez de la notion de reproduction sociale ?

Comme je l'ai dit, j'utilise cette notion dans son contexte, comme cadre ancré dans la tradition théorique féministe marxiste.

J'ai découvert ce terme au début des années 2010, lorsque la pensée féministe marxiste connaissait un regain d'intérêt dans le monde universitaire, sous la forme de la théorie de la reproduction sociale. Parmi les féministes contemporaines de la reproduction sociale qui m'ont influencée, je citerai notamment Lise Vogel, Cindi Katz, Nancy Fraser, Sue Ferguson, Tithi Bhattacharya, Cinzia Arruzza et Alessandra Mezzadri. Elles s'inspirent des débats et du militantisme antérieurs menés par des figures telles que Mariarosa Dalla Costa, Selma James, Silvia Federici, Leopoldina Fortunati et la sociologue allemande Maria Mies, aujourd'hui décédée. Bien sûr, Marx lui-même a également évoqué la reproduction de la force de travail dans le volume 1 du *Capital*, mais pour lui, le fait que les femmes effectuent tout le travail domestique non rémunéré était un phénomène qui allait de soi.

Dans les années 1980, 80 % de la population vivait encore en milieu rural. Mais lorsque les réformes visant à instaurer l'économie de marché ont commencé à être mises en place, les populations rurales ont pu se rendre dans les villes pour vendre leur force de travail. De nombreuses femmes migrantes rurales ont trouvé un emploi dans le secteur informel des services à la personne, car les familles urbaines à double revenu ayant des parents âgés et des enfants en bas âge pouvaient désormais externaliser les tâches ménagères et certains soins en les employant.

Aujourd'hui, cette marchandisation du travail de soins est plus prononcée que jamais. Alors que la plupart des familles de la classe moyenne ne peuvent pas se permettre d'externaliser les tâches de soins dans de nombreux pays à revenu élevé, dans les villes de premier et deuxième rangs en Chine, de nombreuses familles de cols blancs peuvent le faire en raison du coût relativement faible de la main-d'œuvre rurale. En effet, les migrants ruraux vendent leur force de travail pour effectuer des tâches industrielles ou des soins dans les villes, tandis que, jusqu'à récemment, leur propre reproduction sociale

se faisait à la campagne à un coût très faible. Afin de soutenir leurs enfants travaillant dans les villes, les parents âgés des zones rurales s'occupaient de leurs petits-enfants tout en effectuant des travaux agricoles à côté.

La crise de la reproduction sociale réside dans le fait que ce système à deux vitesses est devenu moins tenable au cours des deux dernières décennies. Le coût de la vie des travailleurs migrants a augmenté aussi rapidement que les frais de scolarité et les frais de santé de leurs enfants. Cette augmentation du coût de la vie a pour conséquence que les migrants ont besoin d'emplois mieux rémunérés. De plus, beaucoup ne veulent plus travailler dans des ateliers clandestins.

La hausse du coût de la main-d'œuvre migrante a déjà entraîné une fuite des capitaux hors de Chine. La Chine pouvait supporter le coût de la reproduction de la main-d'œuvre grâce à son système à deux vitesses, mais que se passera-t-il si ce système s'effondre ? Que se passera-t-il lorsque les salaires des travailleurs migrants seront si bas que les personnes les plus défavorisées ne pourront plus subvenir à leurs propres besoins ? À mon avis, c'est là la cause profonde de la crise de la reproduction sociale.

Comme l'a observé le regretté Giovanni Arrighi, historiquement, d'autres superpuissances ont eu des manières différentes de faire face à l'augmentation des coûts de reproduction de la main-d'œuvre lorsqu'elles étaient en passe de se hisser au rang de puissances hégémoniques mondiales. L'Empire britannique, par exemple, a pu externaliser le coût de la reproduction sociale en exploitant la main-d'œuvre informelle dans ses colonies. Les États-Unis ont réduit le coût de la reproduction sociale en utilisant l'esclavage aux 18^e et 19^e siècles, puis en mettant en place une politique d'immigration discriminatoire. La Chine n'a pas été en mesure d'externaliser le coût de la reproduction sociale de la même manière et a donc dû, jusqu'à présent, l'internaliser entièrement. La manière dont le gouvernement chinois va s'y prendre pour faire face à ce problème de plus en plus pressant reste une question ouverte.

Cela nous amène à la question suivante : comment la crise de la reproduction sociale

affecte-t-elle les femmes des différentes classes sociales en Chine ?

Les populations rurales sont les plus touchées par la crise de la reproduction sociale. La culture rurale chinoise est, à certains égards, plus patriarcale et sexiste que la culture urbaine. Par rapport à leurs homologues urbaines, les femmes rurales sont plus susceptibles de voir leur travail émotionnel et leurs soins aux membres de leur famille (en particulier aux personnes âgées) considérés comme allant de soi. On attend des femmes qu'elles fournissent ce travail gratuitement. Les femmes âgées se trouvent dans une situation particulièrement difficile, car elles doivent souvent s'occuper de leurs petits-enfants tout en travaillant dans les champs, car tous les jeunes ont quitté les villages.

Mais elles ne sont pas les seules concernées. Les travailleuses migrantes ne travaillent pas seulement dans des usines, comme celles de Foxconn qui fabriquent des iPhones, mais constituent également la plus grande main-d'œuvre informelle au monde dans le domaine des soins. Aujourd'hui, la Chine compte environ 30 millions de travailleurs domestiques. Il s'agit presque exclusivement de femmes issues des zones rurales. Leur travail domestique est très informel, non réglementé et caractérisé par une forte exploitation.

Un autre aspect de la crise de la reproduction sociale touche également la classe moyenne urbaine, comme on le constate avec l'apparition de la «famille sandwich», dont les membres en âge de travailler ont un nombre disproportionné de personnes âgées et de jeunes à charge. La Chine est très particulière à cet égard, car depuis 1980, elle a appliqué la politique de l'enfant unique. En 2015, cette politique a été abandonnée, permettant aux familles d'avoir jusqu'à trois enfants. Aujourd'hui, de nombreux couples d'âge moyen avec des emplois de cols blancs peuvent avoir jusqu'à quatre parents âgés et plusieurs enfants à charge. En raison des normes de genre, les femmes, en tant que filles, épouses et mères, doivent encore assumer la majeure partie des tâches domestiques dans ces familles. Comme je l'ai mentionné précédemment, ces personnes gagnent peut-être suffisamment d'argent pour pouvoir externaliser une partie des tâches domestiques, mais cela ne couvre pas

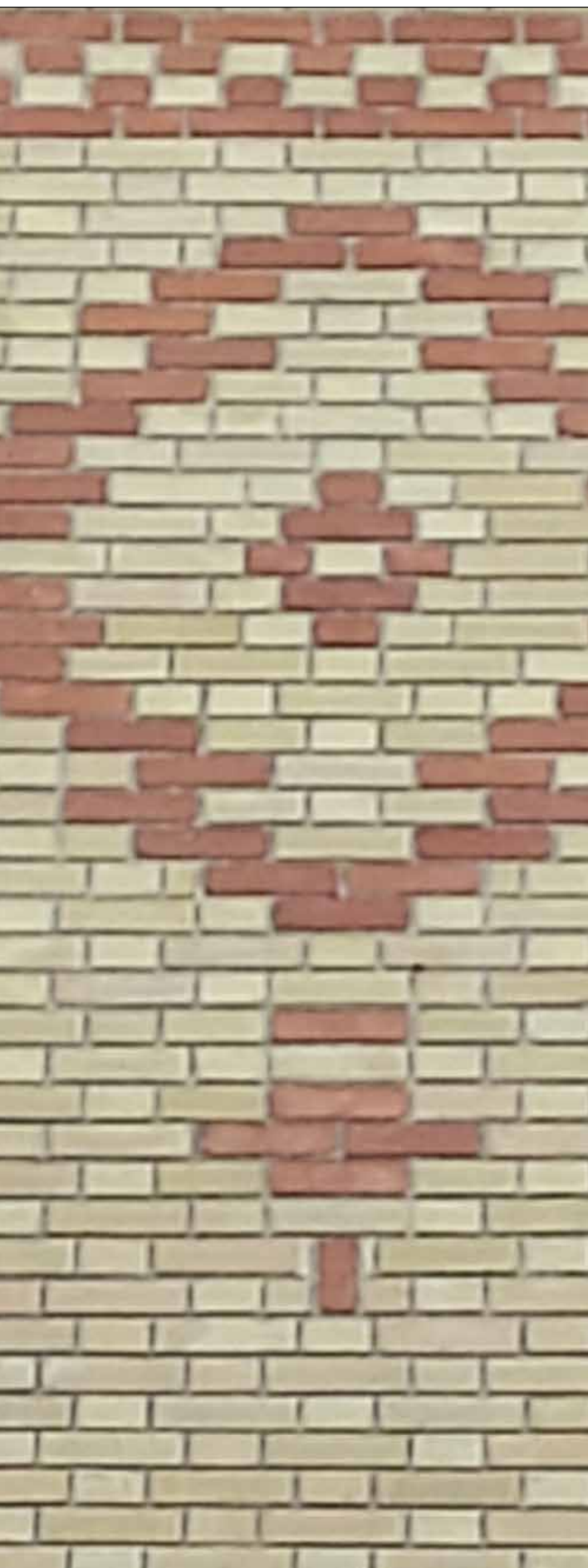
toujours les besoins croissants en matière de soins.

De plus, en raison de la contraction du marché du travail, les familles de la classe moyenne investissent beaucoup dans l'éducation de leurs enfants. Les mères, qui avaient peut-être un emploi rémunéré, se sont de plus en plus retirées du marché du travail pour se consacrer à un travail de soin, intensif et non rémunéré, afin de soutenir l'éducation de leurs enfants.

Les hommes utilisent souvent l'excuse qu'ils sont occupés par leur «996» (une expression populaire sur Internet qui signifie travailler de 9 heures à 21 heures, six jours par semaine) et qu'ils n'ont donc pas le temps de s'occuper des tâches domestiques. La crise n'est donc pas simplement due à la pénurie de main-d'œuvre relativement «bon marché» pour les tâches domestiques, ni au fait que la population vieillissante a besoin de plus de soins; elle est également liée à un marché du travail compétitif et impitoyable en général. Sur le plan psychologique, toutes classes confondues, les gens – et les femmes en particulier – se sentent dépassés par les tâches domestiques qu'ils doivent accomplir pour les membres de leur famille de différentes générations.

En parlant des pressions économiques qui se sont accrues au cours de la dernière décennie, dans quelle mesure cette crise de la reproduction sociale vient-elle contribuer à un tournant déterminant dans la trajectoire du capitalisme en Chine ?

C'est une question importante. La flambée des coûts de main-d'œuvre a déclenché une fuite des capitaux. Il est faux de croire que cela est exclusivement dû à la guerre tarifaire déclenchée par Trump. Bien avant que les États-Unis n'augmentent leurs droits de douane, les capitaux avaient déjà commencé à quitter la Chine à la recherche d'une main-d'œuvre et de ressources moins coûteuses. Le gouvernement chinois a réagi en encourageant la modernisation industrielle de l'économie nationale. Il souhaite soutenir le développement d'une main-d'œuvre plus qualifiée et d'industries à forte concentration de capital, censées remplacer les emplois non qualifiés et faiblement rémunérés dans les secteurs actuels à forte intensité de main-d'œuvre et orientés vers l'exportation.



Pour les économistes, le problème réside donc dans le fossé entre l'ambition des dirigeants de moderniser les industries et le fait que de nombreux travailleurs en Chine sont non qualifiés ou peu qualifiés, tandis que de nombreux jeunes migrants sont au chômage.

C'est certainement un élément à prendre en considération, mais la réalité est plus complexe que cela. Investir davantage dans le capital humain des travailleurs migrants ne signifie pas que tous trouveront un emploi, ni que tous les problèmes seront résolus. Du point de vue de la théorie du taux de rotation du capital, l'accumulation nécessite une armée de main-d'œuvre bon marché et précaire, qui est à la fois le pilier de l'économie et incapable de se maintenir en raison de l'austérité; cette contradiction est inhérente au capitalisme lui-même. Le système est donc en proie à des crises.

À mon avis, ces contradictions et ces crises sont les moteurs qui permettent au capital de se développer. Même si l'État souhaite investir davantage dans l'éducation et les ressources humaines, il maintiendra ses politiques d'austérité. Il ne souhaite pas répartir les ressources de manière équitable ni assurer l'égalité en matière d'éducation ou de compétences. Ce que nous observons, c'est une «fuite» du capital, c'est-à-dire la mondialisation du capital chinois détenu par l'élite de la société chinoise. Alors que le capital chinois investit dans d'autres pays en développement, la majorité de la population chinoise reste pauvre et peu qualifiée. Ce système favorise les puissants en Chine, car il leur permet de continuer à diviser la population en différentes classes concurrentes.

De temps à autre, ils appliquent des pansements, sous la forme de mesures sociales ponctuelles. S'ils veulent que les familles aient plus d'enfants, ils peuvent leur verser des allocations familiales à cette fin. Reste à voir si cela fonctionnera, compte tenu des crises budgétaires qui ont affecté les gouvernements locaux ces dernières années.

Jusqu'ici, je me suis concentrée sur les aspects structurels. J'aimerais ajouter quelque chose à propos du point de basculement. Il importe de souligner le rôle des acteurs, car la capacité de résilience du capitalisme et la montée du capitalisme social ailleurs sont liées à la résistance et aux protestations des travailleurs à la base. En Chine, le contexte

politique n'a pas été propice à ce type de changements, mais lors des licenciements massifs des années 1990, les travailleurs des entreprises publiques ont résisté en masse. Même si cela fait rarement la une des journaux aujourd'hui, des travailleurs chinois continuent de se mobiliser, de façon éclatée et parcellaire, au moment où nous parlons. Il est donc important de réfléchir à des méthodes de lutte efficaces venues du terrain pour savoir comment riposter et formuler des revendications.

Si l'État chinois est à court de main-d'œuvre « bon marché » et s'il manque de personnel pour s'occuper des personnes âgées, alors il faut bien qu'il lâche quelque chose aux masses. Je pense que pour les personnes qui vivent cette situation sur le terrain, même une version du capitalisme chinois actuel avec un système de protection sociale plus étendu vaut mieux que pas de changement du tout.

Comment l'État chinois gère-t-il les différents aspects de la crise de la reproduction sociale ?

Je ne sais pas à quel jeu multidimensionnel joue le gouvernement de Pékin, s'il y en a un. Il constate le besoin urgent de main-d'œuvre plus nombreuse sur le marché du travail dans le secteur des soins, en particulier pour s'occuper des personnes âgées. La population chinoise vieillit rapidement. Il n'y a pas assez d'enfants pour remplir toutes les places dans les crèches et les jardins d'enfants, si bien que ces derniers ferment leurs portes, tout comme les écoles primaires. Il y a un secteur en pleine croissance, connu sous le nom d'« économie des boucles d'argent », qui est centré sur les soins aux personnes âgées, mais les gens ne veulent pas travailler dans ce secteur en raison des bas salaires et du caractère pénible et fastidieux du travail.

Il y a donc un certain pouvoir de négociation vis-à-vis de l'État. Alors que celui-ci tente d'imposer des normes de qualité pour le travail domestique, il n'est toujours pas disposé à lui accorder un statut. En Chine, les travailleurs domestiques ne sont pas couverts par le droit du travail et ne bénéficient donc d'aucune protection sociale. Leur contrat est basé sur le droit civil. Cela signifie qu'ils ont toutes les responsabilités tout en étant privés de nombreux droits. L'État devrait régulariser

le travail domestique au lieu de laisser des agences à but lucratif dominer ce marché du travail.

L'État adopte également une stratégie ciblée pour stimuler les taux de fécondité. Depuis cette année, le gouvernement central a commencé à verser des allocations familiales, chaque enfant donnant droit à un total de 1 500 dollars américains répartis sur les trois premières années suivant sa naissance. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Nous pouvons prendre l'exemple du Japon ou de la Corée du Sud. Une fois que le taux de fécondité est devenu extrêmement bas, quelles que soient les mesures prises par les gouvernements, ils n'ont pas réussi à le faire remonter.

Il ne suffit pas d'accorder des avantages plus importants aux familles. La mise en place de telles mesures incitatives ne signifie pas que les gens vont soudainement décider d'avoir plus d'enfants. Il s'agit désormais d'un problème structurel, qui a des répercussions tant matérielles que psychologiques. Les gens sont pessimistes et ne veulent pas mettre au monde de nouveaux enfants dans une société qui souffre. Cela est devenu évident pendant la pandémie de Covid-19. Dans une vidéo qui est devenue virale sur les réseaux sociaux, un représentant du gouvernement a lancé à un homme : « Si vous ne faites pas ceci ou cela, nous punirons vos enfants. » L'homme a répondu : « Il n'y aura pas d'enfants, nous sommes la dernière génération ! » Cela montre à quel point certaines personnes en Chine sont déjà complètement désabusées.

Comment les femmes des diverses classes sociales en Chine ont-elles réagi aux différents aspects de la crise ?

J'ai discuté avec de nombreuses travailleuses migrantes ainsi qu'avec des travailleuses urbaines qui ont été licenciées. Si beaucoup souffrent de ce système patriarcal et du sexisme culturel, elles ont néanmoins une grande marge de manœuvre. Elles ne se contentent pas de suivre les attentes de leur famille. Les travailleuses de Foxconn à qui j'ai parlé m'ont dit qu'elles étaient venues travailler à l'usine pour gagner de l'argent pour leurs enfants scolarisés et qu'elles s'inquiétaient pour le mariage futur de leurs enfants,

en particulier s'ils avaient un fils, en raison du montant élevé de la dot¹.

Certaines femmes se sont également tournées vers les réseaux sociaux tels que WeChat, où elles publient des messages tels que : « Il me faudrait d'abord réfléchir à la manière d'être une femme aujourd'hui. Je dois faire quelque chose pour moi-même. Je devrais profiter des petites choses de ma vie. » Elles accordent autant d'importance à leur indépendance économique et à leur dignité qu'à l'avenir de leurs enfants.

Au cours des quinze dernières années, on a également assisté à un renouveau réjouissant du féminisme chinois, qui lui a valu un soutien international. Ce mouvement est principalement porté par des Chinoises relativement jeunes, instruites, férues de technologie et parlant un peu anglais. Elles ont déjà profondément bouleversé la culture populaire. Le marché a été le plus rapide à réagir à ce changement de mentalité. Si vous voulez faire un film à succès aujourd'hui, vous devez y ajouter un élément féministe, par exemple un personnage féminin marquant.

Cette vague a commencé au début des années 2010, lorsque certaines initiatives féministes locales ont lancé des actions telles que « Occupons les toilettes des hommes », pour réclamer davantage de toilettes publiques ou sur le lieu de travail pour les femmes. Elles ont également fait campagne pour le congé maternité et dénoncé le harcèlement sexuel. Ces revendications ont pour la plupart été reprises par l'État. Le nouveau Code civil comprend un paragraphe contre le harcèlement sexuel, davantage de toilettes pour femmes ont été créées sur de nombreux lieux de travail, etc. L'État reprend systématiquement ces revendications en raison du large soutien dont elles bénéficient et de l'élan qu'elles ont suscité. Mais pour maîtriser totalement l'énergie féministe, l'État a arrêté et réduit au silence les individus et les petits groupes qui ont été à l'origine de ces revendications. Beaucoup de ces personnes ont quitté la Chine.

1. Selon les normes sociales chinoises contemporaines, la famille du marié est censée offrir à la famille de la mariée une dot importante sous forme d'argent ou de biens immobiliers, le plus souvent un appartement et une voiture, d'une valeur totale allant de plusieurs milliers à environ vingt mille dollars américains.

Quel est l'impact du féminisme sur les femmes de différents âges et de différentes classes sociales ? Les femmes en général se réfèrent-elles au féminisme comme à un véritable principe, ou se contentent-elles de s'identifier aux revendications et aux contenus féministes ?

D'après mes propres observations, nous avons assisté à un changement radical. Il y a vingt ans, de petits groupes de féministes se sont réunis et ont milité pour ces revendications. Mais la plupart des gens dans la population en général n'utilisaient pas le terme féminisme et ne savaient pas ce qu'il signifiait. Cela a changé. Les jeunes femmes urbaines semblent toutes connaître ce terme, et certaines d'entre elles osent l'adopter. Il y a une réaction négative de la part des hommes qui invoquent ce terme sur les réseaux sociaux en disant que le féminisme est une mauvaise chose, qu'être féministe signifie être égoïste et vouloir contrôler les hommes. Cela montre à quel point ils se sentent menacés.

Il y a aussi une petite minorité d'hommes qui disent des choses comme : « Je suis un homme féministe ! » Dans le film à succès *Hao Dongxi*, un film grand public à gros budget sorti en 2024, le héros masculin dit à l'héroïne qu'il souhaite avoir une bonne relation avec elle et qu'il va donc lire un livre féministe de Chizuko Ueno². J'ai été agréablement surprise quand j'ai entendu cela ! Ueno est une féministe marxiste japonaise qui est devenue populaire auprès des lecteurs chinois, en particulier des femmes urbaines, ces dernières années. Mais je n'aurais jamais pensé que son nom apparaîtrait dans un film populaire en Chine.

Néanmoins, comme dans d'autres contextes, chacun a sa propre opinion sur ce que signifie réellement le féminisme. Si l'on compare le féminisme critique avec ce que disent certaines féministes autoproclamées en Chine, on pourrait penser que ces dernières représentent un féminisme « allégé » ou un féminisme d'entreprise, ou qu'elles ne sont pas assez progressistes. Mon opinion à ce sujet est probablement peu orthodoxe. Je pense que dans la Chine d'aujourd'hui, il est positif que davantage de personnes se

2. Le titre anglais du film est *Her Story* (Son histoire), voir [allociné](#).

déclarent féministes, car elles sont confrontées à un environnement politique généralement étouffant. Mais l'énergie féministe spontanée, issue de la base et qui se revendique comme telle, de même que pour tous les autres mouvements sociaux, ne résoudra certainement pas tous nos problèmes. Par exemple, les féministes déclarées en Chine sont très critiques à l'égard de la violence sexiste, du harcèlement sexuel et de la traite des femmes, mais très peu d'entre elles sont en mesure de s'interroger sur ce que représente le nationalisme chinois. À cet égard, je ne blâme pas entièrement le féminisme chinois. Les commentaires critiques à l'égard du nationalisme chinois sont beaucoup plus susceptibles d'être censurés en ligne en Chine, alors que les gens ont plus d'espace – bien que restreint – pour soulever des questions liées au genre.

Après avoir observé cette crise de la reproduction sociale et les contestations sociales qui l'entourent, que pensez-vous qu'il va se passer dans les prochaines années ? Y a-t-il un moyen d'atténuer la crise ? Ou cela va-t-il conduire à des symptômes de crise encore plus graves ?

Je ne vois pas d'ouverture politique prometteuse dans un avenir proche où, tout à coup, ces activités féministes de base pourraient réapparaître. Nous assisterons probablement à une intégration encore plus importante de la part de l'État et des entreprises de ce qui émane des revendications féministes. Du point de vue de l'État, la faible fécondité et le vieillissement de la population continueront d'être des sujets de préoccupation. À l'heure où nous parlons, de nouvelles prestations sociales autour de la fécondité et du vieillissement sont mises en place. Et nous pourrions assister à une marchandisation plus agressive des services de soins, en particulier pour les personnes âgées, car cela a déjà commencé.

La génération de l'enfant unique née dans les années 1980 est désormais à un âge où elle doit se soucier de ses parents. Cette génération a peu de temps pour s'occuper d'eux, mais elle dispose de certaines ressources financières. Cela en fait une cible de choix pour le secteur lucratif.

Il est également possible que l'État tente d'importer des travailleurs étrangers pour

combler une partie du vide. Cela constituera un changement majeur, car l'État chinois n'a pas encore les capacités nécessaires pour gérer un afflux important d'immigrant·es. Cependant, il envisage déjà cette possibilité.

En outre, le taux d'urbanisation a atteint près de 70 %, et seuls 30 % de la population sont encore considérés comme ruraux. L'urbanisation croissante, l'augmentation du coût de la vie et la marchandisation continue du travail obligeront l'État à améliorer les prestations sociales, telles que les régimes de retraite. Mais de nombreux gouvernements provinciaux n'ont littéralement pas d'argent et sont laissés à eux-mêmes par l'État : 90 % des ressources nécessaires aux soins doivent être fournies par les familles. Si vous êtes riche, vous pouvez vous offrir les services de soins nécessaires, si vous êtes pauvre, vous ne le pouvez pas.

Après avoir brossé un tableau plutôt sombre de la situation actuelle et de ce qui nous attend à l'avenir, quelle serait une alternative féministe ? Où commence une perspective alternative qui pourrait à terme dépasser le capitalisme patriarcal ?

Un aspect prometteur est que de nombreux jeunes parlent de « rester couchés », ils refusent de travailler beaucoup ou de faire des heures supplémentaires. Ce phénomène ne se produit pas seulement en Chine, mais partout dans le monde. Avec la diminution des possibilités d'ascension sociale, une partie de la jeune génération ne veut pas céder au capitalisme ou au néolibéralisme ; elle veut s'en retirer. Elle se demande : « Pourquoi devrais-je consacrer toute mon énergie et tout mon temps au monde des entreprises ou à la méritocratie ? Et si je vivais avec un maigre salaire et utilisais mon temps pour faire ce que j'ai envie de faire ? » C'est une façon spontanée de réajuster notre système de valeurs. Ce n'est peut-être pas la meilleure solution, mais c'est certainement une solution intéressante.

Une chose que nous pouvons apprendre du féminisme de la reproduction sociale, c'est la remise en question du système de valeurs actuel. La dévalorisation du travail de soins est arbitraire, aliénante et obéit à une logique capitaliste. Nous devrions réévaluer chaque activité de notre vie et ne pas tout considérer comme une composante de

l'échange marchand. Il est très difficile d'y parvenir à grande échelle. Mais je pense que les gens prennent déjà des mesures, peut-être inconsciemment, pour réajuster leur système de valeurs. Ils refusent de se marier, d'avoir des enfants et de faire des heures supplémentaires. Ce sont là des remises en question essentielles du statu quo.

Je suis partisan de la version progressiste du revenu universel de base (RUB), car elle nous permet de réajuster notre système de valeurs. Je sais que le RUB en tant qu'idée abstraite est très controversé, car des personnes de droite en soutiennent également certaines versions, mais j'y vois une possibilité de mettre en place une structure dont la dimension humaine est incontestable et qui permet de repenser ce qui est vraiment important pour soi et pour la communauté. Le féminisme défendu par Kathi Weeks est particulièrement intéressant à cet égard³.

Ma dernière question : nous parlons de la Chine, et vous êtes actuellement aux États-Unis. À votre avis, que peuvent apprendre les femmes et les féministes hors de Chine des luttes féministes en Chine ?

Beaucoup de choses ! Si on replace cela dans un contexte historique plus large et qu'on observe le début du 20^e siècle, on se rend compte que la politique chinoise a souvent été marquée par des troubles et des violences. Mais à chaque moment de l'histoire chinoise, on trouve des féministes résolues. À la lumière des travaux de Wang Zheng, nous pouvons apprendre de ces féministes à faire preuve de sens stratégique et à recourir à ce qu'elle appelle la « politique de la dissimulation⁴ ».

À propos de mes propres recherches sur l'ère Mao (1949-1976), le public me pose souvent des questions telles que : « Vous évoquez l'action, la résistance et la mobilisation, mais cela ne ressort pas de vos données. Où étaient donc les protestations populaires des travailleuses dans les années 1950 ? » Il

est important de comprendre que, dans le contexte chinois, la résistance ne se limite pas à descendre dans la rue ou à manifester ouvertement. Parfois, les femmes ont dû dissimuler leurs véritables intentions, coopérer avec leurs partenaires masculins ou adopter une position marginale dans le système. Il vaut mieux être résilient – être comme l'eau, pour reprendre le terme utilisé par les manifestants de Hong Kong – que de ne rien faire. Je pense que ce type de capacité de résilience est sous-estimé dans la politique occidentale, car les Occidentaux considèrent comme acquis le droit de manifester ouvertement. Dans des environnements tels que la Chine, cette option n'est pas toujours envisageable.

De plus, les femmes chinoises sont aujourd'hui parmi les plus véhémentes précisément en raison d'un sentiment de privation. J'appartiens à la génération de femmes chinoises qui ont atteint l'âge adulte au moment où la Chine réintérait le marché mondial. La conférence mondiale des Nations unies sur les femmes à Pékin en 1995 a été un moment fort. À l'époque, les féministes chinoises pensaient que, par rapport à l'Occident, notre féminisme était sous-développé et que nos droits humains en tant que femmes n'étaient pas protégés. Le féminisme occidental était l'idéal auquel nous comparions notre situation.

Cette génération de féministes a formulé de nombreuses revendications basées sur un féminisme occidental idéalisé. Aujourd'hui, il est clair que l'Occident n'est pas ce que nous pensions qu'il serait, mais le fait d'avoir essayé de se conformer à cet idéal pendant deux décennies a créé l'énergie qui a poussé ma génération de féministes à formuler ses revendications. C'est pourquoi ces féministes se sont fait entendre. Elles ont toujours pensé que les choses pouvaient être meilleures et que le gouvernement chinois était mauvais et en retard en matière de soutien aux femmes, en particulier en ce qui concerne les droits individuels, par exemple contre le harcèlement sexuel.

Je pense que la mondialisation, avec toutes ses prémisses et ses difficultés, a eu cet effet intéressant sur le féminisme chinois. C'est le cas des ONG de défense des droits humains et des ONG de défense des travailleurs. Elles ont également formulé des

3. Voir Kathi Weeks, *The Problem with Work : Feminism, Marxism, Antiwork Politics and Postwork Imaginaries*, Duke University Press, 2011.

4. Voir, par exemple Wang Zheng, *Finding Women in the State : A Socialist Feminist Revolution in the People's Republic of China, 1949-1964*, Oakland, University of California Press, 2017.



revendications et mis au point des moyens de pression basés sur leur vision idéalisée de l'Occident. Dans le passé, les ONG chinoises avaient de nombreux liens avec les États-Unis et les pays qui leur sont alliés par le biais d'agences internationales de développement. Ces organisations n'étaient pas des marionnettes; elles savaient comment naviguer entre les failles politiques pour faire avancer leurs propres revendications.

Aujourd'hui, alors que l'Occident, en particulier les États-Unis, perd ou abandonne sa position dominante sur les mouvements sociaux mondiaux, les militants chinois doivent compter sur leurs propres forces pour développer des stratégies pour changer les choses de l'intérieur. C'est sans aucun doute une tâche difficile et dangereuse, car la censure et les autres formes d'oppression politique sont très sévères.

Le côté positif, c'est qu'il y a toujours eu une certaine marge de manœuvre pour les militants. Dans un pays où le marxisme est encore, non sans ironie, la théorie politique officielle, les concepts fondamentaux de la tradition marxiste tels que «travail», «syndicat», «exploitation», «révolution», «libération des femmes» et «égalité salariale» ne peuvent être censurés, car ils rejoignent le discours officiel. Un grand nombre de jeunes (les générations nées après les années 1990

et 2000) ont été attirés par ces concepts et idées marxistes et en débattent avec enthousiasme.

Ces jeunes pourraient devenir, peut-être de manière inattendue, les germes d'un changement futur. Après tout, qui aurait pu imaginer, il y a vingt ans, que Chizuko Ueno, la féministe marxiste japonaise, deviendrait une autrice à succès en Chine?

Yige Dong est professeure de sociologie et d'études mondiales sur le genre et la sexualité à l'université de Buffalo (New York). Elle est coauteure de *What Is Made-in-China Feminism (s)? Gender Discontent and Class Friction in Post-Socialist China* (avec Angela Xiao Wu, *Critical Asian Studies*, 2019). Elle prépare un ouvrage *The Fabric of Care: Women's Work and the Political Economy of Industrial China*.

Ralf Ruckus est l'auteur de *The Communist Road to Capitalism: How Social Unrest and Containment Have Pushed China's (R)evolution since 1949* (PM Press, 2021) et *The Left in China: A Political Cartography* (Pluto Press, 2023).

Source : [Spectre](#), 18 novembre 2025 ; traduit pour [Europe solidaire sans frontières](#) par Pierre Vandevoorde.

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

Une feuille de route collective pour la transformation systémique

Venus de plus de 100 pays, des mouvements paysans, de peuples autochtones, féministes, de jeunes et de travailleur-ses se sont réuni-es pour la justice, la dignité et la vie au Sri Lanka, pour le 3^e Forum mondial Nyéléni.



Quand les droits ne sont pas une réalité pour tout le monde.

En Europe, les tentatives visent à faire régresser les droits reproductifs s'ajoutent aux obstacles déjà existants à l'accès à l'avortement. Un rapport d'Amnesty International.



Le rapport d'une délégation de syndicalistes écossais-es à Kharkiv (Ukraine)



Soutien à l'Ukraine résistante

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Le 44^e numéro est paru il y a quelques semaines.



France: démocratie en décrochage

Entraves à l'exercice des libertés associatives et de la liberté de manifester. Un rapport de la Ligue des droits de l'homme.



Pour une convention internationale permettant de traduire en justice les responsables de crimes contre l'humanité.

25 recommandations aux délégations qui participeront aux négociations officielles des Nations Unies au sujet de ce traité.



Il est temps de reconnaître l'apartheid sexuel comme un crime contre l'humanité

Maryam Namazie

33

La 69^e session de la Vivre comme des êtres humains de seconde classe : l'apartheid sexuel en République islamique d'Iran [Commission de la condition de la femme](#) se tient au siège des Nations Unies à New York du 11 au 22 mars 2025. Elle est principalement consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre de la [Déclaration et du Programme d'action de Pékin](#) adoptés lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes il y a trente ans.

Le Programme d'action mentionne douze domaines critiques, notamment la pauvreté, la santé, les droits humains, la violence à l'égard des femmes et la participation économique, qui font tous l'objet de violations flagrantes de la part du régime islamique iranien et des talibans en Afghanistan. Prenons l'exemple de la violence à l'égard des femmes. Ces États, leurs lois, leurs institutions et leurs politiques sont les principaux auteurs de violences à l'égard des femmes. Les femmes et les filles sont victimes de violences simplement parce qu'elles sont des femmes. Avant même qu'elles n'ouvrent la bouche, leurs cheveux, leur voix, leur corps et leur sexualité sont considérés comme des actes de blasphème et criminalisés.

L'apartheid va au-delà de la discrimination et de la persécution. Il s'agit d'un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques. L'apartheid racial était la domination d'une race sur une autre et un système de suprématie blanche. Il est grand temps de reconnaître que l'apartheid sexuel existe, qu'il s'agit de la domination d'un sexe sur l'autre et d'un système de suprématie masculine.

Un régime d'apartheid sexuel contrôle toutes les femmes et les filles dès la puberté,

voire plus jeunes, par une violence incessante dans le but de contrôler la société. Le *hijab* est la pierre angulaire de ces régimes. En Iran, par exemple, l'article 638 du Code pénal islamique criminalise le port «inapproprié» du voile et le punit d'une peine pouvant aller jusqu'à deux mois d'emprisonnement ou 74 coups de fouet. Trente-deux organismes publics se voient allouer un budget gouvernemental pour faire respecter le port obligatoire du *hijab*. Comme si cela ne suffisait pas, à la suite des manifestations qui ont suivi le meurtre de Mahsa Jina Amini en 2022, un groupe de travail conjoint, appelé «Hijab-baan» (les surveillants du *hijab*), a été créé¹.

En Afrique du Sud, les bantoustans (territoires séparés pour les Noires, censés «préserver la culture africaine...») ont joué un rôle clé dans le régime d'apartheid racial. De la même manière, le *hijab* est essentiel pour «préserver la modestie des femmes» et l'apartheid sexuel. Le *hijab* est le bantousthan de chaque femme et de chaque fille, qu'elle porte sur son dos depuis l'âge de la puberté jusqu'au jour de sa mort ou de son assassinat».

Aucune religion, culture ou croyance ne peut prévaloir sur les droits des femmes

La religion joue un rôle central dans l'apartheid racial et sexuel, même si cela n'est presque jamais mentionné. En Afrique

1. Voir S. Sadr, *Living as Second Class Human Beings: Gender Apartheid in the Islamic Republic of Iran*, Leiden University, 2024.



du Sud, les calvinistes de l'Église réformée néerlandaise ont utilisé la Bible pour justifier l'apartheid, tandis qu'en Iran et en Afghanistan, l'islam est utilisé, via le Coran et les hadiths, pour justifier l'apartheid sexuel. Il convient de noter que les défenseurs des deux formes d'apartheid ont utilisé les mêmes arguments, à savoir que l'apartheid était et reste nécessaire pour «protéger le tissu moral de la société». (Soit dit en passant, la réponse appropriée à l'utilisation de la religion pour asservir les femmes n'est pas de dire que «ce n'est pas l'islam en soi», mais d'affirmer clairement qu'aucune religion, culture ou croyance ne peut l'emporter sur les droits des femmes).

Le fait que l'actuel président de la Commission de la condition de la femme soit Abdulaziz Alwasil, membre du gouvernement

saoudien, en dit long sur la situation déplorable en matière de réponse mondiale aux violations des droits des femmes. Les institutions internationales telles que l'ONU ont toujours reflété le point de vue masculin lorsqu'elles abordent la question des droits des femmes. Par exemple, la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) ne condamne pas la discrimination sexuelle avec la même fermeté que les déclarations et conventions traitant de la discrimination raciale et de l'apartheid. Elle n'utilise pas de termes similaires, tels que domination ou oppression. Et la [Convention des Nations unies relative au statut des réfugié-es](#) mentionne cinq motifs justifiant le statut de réfugié-e : la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un groupe social et l'opinion politique, mais pas le sexe.

Malgré la guerre ouverte menée contre les femmes dans des pays comme l'Iran et l'Afghanistan, les crimes commis à leur encontre ont longtemps été considérés comme relevant uniquement de la sphère privée, et les femmes ont souvent été rendues responsables des violences dont elles étaient victimes. À l'instar des cas de viol où la longueur de la jupe de la victime est mise en cause, toute misogynie systématique est considérée comme le résultat de la désobéissance, de l'immodestie et du manque de savoir-vivre des femmes. Le [relativisme culturel](#) est également souvent utilisé comme excuse et justification.

Si aujourd'hui l'apartheid sexuel est progressivement reconnu comme un crime contre l'humanité, c'est le résultat d'une longue lutte menée par les femmes en Iran, en Afghanistan et ailleurs, qui ont manifesté dans les rues, et non le fruit de machinations dans les couloirs du pouvoir ou à l'ONU. Si l'apartheid sexuel est désormais considéré comme un crime contre l'humanité, c'est surtout grâce aux révolutions menées par les femmes dans les régions où elles ont été le plus opprimées. Citons notamment le [Rojava](#), un bastion féministe situé au cœur d'une zone de guerre dans le Kurdistan syrien, la magnifique révolution «Femme, Vie, Liberté» en Iran et la confrontation des femmes afghanes avec les talibans. Le slogan «Femme, Vie, Liberté», lancé pour la première fois au Rojava, représente cette

nouvelle vague de révolutions féminines. Il place les femmes au centre de la lutte dans des sociétés où elles ont été considérées comme des sous-humaines et valant la moitié des hommes. Il lutte pour la vie dans des sociétés régies par la mort et appelle à la liberté sous les régimes les plus autoritaires du monde.

En Iran, il existe une génération Z moderne, laïque, anticléricale, voire antireligieuse, qui ne souhaite pas d'État islamique. Les femmes sont soutenues par des hommes qui ont compris que la libération de la société dépend de la libération des femmes. Les révolutions féminines se multiplient, c'est pourquoi une campagne juridique visant à mettre fin à l'**apartheid sexuel** est désormais prise au sérieux. En vertu du droit international, l'apartheid racial est considéré comme un crime contre l'humanité et cette campagne (dont je suis signataire) soutient que le cadre juridique peut être transposé au contexte de l'apartheid sexuel. Elle propose un amendement modifiant la définition afin d'y inclure le sexe (genre).

Si la campagne se concentre sur la loi, c'est la pression venant de la base qui fait toute la différence. Cela ne veut pas dire que les changements législatifs ne sont pas importants dans la lutte pour les droits civiques, mais que ces changements sont le résultat de mouvements sociaux et politiques. C'est cette vague de résistance au niveau national et de solidarité à l'étranger qui rendra impossible d'ignorer les appels à mettre fin aux régimes d'apartheid sexuel, comme cela a été le cas pour l'apartheid racial.

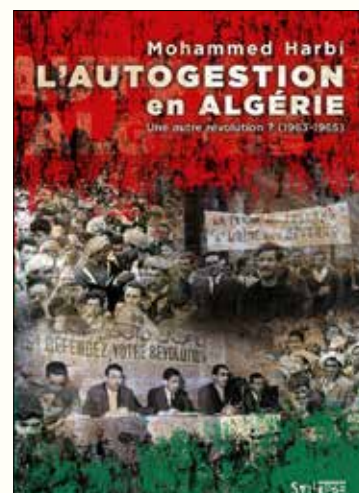
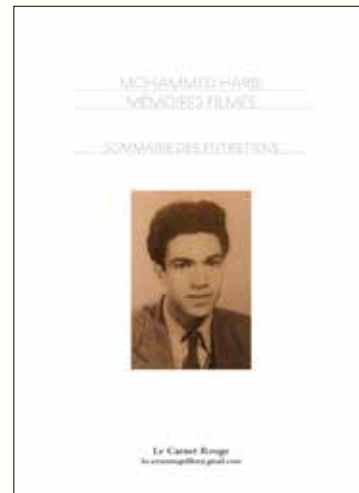
Maryam Namazie est une militante d'origine iranienne, écrivaine et porte-parole du Conseil des ex-musulmans de Grande-Bretagne et de One Law for All.

Source : [The Freethinker](#), 21 mars 2025.

Traduit par Didier Epzstajn.

MOHAMMED HARBI PRESENTE!

Notre ami, camarade et auteur Mohammed Harbi est décédé ce 1^{er} janvier 2026. Acteur et historien de la lutte de libération nationale et sociale algérienne, partisan de la démocratie et de l'autogestion, il a apporté une contribution inestimable à l'histoire de l'émancipation.



Iran : lutte pour la liberté et racisme des antiracistes : leçons de Bourdieu, Saïd et l'orientalisme inversé

Siavash Shahabi

Il existe une forme de violence qui ne porte pas d'uniforme, n'élève pas la voix et n'a pas besoin de faire couler le sang pour être efficace. Elle s'exprime dans des livres à grand tirage, siège dans des commissions universitaires, tweete en signe de solidarité et signe des pétitions. Elle insiste sur la compréhension culturelle. Elle met en garde contre l'arrogance occidentale. Elle vous dit que critiquer un régime pourrait faire le jeu de l'impérialisme. Elle vous sourit, vous appelle camarade et vous dit d'être prudents. C'est ce que Pierre Bourdieu a un jour appelé, dans un autre contexte, «le racisme de l'intelligence».

Ce racisme ne s'affiche pas ouvertement. Il n'utilise pas d'insultes ni ne brûle de drapeaux. Il fonctionne par l'exclusion déguisée en sollicitude, le silence déguisé en respect.

Il détermine qui a le droit de parler et quel type de souffrance est considéré comme politique. Il reproduit les hiérarchies mêmes qu'il prétend combattre. Et aujourd'hui, il trouve un étrange allié dans ce que l'on pourrait appeler l'orientalisme inversé, c'est-à-dire la défense réflexe de l'autoritarisme non occidental, comme si toute critique n'était qu'un autre scénario colonial.

Edward Saïd nous a donné le vocabulaire nécessaire pour comprendre comment les puissances impériales représentaient l'Orient : comme exotique, irrationnel, arriéré et passif.

Mais que se passe-t-il lorsque ces mêmes représentations sont inversées, non pas pour libérer, mais pour excuser ? Lorsque des régimes brutaux se drapent dans l'«authenticité culturelle» et que leurs défenseurs occidentaux recyclent cette affirmation – parfois cyniquement, parfois sincèrement – comme

si la répression était une coutume locale mal comprise ?

Ce n'est pas un problème nouveau. Mais la convergence des travaux de Bourdieu et de Saïd nous aide à le nommer plus précisément. D'un côté, nous avons la violence symbolique du contrôle intellectuel, où certaines voix – généralement celles de l'élite, souvent occidentale – décident quelle souffrance est légitime et quelle résistance est «trop occidentale», «trop libérale» ou «pas assez authentique». De l'autre, nous avons les vestiges de l'orientalisme qui perdurent à l'envers : une réticence à affronter la tyrannie lorsqu'elle revêt des habits traditionnels ou parle le langage de l'anti-impérialisme.

L'au-delà de l'orientalisme

L'ouvrage classique d'Edward Saïd, *L'orientalisme*, publié en 1978, n'était pas seulement un livre sur l'histoire coloniale, c'était un diagnostic de la manière dont le pouvoir façonne le savoir. Il a montré comment l'Occident a inventé «l'Orient» en tant que catégorie, non pas pour le comprendre, mais pour le dominer. Les représentations de l'Orient comme sensuel, despotique, enfantin ou dangereux n'ont jamais été innocentes : elles justifiaient la conquête, l'exploitation et l'occupation militaire. Saïd a révélé que la production de ce savoir était politique et enracinée dans l'empire.

Mais que se passe-t-il lorsque cette critique devient un dogme intouchable ? Lorsque toute tentative de décrire la répression politique au Moyen-Orient, en Afrique du Nord ou en Asie du Sud est immédiatement accusée de reproduire les tropes orientalistes ? Lorsque toute critique est rejetée

comme islamophobe, arrogante sur le plan culturel ou occidentale ?

Aujourd'hui, nous voyons un étudiant se faire emprisonner à Téhéran ou au Caire, et quelqu'un de gauche hausse les épaules en disant : « Mais les prisons occidentales ne sont-elles pas pires ? » Une femme dénonce la violence étatique dans son propre pays, et un comité d'universitaires européens hoche gravement la tête en disant : « Mais nous devons éviter de nous laisser entraîner dans les discours impérialistes. » Le régime en question prétend défendre la dignité nationale, l'identité islamique ou la souveraineté postcoloniale. Et beaucoup l'écourent.

Saïd mettait en garde contre cela. Il affirmait clairement que l'orientalisme n'est pas un bouclier contre toute critique. Il n'a jamais excusé le despotisme. Sa colère ne visait pas seulement les colonisateurs, mais aussi ceux qui utilisaient la rhétorique anticolonialiste pour protéger leur propre pouvoir. Il estimait que la tâche des intellectuels était de parler vrai face au pouvoir, quel qu'il soit.

Pourtant, aujourd'hui, son travail est parfois utilisé à l'inverse : pour faire taire les voix qui s'élèvent contre leurs propres régimes. On laisse entendre que ceux qui s'élèvent contre l'oppression au sein de ce qu'on appelle le Sud global sont en quelque sorte infectés par l'idéologie occidentale. C'est une trahison de l'œuvre de Saïd et un nivellement de la lutte politique.

Quand la survie est interprétée à tort comme un consentement

Les statistiques sont claires. Non seulement la population iranienne se détourne de la version de la religion prônée par le régime islamique, mais elle rejette aussi en bloc son autorité morale, culturelle et politique. Les mosquées se vident, le *hijab* perd de son emprise symbolique et une nouvelle génération émerge qui ne se contente plus de subir. Elle veut vivre et s'exprimer sans traduire sa douleur dans un vocabulaire acceptable pour les intellectuels occidentaux ou de la diaspora.

C'est de l'orientalisme inversé : le régime est présenté comme authentique et ceux qui s'y opposent sont considérés comme des marionnettes de l'Occident, voire pire, comme des traîtres à leur propre culture.

Et pourtant, bon nombre de ces mêmes intellectuels, en particulier ceux de la gauche occidentale, continuent d'affirmer que toute critique incisive du régime islamique risque de faire le jeu des impérialistes. Ils brandissent Edward Saïd comme un bouclier, grommelant « orientalisme » chaque fois que quelqu'un élève la voix contre les arrestations, le port obligatoire du voile, la torture ou les exécutions. Ils voient la tyrannie et l'appellent culture. Ils voient la révolte et l'appellent imitation de l'Occident. Ce n'est pas de l'ignorance, c'est le racisme de l'intelligentsia, qui opère avec une distorsion : une démonstration de solidarité qui masque un profond refus d'écouter.

C'est là que Bourdieu et Saïd se rejoignent. Bourdieu nous a montré comment les élites définissent ce qui constitue un savoir légitime. Saïd a révélé comment l'empire produit de faux savoirs afin de régner. Mais ce qu'aucun des deux n'aurait pu prévoir, c'est cette troisième forme : celle où le savoir dissimulé sous un jargon anti-impérialiste devient un outil pour délégitimer la résistance. C'est l'orientalisme inversé : le régime est présenté comme authentique, et ceux qui s'y opposent sont dépeints comme des marionnettes de l'Occident, ou pire, comme des traîtres à leur propre culture.

C'est précisément cette logique qui réduit au silence les Iraniennes qui se promènent sans voile dans les rues. C'est ce qui rend leur défiance invisible pour certains « anti-impérialistes » occidentaux qui continuent d'imaginer le régime comme un rempart contre le sionisme ou la domination américaine. Mais pour beaucoup en Iran, ces débats sont bien lointains. Ce qui leur importe, c'est qu'ils ne peuvent pas respirer librement, ne peuvent pas s'exprimer sans crainte, ne peuvent pas choisir leur avenir sans être punis. Leur lutte ne porte pas sur l'opposition entre l'Orient et l'Occident. Elle porte sur la corde qui se resserre autour de leur cou.

Oui, il existe une opposition pro-occidentale au régime islamique, composée de groupes tels que les Moudjahidine du peuple ou des mouvements royalistes qui recherchent ouvertement le soutien des États-Unis ou d'Israël. Leurs programmes sont souvent autoritaires, leur perspective s'appuyant soit sur une discipline quasi sectaire, soit sur un retour à la monarchie. Mais les assimiler

à l'opposition iranienne dans son ensemble serait malhonnête. Ils ne sont pas les seuls à lutter pour les droits démocratiques en Iran : il y a aussi les femmes qui se dévoilent dans les rues, les travailleurs qui font grève en silence, les étudiants emprisonnés pour avoir exprimé leur opinion. La plupart de ces personnes ne veulent ni empire ni théocratie.

Bourdieu reconnaîtrait dans ce silence une forme de violence symbolique. Le refus de reconnaître la légitimité de la résistance iranienne n'est pas neutre : il s'agit d'une forme d'exclusion culturelle et de classe. C'est l'imposition d'un cadre interprétatif qui efface l'expérience vécue par des millions de personnes au profit d'un récit abstrait élaboré loin des rues de Téhéran.

Saïd aurait lui aussi été indigné de voir son œuvre utilisée pour protéger des gens qui imposent leur oppression à toute critique. Il a écrit pour défendre les opprimé·es et non les régimes qui prétendent parler en leur nom. Il comprenait que la décolonisation signifie non seulement le rejet de la domination occidentale mais aussi le refus d'être gouverné par des élites locales qui exploitent la rhétorique anti-impérialiste pour consolider leur propre pouvoir.

Quand le monde refuse d'écouter : notes sur l'orientalisme inversé

Cela fait des années que je lis ce qui s'écrit dans le monde sur l'Iran. Pas la propagande du régime, qui reste sans surprise, mais la manière dont les médias occidentaux, tant de droite que de gauche, réagissent aux voix qui s'élèvent contre lui. C'est l'un des aspects les plus douloureux de l'exil : voir son peuple résister, le regarder avancer voilé défait jusqu'aux mâchoires de l'État, entendre ses chants résonner dans les rues, puis ouvrir le journal ou lire un titre et réaliser que personne n'écoute vraiment.

Au lieu d'une écoute, on trouve quelque chose de plus insaisissable que l'ignorance. J'ai vu des journalistes bien intentionnés et des voix universitaires de gauche, des gens qui prétendent être des alliés, aborder l'Iran avec une sorte de prudence qui frôle le mépris. Ils parlent de «différences culturelles», de «ne pas imposer les valeurs occidentales», d'«éviter l'orientalisme». Ils disent que

c'est compliqué. Ils disent que ce n'est pas à nous de juger. Mais au final, leur hésitation se transforme en une sorte de permission, la permission pour le régime de continuer à perpétrer ses exactions en silence.

Je ne pouvais m'empêcher de penser que ces penseurs, qui se vantaient de s'opposer à toutes les formes d'oppression, avaient discrètement décidé que certaines dictatures étaient plus excusables que d'autres, à condition qu'elles disent ce qui convient sur les États-Unis et Israël.

Je me souviens avoir lu un article qui louait le *hijab* comme symbole d'émancipation, d'identité et de résistance aux normes de beauté occidentales. Il avait été publié dans un média progressiste, rédigé dans un langage inclusif et respectueux des cultures. Et j'ai pensé aux femmes que je connaissais qui avaient été condamnées à une amende, détenues ou battues pour avoir retiré ce même *hijab*. J'ai pensé à celles qui le portent encore parce qu'elles n'ont pas le choix, non pas parce qu'il leur permet de se sentir plus fortes, mais parce que la loi les y oblige. Il est étrange de voir à quelle vitesse la coercition devient culture lorsqu'on la regarde à distance, en toute sécurité.

Il y a eu aussi d'autres épisodes. Lorsque des manifestations ont éclaté en Iran – de véritables manifestations massives menées par des femmes, des travailleurs et des étudiants –, j'ai consulté les sites web de gauche que j'admirais autrefois. Certains n'avaient rien à dire. D'autres étaient pires encore : ils laissaient entendre que ces soulèvements étaient l'œuvre de la CIA ou que l'attention des médias occidentaux était en soi suspecte. Comme si le peuple n'avait aucune capacité d'action. Comme si ses revendications de liberté, de dignité et d'autonomie n'étaient que l'écho de l'empire. Je ne pouvais m'empêcher de penser que ces penseurs, qui se vantaient de s'opposer à toutes les formes d'oppression, avaient discrètement décidé que certaines dictatures étaient plus excusables que d'autres, à condition qu'elles disent ce qui convenait sur les États-Unis et Israël.

À droite, la malhonnêteté prend une forme différente. Les médias conservateurs aiment pointer du doigt la brutalité du régime iranien – ses exécutions, sa police des mœurs, son apartheid entre les sexes – non



pas pour soutenir ceux et celles qui le combattent, mais pour affirmer leur propre supériorité. Ils pointent du doigt l'Orient, parlent de sauvagerie et d'arriération, puis reviennent à des politiques qui maintiennent les migrant·es dans des cages ou interdisent complètement le *hijab*. Je les ai entendus dire : «C'est comme ça là-bas», avec un haussement d'épaules qui fait de la résistance quelque chose de naturel, et de la souffrance quelque chose de presque mérité.

Dans les deux cas, ce que j'ai fini par voir, c'est le même refus. Le refus d'entendre les Iranien·nes utiliser leur propre langage pour exprimer leur rébellion. Le refus de les voir non pas comme des symboles, des victimes, des marionnettes ou des méchants, mais comme des sujets politiques avec leurs propres revendications, leurs propres luttes et leur propre voix.

Ce refus a un nom. Bourdieu l'appelait le racisme de l'intelligence, c'est-à-dire la manière dont les personnes éduquées excluent et réduisent au silence sous couvert de raffinement ou de complexité. Saïd l'appelait l'orientalisme, qui consiste à définir l'Orient d'une manière qui sert les intérêts de l'Occident. Et aujourd'hui, sous ce nouveau masque, il devient tout autre chose : une sorte d'anti-orientalisme qui continue de nier le peuple, qui continue de parler à sa place,

mais qui prétend désormais le faire pour le défendre.

Ce n'est pas seulement qu'ils nous comprennent mal. C'est qu'ils refusent de croire que nous pourrions être les auteurs de notre propre histoire. Que nous pourrions nous soulever non pas parce que nous avons été manipulés, mais parce que nous étions étouffés. Que nous pourrions vouloir à la fois renverser nos dictateurs et rejeter la domination étrangère. Que le désir de liberté n'appartient pas à l'Occident. Il appartient à chacun d'entre nous.

Qui peut parler en notre nom ?

C'est ce qui me poursuit, même dans les moments les plus tranquilles : le sentiment d'être le sujet de conversations, mais jamais un interlocuteur à part entière. De voir les intellectuels occidentaux transformer nos luttes en symboles, nos morts en notes de bas de page. J'ai vu des jeunes femmes à Téhéran marcher sans voile sous le regard des caméras et des soldats, tout en sachant parfaitement ce qu'elles risquaient. J'ai vu des familles en deuil cacher les photos de leurs enfants assassinés, car pleurer publiquement les exposerait à la surveillance. Ce ne sont pas des métaphores. Ce sont des vies.

Mais lorsque ces histoires traversent les frontières, elles sont souvent filtrées à travers un prisme qui les rend suspectes. Elles sont

trop laïques, trop émotionnelles, trop modernes, trop occidentalisées. Ou pire encore, elles ne cadrent avec aucun programme politique. Le régime et ses défenseurs ont le droit de s'exprimer au nom de l'«authenticité». Nous, qui lui résistons, n'avons pas ce droit.

En exil, j'ai rencontré des personnes venues de Syrie, d'Afghanistan, d'Égypte, d'Irak, des personnes qui connaissent bien ce sentiment. Des personnes dont les révolutions ont été ignorées, dont la douleur a été réinterprétée comme de la propagande occidentale. Des personnes à qui on a demandé de justifier leur résistance, de prouver que leur désir de dignité n'était pas importé de l'étranger.

L'ironie est insupportable: nous avons fui la censure pour la retrouver déguisée en solidarité. Nous avons fui la conformité idéologique, pour en rencontrer une nouvelle, enveloppée de slogans, dégoulinante de bonnes intentions, mais sourde à nos réalités.

C'est là la violence contre laquelle Bourdieu nous mettait en garde: non pas celle qui frappe le corps, mais celle qui efface la voix. Et c'est la trahison que craignait Saïd, où l'anti-impérialisme est utilisé pour défendre de nouveaux empires sous d'autres apparences. Un État religieux, une junte militaire, un homme fort populiste – tout sauf un peuple qui se soulève selon ses propres conditions.

Il y a une phrase qui me revient sans cesse à l'esprit, une phrase que j'ai entendue un jour de la bouche d'un étudiant syrien pendant les soulèvements dans son pays: «Ils veulent que nous ne résistions qu'aux ennemis qu'ils approuvent.»

Cette phrase m'habite. Elle résume tout. Car ce que nous exigeons, ce n'est pas seulement de nous libérer du régime islamique. C'est de nous libérer des cadres qui délimitent ce que notre liberté est en droit de signifier.

Siavash Shahabi est journaliste et réfugié politique en Grèce. Il écrit régulièrement sur l'Iran, le Moyen-Orient et la religion.

Source: [The Freethinker](#), 18 avril 2025.

Traduit en français par Pierre Vandevoorde et publié par [Europe solidaire sans frontières](#).



Les BRICS et l'Afrique : reproduction des logiques extractivistes

Patrick Bond

Entretien mené par Mohammed Sheriff

41

Sous couvert de coopération Sud-Sud, les BRICS étendent leur emprise économique sur l'Afrique en reproduisant les logiques extractivistes et inégalitaires d'un ordre mondial qu'ils prétendent contester. Derrière l'illusion d'un monde multipolaire, se poursuit le pillage des ressources. Face à l'imposture, des voix panafricaines appellent à une rupture radicale fondée sur les luttes populaires, la justice climatique et une souveraineté authentique.

J'ai le plaisir de m'entretenir aujourd'hui avec Patrick Bond, éminent sociologue à l'Université de Johannesburg, où il dirige le Centre for Social Change. Intellectuel engagé, il est l'un des critiques les plus incisifs du néolibéralisme, de la colonisation, des BRICS et des injustices climatiques. Ses travaux récents s'intéressent tout particulièrement aux BRICS et aux tensions politiques entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Dans cette édition d'*Unpopular Opinion*, il a accepté d'éclairer, pour nous, les relations entre l'Afrique et les BRICS, tout en questionnant les promesses d'un monde multipolaire et les nouvelles formes prises par la mondialisation.

Vous avez à plusieurs reprises dénoncé la logique de la mondialisation, affirmant que les nations africaines exportent leurs richesses tandis qu'elles importent de la pauvreté. Dans ce contexte, où situer les BRICS, ce bloc économique qui prétend remettre en cause l'hégémonie occidentale ? Constituent-ils une rupture véritable ou ne font-ils que reconduire une mondialisation structurellement inégalitaire à l'égard de l'Afrique ?

Mohammed, merci de m'avoir invité sur votre plateforme. Nous faisons face en effet

à un véritable problème sur le continent africain : le mythe persistant d'une nouvelle force géopolitique – les nouveaux «BRICS» désormais élargis, au-delà du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, à l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, les Émirats arabes unis, à l'Indonésie depuis peu (début 2025) et potentiellement à l'Arabie saoudite – qui laisse croire à une alternative crédible à l'ordre économique mondial dominé par l'Occident.

Les BRICS comptent aujourd'hui dix membres officiels, auxquels s'ajoutent plusieurs pays partenaires bénéficiant d'un statut subalterne, sans les prérogatives des membres à part entière. Un pays africain, l'Ouganda figure parmi ces partenaires récents. Cette dynamique d'élargissement s'étend aussi bien à des régimes de gauche, tels que Cuba et la Bolivie, qu'aux gouvernements autoritaires d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan) et à des pays du Sud-Est asiatique (Thaïlande, Malaisie).

Par ailleurs, d'autres États, comme l'Algérie, la Turquie, le Vietnam ou encore le Nigeria, envisagent également un rapprochement. Nous sommes donc face à un assemblage hétéroclite de pays, bien loin de la cohérence initiale des cinq membres fondateurs des BRICS. Et malheureusement, même ces cinq pays fondateurs n'ont jamais établi de règles communes sur la manière dont ils allaient interagir avec l'Afrique. Ils ont simplement délégué cette responsabilité à l'Afrique du Sud.

Mais je dois dire – en tant que Sud-Africain vivant à Johannesburg – que nos élites, tant celles qui dirigent les BRICS que nos élites économiques, n'ont jamais eu la moindre intention de remettre en question

les rapports néocoloniaux existants qui permettent toujours aux entreprises occidentales, aux États occidentaux et aux institutions multilatérales contrôlées par l'Occident (auxquelles les BRICS sont désormais associés) de piller le continent en toute impunité. Ce pillage prend principalement la forme d'une extraction pure et simple de matières premières, sans juste compensation. Nous appelons cela l'échange écologique inégal. À cela s'ajoute l'exploitation des travailleurs et travailleuses, y compris celle des enfants.

Prenons un objet du quotidien: le téléphone portable. Il contient des minéraux extraits à l'est de la République démocratique du Congo, notamment dans des mines exploitées par des entreprises chinoises, où l'on rencontre de nombreux enfants parmi les travailleurs, lesquels ne disposent d'aucune représentation syndicale, d'aucune sécurité, ni d'aucun droit. Ces minerais sont ensuite souvent transférés illégalement via le Rwanda vers la Chine, où des ouvriers et des ouvrières chinois sous-payés assemblent les appareils. Mais, au final, qui empoche les profits? Certainement pas les Congolais-es! Les véritables bénéficiaires vont à Cupertino, en Californie, au siège d'Apple, ou dans les usines Tesla, où Elon Musk – lui-même originaire d'Afrique du Sud – utilise le lithium et le cobalt extraits du sol africain. Même des entreprises sud-coréennes comme Samsung engrangent bien plus de profits que les travailleurs et travailleuses africain-es sur place.

Ce que je veux dire, Mohammed, c'est que les BRICS n'ont pas changé la division internationale du travail ni cherché à réformer les institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). J'irais même jusqu'à dire que les BRICS ont amplifié ces problèmes. Ils n'ont pas proposé d'alternative à l'impérialisme occidental. Ils se sont comportés comme des alliés sous-impérialistes, en se faisant les complices du pillage systématique du continent africain.

Merci beaucoup pour cette explication, professeur. Dans un article récent, vous décrivez les BRICS comme un mythe multipolaire. Pouvez-vous développer cela pour nous?

Bien sûr, Mohammed. On peut identifier aujourd'hui trois grandes configurations

géopolitiques. D'abord, *le système unipolaire, centré sur l'Occident*. Donald Trump incarne certes une idéologie brouillonne et une posture géopolitique profondément ambivalente. Le gouvernement américain traverse une phase de fragmentation, tandis que les positions des États-Unis et de l'Europe sur les grandes orientations de la gouvernance mondiale sont en train de diverger. Toutefois, en dépit de ces fractures, l'Occident continue de maintenir une forte emprise sur les principales institutions internationales – du FMI à la Banque mondiale, en passant par l'OMC et même la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Ensuite, *l'alternative multipolaire*. Face à l'incapacité de l'Occident à instaurer un ordre mondial plus équitable et aux dérives répétées de la puissance hégémonique américaine, notamment via la création illimitée de dollars, certains appellent à un monde multipolaire, supposé rééquilibrer les rapports de force. Dans cette optique, les BRICS ont initié plusieurs projets: une Nouvelle Banque de développement, un Fonds de réserve (Contingency Reserve Arrangement – CRA) présenté comme une alternative au FMI, une agence de notation propre, et même un internet alternatif.

Mais en pratique, ces initiatives sont loin d'avoir atteint leurs objectifs. Le Fonds de réserve a bel et bien été mis sur pied, mais est actuellement inopérant. Quant à la Banque des BRICS, elle tend à reproduire les logiques de la Banque mondiale, avec davantage d'opacité, de corruption et de dégâts écologiques. La multipolarité, telle que promue par les BRICS, relève davantage du mythe que de la rupture. Lorsque les BRICS sont entrés dans des institutions multilatérales, comme le FMI et l'OMC, ils ne les ont pas rendues meilleures, ils ont amplifié les déséquilibres existants.

Lorsque la Chine, le Brésil, l'Inde et la Russie ont accru leurs contributions au FMI en 2015, leurs droits de vote ont augmenté... au détriment des pays africains et latino-américains. Le Nigeria et le Venezuela ont ainsi perdu 41 % de leur pouvoir de vote, l'Afrique du Sud 21 %. Loin de remettre en cause les injustices du capitalisme mondial, les élites des BRICS n'ont pour seule ambition que de s'insérer dans la structure de pouvoir

existante, en piétinant au passage les pays africains.

L'alternative non polaire, enfin, une sorte de G20 par le bas. Au lieu de compter sur les BRICS ou le G7, nous avons besoin de mouvements populaires œuvrant pour un véritable changement. Aujourd'hui, les deux plus grands mouvements mondiaux sont la justice climatique et la solidarité avec la Palestine. Ces luttes remettent en question l'ordre mondial par le bas, et pas en s'appuyant sur des structures élitistes défailtantes comme les BRICS.

Vous qualifiez l'Afrique du Sud de «shérif adjoint» des BRICS. Lorsqu'on observe la diplomatie du «piège de la dette» menée par la Chine – notamment en Zambie ou au Nigeria, où les prêts sont adossés à des ressources naturelles – ou encore la présence croissante de mercenaires du groupe Wagner sur le continent, peut-on vraiment croire à un changement de paradigme ? Les BRICS ne font-ils que répliquer les logiques extractivistes occidentales, sous couvert d'une multipolarité de façade ?

Absolument. Chaque situation mérite une analyse détaillée, mais je n'utiliserais pas l'expression de «diplomatie du piège de la dette»; car c'est précisément la méthode historique de l'Occident. Le FMI et la Banque mondiale ont asphyxié les pays postcoloniaux sous des dettes telles qu'ils sont aujourd'hui gouvernés *de facto* depuis Washington. La véritable tragédie, c'est que les BRICS n'ont pas contesté cet ordre – ils s'y sont simplement arrimés.

Les projets d'infrastructure financés par la Chine en Afrique ne sont pas pensés pour le développement du continent, mais pour accélérer l'extraction des ressources au profit des entreprises chinoises. Cela ressemble trait pour trait au colonialisme. De la même façon, les mercenaires russes ou les conglomérats indiens comme Vedanta exploitent le continent comme le faisaient (et le font toujours) les entreprises occidentales.

J'aimerais aussi évoquer la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), censée dynamiser le commerce intra-africain à hauteur de 450 milliards de dollars. Les BRICS appuient-ils réellement cette ambition panafricaine, ou bien freinent-ils, en

pratique, l'industrialisation du continent en perpétuant un modèle fondé sur l'extraction brute des matières premières ?

Je crains que vous n'ayez raison de vous demander si les BRICS ne vont pas en fin de compte saboter l'idéal d'une Afrique sans frontières, unifiée, économiquement plus efficace – non plus fragmentée en cinquante-quatre entités distinctes séparées par des frontières, des droits de douane et des droits d'accise différents. Dans les faits, les élites africaines elles-mêmes rechignent à abandonner les revenus tirés des droits de douane, ce qui freine considérablement les avancées vers une véritable zone de libre-échange. À cela s'ajoute un déficit structurel de financements nécessaires pour lever les barrières commerciales.

Il faut dire ici aussi que l'Afrique du Sud a joué un rôle particulièrement néfaste en refusant de soutenir un véritable mécanisme de financement continental. De grandes banques sud-africaines, comme la Standard Bank, implantée dans toute l'Afrique, n'ont probablement aucun intérêt à remettre en cause le système adossé au dollar et à lui trouver une alternative puisque qu'elles lui font confiance. Pretoria n'a rien entrepris pour mettre en place des mécanismes de financement capables de surmonter les obstacles à chaque frontière – du type: «*Combien vaut ce produit en kwachas zambiens ? En dollars zimbabwéens ? En pulas du Botswana ?*»

Bien que nous disposions de notre propre Union douanière d'Afrique australe qui pourrait servir de modèle pour harmoniser les monnaies à l'échelle continentale, je crains qu'en réalité, les BRICS – tout comme les banques occidentales – privilégient des relations économiques dépendantes du dollar américain, qu'ils continuent de considérer comme le seul mécanisme d'échange véritablement fiable.

Bien que la dédollarisation soit souvent invoquée, avec l'idée de favoriser l'usage des monnaies locales dans les échanges dans les cas de déséquilibre commercial – et en Afrique, on exporte des matières premières vers la Chine et on importe des produits manufacturés, comme le veut la vieille logique néocoloniale –, cette promesse reste largement lettre morte. Le yuan chinois, ou renminbi, demeure une monnaie peu convertible,

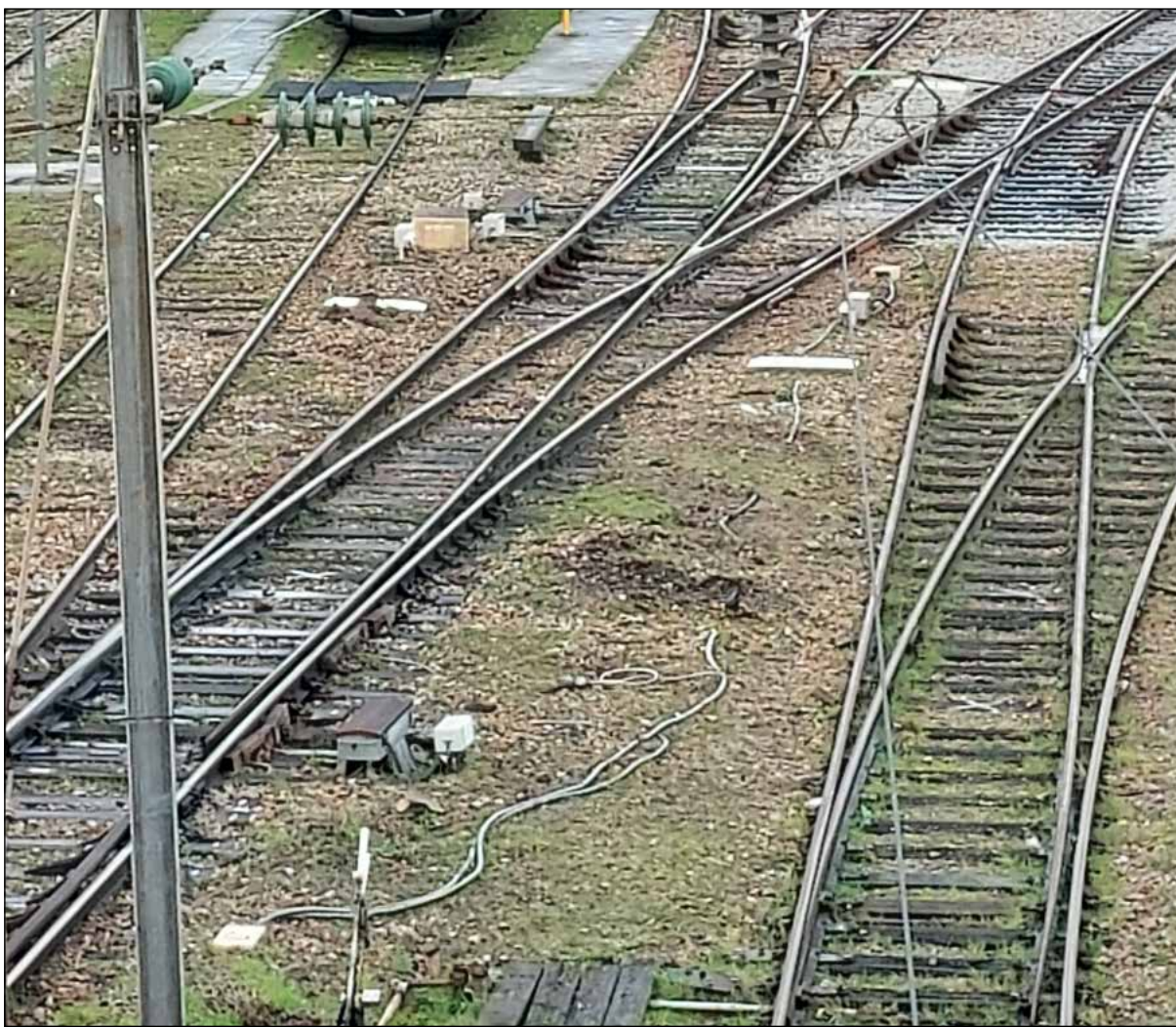
en raison de contrôles de change rigides. Il en va de même pour la roupie indienne. À ce jour, les élites des BRICS ne manifestent aucun engagement réel à surmonter les barrières, notamment en matière de financement du commerce.

Mais j'ajouterais que les élites africaines ont également leur part de responsabilité dans cette situation, en particulier celles d'Afrique du Sud. En effet, dans de nombreux pays du continent, une part importante des recettes publiques provient encore des droits de douane, des taxes à l'importation et des droits d'accise. Or, avec l'escalade des guerres commerciales – et, en ce qui concerne les États-Unis, avec le retrait progressif de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui accordait des tarifs préférentiels pour les produits africains –, nous risquons de voir se réduire les exportations vers ce pays. En Afrique du Sud, les grands bénéficiaires de ces dispositifs restent les multinationales: BHP Billiton pour l'aluminium, ArcelorMittal pour l'acier, Sasol pour la pétrochimie ou encore Mercedes, BMW, VW et Toyota dans le secteur automobile – sans oublier les domaines viticoles et certaines exploitations agricoles à grande échelle.

Un débat très intéressant a lieu actuellement sur la manière de réagir face aux États-Unis, dans l'hypothèse où ils décideraient de mettre définitivement fin à l'AGOA. L'Afrique du Sud, à coup sûr, en serait exclue. Ma prédiction, au vu de ce que fait Donald Trump avec les hausses tarifaires, est qu'il mettra fin à l'African Growth and Opportunity Act dès qu'il en aura l'occasion. Auquel cas, la demande américaine pour les produits africains risque de fortement diminuer. Cela obligera, selon moi, de nombreux pays africains à tirer la conclusion suivante: nous ne bénéficions plus des avantages à l'exportation dont nous jouissions auparavant.

Peut-être alors devrions-nous recentrer nos économies sur le continent africain et construire des relations plus cohérentes, au lieu de continuer chacun de notre côté à exporter des cultures de rente, des minerais et des combustibles fossiles. C'est là notre vision, l'espoir que je crois partagé par tous sur le continent. Mais dépasser les jeux d'intérêts des élites qui manipulent le commerce et la finance sera un immense défi.

On observe néanmoins des dynamiques nouvelles: au Sénégal, au Kenya (notamment avec la Génération Z contre le gouvernement



Ruto l'an dernier), au Mozambique où la colère contre le Frelimo corrompu reste vive, et même en Afrique du Sud, où une large partie de la population aspire à évincer le gouvernement actuel, gangrené par la corruption. Je pense que ce mouvement de contestation va s'intensifier à mesure que la récession mondiale va s'aggraver, que les budgets publics vont se contracter et que les conditions de vie vont se dégrader. C'est déjà perceptible ici, en Afrique du Sud, aujourd'hui.

Le président Trump poursuit le retrait des États-Unis des grandes institutions internationales, comme vous l'avez évoqué en introduction. Les BRICS peuvent-ils vraiment combler le vide laissé par ce désengagement américain ?

Pour répondre à votre question, prenons des exemples concrets, à commencer par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que les États-Unis ont cessé de financer. Assurément, ce ne sont pas les BRICS qui compenseront ce vide. Malheureusement, l'un des hommes les plus riches du monde, Bill Gates, et sa fondation Bill & Melinda Gates, ont déjà transformé l'OMS en une sorte de laboratoire expérimental, où ils imposent leurs propres agendas et testent toutes sortes de choses.

L'échec de l'OMS en Afrique a été particulièrement visible lors de la pandémie de covid-19. Deux grandes puissances des BRICS, la Chine et la Russie, ont fourni des vaccins aux côtés des pays occidentaux comme les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suisse et la France. On se souvient des vaccins chinois Sinovac et Sinopharm, ainsi que du vaccin russe Spoutnik. Ces vaccins auraient pu être intégrés à une stratégie cohérente de distribution mondiale sous l'égide de l'OMS. Mais l'Occident – Angela Merkel en Allemagne et Boris Johnson au Royaume-Uni entre autres – a refusé de lever les brevets (la propriété intellectuelle), empêchant ainsi la production locale de vaccins génériques à Lagos, Harare ou Johannesburg. Résultat : nous avons dû importer des vaccins coûteux des laboratoires occidentaux.

Reste que les producteurs chinois et russes n'ont rien fait pour changer la donne. Ils ne se sont pas joints aux dirigeants indien et sud-africain – Narendra Modi et

Cyril Ramaphosa – dans leur combat à l'OMC pour faire sauter le verrou que constitue la propriété intellectuelle. En attendant, l'Occident a mis en place un mécanisme de distribution via l'OMS, le fameux Covax, qui a davantage profité aux pays du Nord qu'aux pays du Sud. En fait, c'est dans ce type de situation d'urgence mondiale – où un bien public global, comme l'accès équitable aux vaccins, devrait prévaloir – que l'échec du système multilatéral se donne à voir ; on constate à quel point les intérêts matériels des grandes entreprises privées, occidentales, mais aussi chinoises et russes, continuent de primer.

Prenons maintenant l'exemple des négociations climatiques. Oui, les États-Unis se sont encore une fois retirés de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. On s'y attendait, c'était une promesse de campagne de Donald Trump, et ils l'avaient déjà fait en 2017. Mais alors, je pose cette question à tous, y compris aux membres du groupe africain de négociations, comme Ali Mohamed du Kenya, qui dirigeait ce groupe l'an dernier à Bakou : « Pourquoi ne pas sanctionner les États-Unis ? » Ils devraient être exclus. Ou, au minimum, ils devraient être lourdement sanctionnés : par exemple, par le biais de taxes sur tous les biens et services exportés depuis les États-Unis. On a besoin d'une réponse mondiale pour punir les pays qui nient leurs responsabilités climatiques, comme les États-Unis.

En quittant la table des négociations et en refusant de payer pour les pertes et dommages, leurs représentants rejettent tout simplement le principe du « pollueur-payeur » au fondement de la justice environnementale : c'est celui qui provoque les dégâts qui doit en assumer les coûts, pas les victimes. Or c'est l'Afrique, en particulier, qui fait les frais des pollutions des pays industrialisés. En Afrique du Sud par exemple, le 12 avril 2022, une « bombe de pluie » – 350 millimètres en un jour à Durban – a tué 500 personnes et causé des milliards de dollars de dégâts. Face à ces catastrophes, jamais les États-Unis ne disent : « *Oui, nous avons pollué plus que tout le monde, nous devons payer* ». Il est grand temps de trouver des moyens créatifs pour sanctionner ces comportements.

Or, en matière de créativité, un sommet a été atteint lorsque Donald Trump est allé

chercher un homme d'ici, de Johannesburg, l'homme le plus riche du monde, pour démanteler la bureaucratie américaine à coups de hache et sabrer dans des aides vitales, comme le PEPFAR (le Plan d'urgence présidentiel pour la lutte contre le sida), qui permet à des millions d'Africain·es de rester en vie. En Afrique du Sud, environ 7 millions de personnes vivent avec le VIH, et nombre d'entre elles reçoivent un traitement antirétroviral par le biais du système public de santé. Et les États-Unis, en retirant leur soutien, viennent de réduire de 20 % le budget de ce programme. C'est aussi pour cette raison, selon moi, qu'il est temps d'imposer des sanctions aux États-Unis.

Je pense qu'il faut que chacun d'entre nous se pose cette question simple : que pouvons-nous faire, même à titre individuel ? Cela implique de recourir aux méthodes du boycott, du désinvestissement et des sanctions (BDS) contre les États-Unis – exactement comme nous le faisons à l'encontre d'Israël afin d'affaiblir une puissance qui commet des actes assimilables à un génocide en Palestine. C'est ce type de propositions que j'entends aujourd'hui du côté de la Pan-African Climate Justice Alliance, basée à Nairobi, qui appelle à des sanctions mondiales contre Donald Trump pour son retrait de l'accord climatique ; ou encore de la South African Federation of Trade-Unions, la deuxième organisation syndicale d'Afrique du Sud, qui plaide ouvertement pour un mouvement BDS ciblant les États-Unis.

Il est grand temps que les Africain·es s'interrogent : face aux dommages que Trump et son complice Elon Musk, nous infligent, ne devrions-nous pas envisager un véritable découplage vis-à-vis des États-Unis ? Ne devrions-nous pas aller au-delà de la fin annoncée de l'AGOA, et envisager nous-mêmes des sanctions, voire des droits de douane contre les États-Unis, en réponse aux ravages que Donald Trump est en train de provoquer ?

Parlons maintenant de la jeunesse africaine. Le chômage des jeunes dépasse aujourd'hui les 40 %. Les BRICS, pourtant très présents en Afrique, concentrent leurs investissements dans les secteurs extractifs (pétrole, gaz, minerais), mais négligent des domaines clés comme l'éducation, notamment en

sciences et technologies. Est-ce une stratégie délibérée pour neutraliser ce que vous appelez le «dividende démographique» du continent ? Pourquoi ne pas canaliser les investissements vers l'éducation numérique, les infrastructures technologiques, la recherche, pour libérer le potentiel immense de cette génération montante ? Si les BRICS veulent réellement soutenir un avenir multipolaire, cela ne commence-t-il pas par l'auto-nomisation de la jeunesse africaine ?

Réfléchissons, Mohammed, à ce que représente réellement une partie de ces investissements numériques. Lorsqu'ils viennent de l'Occident, on sait qu'ils nous rendent dépendants de certaines applications de réseaux sociaux, dont l'unique objectif est de capter toujours plus notre attention... et de nous faire perdre notre temps. Le phénomène est similaire avec TikTok : bien qu'elle soit une entreprise chinoise, elle opère largement en Occident. Du côté chinois également, les grandes entreprises comme Tencent ou Alibaba ne valent guère mieux : elles collaborent étroitement avec l'État dans des programmes de surveillance de masse. C'est pourquoi je m'inquiète : l'Afrique risque fort d'être happée dans cette quatrième révolution industrielle sans disposer des mécanismes de protection adéquats.

Cela dit, je suis profondément convaincu, en observant ce qui vient de se passer au Mozambique avec le mouvement pour des élections équitables, ou encore au Nigeria lors des «Journées de rage» en août dernier, sans oublier la génération Z au Kenya : je vois la jeunesse, les jeunes lions du continent, commencer à rugir. Le font-ils de manière cohérente, avec une clarté idéologique ? Oui, dans une certaine mesure.

Le cas le plus impressionnant, à mon sens, a été celui du Kenya, où la police du dirigeant autoritaire William Ruto a abattu quarante-quatre manifestant·es en une seule journée, le 25 juin 2024. Suite à cela, la pression populaire a été telle que Ruto a été contraint de dissoudre son gouvernement et de remanier le parlement. Un processus qui est encore en cours, et dont on espère qu'il fera du Kenya une véritable démocratie. Ce qui est remarquable ici c'est que les manifestant·es ont également compris que derrière l'austérité fiscale et l'explosion des taxes ayant déclenché les «mobilisations de

la génération Z» (*Gen Z protest*), se cachait la main du Fonds monétaire international. C'est là une leçon cruciale que nous commençons aussi à apprendre ici, en Afrique du Sud : on ne peut pas se contenter de s'en prendre à son propre dirigeant, il faut également s'attaquer au FMI.

Ainsi, deux jours à peine après avoir pris d'assaut le parlement, les manifestant·es kényan·nes se sont dirigés vers les bureaux du FMI et de la Banque mondiale pour y exprimer leur colère. Ce geste s'inscrivait dans une logique politique plus large : ils réclamaient davantage de justice économique. Et, plus concrètement, un audit de la dette. J'espère que tous les Africain·es finiront par se poser les mêmes questions : « Mais qu'ont fait nos parents ? Pourquoi les générations précédentes nous ont-elles légué une montagne de dettes ? Pourquoi ont-elles épuisé nos richesses naturelles, nos minerais et combustibles fossiles non renouvelables, au lieu de les préserver pour nous et nos enfant ? »

Brûler ces hydrocarbures aujourd'hui est une aberration, non seulement à cause de la crise climatique, mais aussi parce que l'Afrique dispose d'un immense potentiel en énergies renouvelables. Ces ressources fossiles, nous devrions les conserver sous terre, et ne les utiliser qu'à bon escient comme matière première pour des lubrifiants, des plastiques, des produits pharmaceutiques, ou encore pour le bitume.

Si la jeunesse africaine pouvait intégrer dans ses revendications pour le changement l'idée de droits des générations futures – en plus du mot d'ordre « à bas les vieux corrompus ! » –, alors elle pourrait véritablement montrer la voie au reste du monde. Ce que j'espère, c'est que les jeunes lions du continent, en descendant dans la rue, prennent aussi conscience que leurs conditions de vie actuelles sont le fruit d'un sous-développement structurel. Un sous-développement qui ne tient pas seulement à la médiocrité des dirigeants ou à l'endettement imposé par le FMI – aggravé, aujourd'hui, par la dette contractée auprès de la Chine –, mais à un modèle économique tout entier fondé sur l'extraction de ressources non renouvelables.

J'espère donc que la maturité idéologique de cette jeunesse suivra une trajectoire similaire à celle des luttes d'indépendance, quand l'expulsion du colonisateur

avait ouvert une période durant laquelle les nouveaux États postcoloniaux avaient cherché à utiliser autrement leurs ressources naturelles. Certaines actions ont bel et bien été tentées, avant que ne survienne la crise de la dette provoquée par la flambée des taux d'intérêt et la chute des cours des matières premières dans les années 1980. Nous sommes à nouveau pris dans le piège de la dette aujourd'hui. Le paiement de ces dettes est une profonde injustice. Pourquoi devrions-nous rembourser des dettes qui sont « odieuses », dans le sens où elles ont bénéficié à des élites corrompues et non à la population ? Quand on commence à poser ce genre de questions, le FMI et la Banque mondiale font le gros dos, car ils savent très bien qu'ils ont activement contribué à ces mécanismes d'endettement illégitimes.

Et puis, il suffit d'observer les décisions de la Réserve fédérale américaine, qui a relevé ses taux d'intérêt depuis 2022, provoquant le défaut de paiement de pays comme le Ghana, la Zambie ou encore l'Éthiopie, incapables de faire face à leurs échéances. Alors, oui, on peut légitimement se dire : peut-être est-il temps pour l'Afrique de chercher une alternative au dollar américain. Car c'est bien cette monnaie qui confère aux États-Unis un pouvoir exorbitant : un jour, ils pratiquent l'assouplissement quantitatif en injectant massivement de l'argent dans l'économie, le lendemain, ils imposent des mesures d'austérité drastiques à travers le monde.

Il faut pouvoir relier idéologiquement la politique économique dans laquelle l'Afrique est prise, à l'écologie politique du pillage de nos ressources naturelles, y compris désormais par les pays des BRICS, tandis que les profits reviennent à l'Occident comme le montre l'exemple de nos téléphones portables. Ce travail idéologique nourrit la mobilisation sociale, qui est la condition même du changement, permet la construction d'alliances populaires solides, comme on l'a vu au Kenya, un pays longtemps traversé par des clivages ethniques et des luttes partisans. La génération Z balaie désormais les partis traditionnels et affirme haut et fort que « c'est l'heure de la jeunesse ».

En ce qui concerne les manifestations de la jeunesse au Kenya, elles ont été largement saluées par de nombreuses organisations

de jeunes à travers le continent africain, et ont servi d'inspiration à des mobilisations au Ghana. Par ailleurs des jeunes Kényans ont reconnu qu'ils avaient eux-mêmes été influencés par les protestations de 2018 contre les brutalités policières au Nigeria (#EndSAR protest), vers 2018. On a aussi vu des mouvements émerger au Liberia, avec des slogans comme « Fix our country » (Réparez notre pays) ou « Free the citizens » (Libérez les citoyens). Ces soulèvements populaires se multiplient à travers l'Afrique. Malgré cette dynamique, les changements structurels se font cependant toujours attendre. Même si je reste convaincu que la jeunesse continuera à exercer une pression croissante sur les gouvernements pour qu'émergent des systèmes politiques capables d'assurer un véritable développement du continent. J'aimerais maintenant qu'on aborde un autre volet de la discussion : celui des alternatives aux BRICS. Pensez-vous que les pays africains, ou même l'Union africaine soient en mesure de proposer une alternative crédible à ce bloc ?

Oui, tout à fait. Il faut commencer par reconnaître que les BRICS s'inscrivent aujourd'hui dans une division mondiale du travail marquée par l'extractivisme. On assiste à une intensification de l'exploitation des ressources naturelles, en particulier par la Chine, mais aussi par l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud – ici même à Johannesburg – et la Russie. En réalité, les BRICS sont devenus les nouveaux intermédiaires de ce système extractif mondialisé. Il est donc impératif de construire une alternative.

Cette alternative viendra-t-elle de l'Occident ? Cela semble peu probable. Le Royaume-Uni vient de réduire son aide au développement, l'Allemagne consacre désormais davantage de ressources à l'armement, tandis que les États-Unis se révèlent être les moins fiables : des personnes dépendantes du programme PEPFAR meurent faute de traitements. Autrement dit, on ne peut plus compter sur l'Occident. Et du côté des BRICS, on assiste souvent à une forme d'exploitation encore plus agressive.

Mais alors, où trouver l'alternative ? On a vu, notamment, comment les pays africains ont été divisés et manipulés sur la question du soutien à Israël, certains ayant été littéralement achetés par Tel-Aviv – je pense,

entre autres, au Maroc, à l'Ouganda ou, plus récemment, au Zimbabwe. Face à cette fragmentation, la question centrale est de savoir comment construire une réponse collective. Et sur ce point, c'est l'Afrique du Sud qui semble aujourd'hui porter un leadership décisif, notamment à travers ce que l'on appelle le « Groupe de La Haye » – La Haye, capitale mondiale de la justice internationale, siège de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale.

Cette voie pourrait représenter une alternative à l'axe BRICS, dans la mesure où plusieurs de ces pays, ainsi que leurs entreprises, tirent d'importants profits de la guerre. Les drones chinois, par exemple, contribuent autant à tuer des Palestiniens que d'autres technologies militaires ; le charbon sud-africain continue d'être exporté vers Israël dans une hypocrisie flagrante, tout comme le charbon russe et le pétrole brésilien. L'Inde quant à elle fournit des armes et, avec la Chine, a même privatisé le port de Haïfa afin de faciliter l'importation de matériel militaire utilisé dans l'agression contre le peuple palestinien.

Ce que cela signifie, Mohammed, et c'est fondamental à mes yeux, c'est qu'il est peut-être temps d'envisager une approche différente. Le « Groupe de La Haye », composé d'environ huit pays, dont la Namibie – très engagée sur cette question, son ministère des affaires étrangères rappelant au monde entier qu'elle fut victime d'un génocide, celui des Nama et des Herero, perpétré par les Allemands entre 1904 et 1908 – incarne cette nouvelle voie. Ce groupe se positionne en défenseur de la justice internationale, et sa création, le 31 janvier, représente une stratégie fascinante pour rassembler des pays en dehors du cercle des BRICS – car la majorité des BRICS ne soutiennent pas ce type d'initiative.

Rappelons que Vladimir Poutine fait lui-même l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, tout comme Benjamin Netanyahu. C'est donc encourageant de voir le Groupe de La Haye s'affirmer en défenseur d'une certaine idée de la justice internationale, et démontrer qu'il reste possible d'agir à l'échelle mondiale.

Quant à l'Union africaine, elle demeure profondément antidémocratique et engluée dans une bureaucratie pesante. Elle opère depuis un pays, l'Éthiopie, confronté à de

graves problèmes internes, notamment la coupure d'internet en cas de manifestations. Dans ces conditions, il faudra sans doute repenser les processus d'un véritable panafricanisme, porté par vous, la jeunesse panafricaine. Mais je ne suis pas certain que cela puisse s'inscrire dans le modèle actuel de l'Union africaine. Peut-être faudra-t-il inventer d'autres formes de coopération, en lien avec des gouvernements progressistes – le plus prometteur étant sans doute celui du Sénégal, même s'il subit d'énormes pressions.

Ici, en Afrique australe, ces pressions rendent nos gouvernements de plus en plus brutaux. En Afrique du Sud nous avons connu un massacre majeur de mineurs à Stilfontein en janvier 2025. Les *Zama Zamas*, des travailleurs miniers informels opérant sous terre, ont été piégés : toutes les issues ont été bloquées par les autorités, et plus d'une centaine d'entre eux sont morts de faim. Une atrocité qui révèle jusqu'où peut aller la violence d'un gouvernement – le même qui, paradoxalement, se présente devant la Cour internationale de justice pour accuser Israël de génocide.

Les contradictions sont donc profondes, et ce sera à la jeunesse de les dénoncer, de pointer cette hypocrisie – celle de l'Afrique du Sud comme celle de leurs propres gouvernements. Il faudra conquérir des espaces d'expression, par la protestation, par un plaidoyer radical, en faveur notamment de sanctions. Mais cela doit venir d'en bas, et non d'une quelconque «révolution de couleur» financée de l'extérieur. Ces luttes doivent être organiques, portées par les peuples eux-mêmes, et converger.

C'est ce que l'on commence à voir ici, en Afrique du Sud : des gens de tous horizons exigent une révision équitable du budget national. J'espère que l'Afrique du Sud pourra redevenir un exemple, comme elle l'a été il y a une cinquantaine d'années, lorsque la jeunesse s'est levée à Soweto et a dit à ses aînés : «Laissez-nous faire, nous allons affronter ce gouvernement». Environ mille jeunes ont été abattus autour du 16 juin 1976, mais ce soulèvement de Soweto a été une étincelle. Il a fait écho à la jeunesse du Mozambique et de l'Angola qui chassait les colons portugais, à celle du Zimbabwe qui luttait contre le régime blanc rhodésien. Cet esprit-là, je crois qu'il est temps de s'en inspirer à nouveau.

Le dernier grand mouvement de contagion a été le soulèvement nord-africain, le «printemps arabe». Ce fut, en un sens, un moment exceptionnel qui a permis l'émergence de nouveaux gouvernements en Tunisie et en Égypte. Malheureusement, en Libye, cela a tourné au chaos. En Égypte, les États-Unis ont orchestré une contre-révolution qui a renversé un gouvernement musulman démocratiquement élu. Et en Tunisie, le pays est rapidement retombé sous la coupe du FMI.

Ce sont là de grands enjeux qui exigent une pensée politique forte. Je recommande à tous vos auditeur-trices et téléspectateur-trices de lire Franz Fanon, Walter Rodney, Samir Amin – parmi les plus grands penseurs de ces cinquante dernières années. Leurs écrits nous éclairent sur les pièges de l'économie mondiale, que la domination vienne de Washington, Londres, Paris, Bruxelles, Tokyo... ou de Johannesburg, Pékin, Moscou, São Paulo ou Mumbai. Ces nouvelles capitales du pouvoir au sein des BRICS ne nous seront d'aucune utilité si nous ne parvenons pas à briser un système beaucoup plus vaste. Ce qu'il nous faut, c'est une économie mondiale, c'est une société mondiale, et c'est un environnement mondial qui soient enfin durables, capables de répondre aux besoins de nos populations tout en sauvant la planète. Et ce sont les jeunes d'Afrique qui devront reprendre ce flambeau.

Pensez-vous que la vision de l'Union africaine, l'Agenda 2063, soit réellement réalisable ? Et que pouvez-vous nous dire, vous personnellement, sur les tensions politiques récentes entre les États-Unis et l'Afrique du Sud ?

C'est une excellente question car en 2013, le plan à cinquante ans de l'Union africaine – l'Agenda 2063 – a été piloté par une Sud-Africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, alors présidente de la Commission de l'Union africaine. J'ai trouvé qu'elle avait fait du bon travail, mais dans des limites encore largement dictées par la mondialisation occidentale. Il en a été de même pour un autre projet sud-africain, porté par l'ancien président Thabo Mbeki, qui avait associé Olusegun Obasanjo du Nigeria, Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, et, je crois, Abdoulaye Wade du Sénégal, pour lancer le Nouveau Partenariat

pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Mais ce projet a échoué car il restait trop axé sur la mondialisation – avec l'idée que l'Afrique devait produire davantage et être plus productive, principalement en exportant vers l'Occident, à l'époque, puis plus récemment vers les BRICS. Ce modèle ne fonctionne pas, surtout si l'on continue à subir des échanges écologiques inégaux.

Cela nous amène à la question de savoir si l'Afrique du Sud peut réussir à sortir de ce cadre. Je vois trois options face aux États-Unis: la première est de céder et d'accepter de jouer au golf avec Trump, comme le fait le président sud-africain Ramaphosa. La deuxième est de s'affirmer seul, ce que certains pays font et réussissent – comme le Mexique, le Canada, l'Europe qui commence aussi à se lever, et la Chine qui s'affirme. Mais la troisième, et vraiment la meilleure option, c'est de constituer un front collectif. L'Afrique doit se lever contre Donald Trump et refuser d'être achetée.

Patrick Bond est professeur émérite, directeur du Centre for Social Change de l'Université de Johannesburg en Afrique du Sud et chercheur associé au CETRI (Louvain-la-Neuve, Belgique).

Mohammed Sherriff est fondateur et administrateur du podcast [Unpopular Opinion](#).

Source : [Alternatives Sud. Nouvelle géopolitique de l'Afrique](#), Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Cetri, 2025. Traduit de l'anglais par Laurent Delcourt.

LE CETRI

Faire connaître la pensée et les initiatives alternatives du Sud et contribuer ainsi au débat d'idées sur l'avenir des relations Nord/Sud. C'est-là l'un des enjeux fondamentaux du 21^e siècle et l'objectif de cette collection. Le [Centre Tricontinental](#) (CETRI) présente des «points de vue du Sud» et des propositions d'alternatives au système économique, politique et culturel dominant qui génère inégalités et exclusions.



Comment le plan de Trump pour Gaza permet une nouvelle appropriation de terres par Israël

Anne Irfan

51

En codifiant les exigences d'Israël, le nouveau « processus de paix » garantit que le territoire palestinien continuera à rétrécir.

Le 18 novembre, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2803, approuvant officiellement le plan en 20 points du président Trump pour l'avenir de Gaza. Publié initialement comme base de l'accord de cessez-le-feu d'octobre, ce plan établit plusieurs structures fondamentales : premièrement, une « ligne jaune » qui délimite les zones de Gaza où l'armée israélienne maintiendra une présence sur le terrain ; deuxièmement, une Force internationale de stabilisation qui servira de « solution à long terme pour la sécurité intérieure », supervisée par un « conseil de paix » présidé par Trump lui-même ; troisièmement, un « comité palestinien technocratique et apolitique » composé d'experts palestiniens et internationaux chargés de gérer la « gouvernance transitoire » de Gaza ; et enfin, un « plan de développement économique de Trump pour reconstruire et dynamiser Gaza ».

Poursuivant l'hyperbole de ses affirmations selon lesquelles il aurait mis fin à « 3000 ans » de guerre au Moyen-Orient, Trump a salué l'approbation de son plan par le Conseil de sécurité des Nations unies comme « un moment véritablement historique » qui « conduira à davantage de paix dans le monde entier ». Malgré cette rhétorique, la résolution 2803 ne marque toutefois pas une rupture avec le passé. Au contraire, elle s'inscrit dans la continuité de décennies de plans prétendument internationaux – en réalité occidentaux et israéliens – pour la Palestine. Ces plans, illustrés par le mandat de la Société des nations, le plan de partition de l'ONU et les accords d'Oslo, ont remodelé la

géographie politique, la gouvernance et les structures d'aide afin de réduire le territoire palestinien. Ils y sont parvenus en introduisant de nouvelles « frontières » mobiles, telles que la ligne jaune, afin de réduire progressivement la superficie des terres attribuées au peuple palestinien et à son futur État. Ils ont créé des organismes tels que la Force internationale de stabilisation de Trump et son « comité palestinien apolitique » afin de contenir le nationalisme et la résistance palestiniens tout en permettant à Israël de continuer à agir en toute impunité. Et ils ont mené ces actions sans consulter le peuple palestinien, mais plutôt en renforçant la dynamique néocoloniale (comme en témoigne la participation de l'ancien Premier ministre britannique [Tony Blair](#) en tant que membre clé du Conseil de paix de Trump).

En fin de compte, ces plans ont permis à Israël de s'emparer progressivement de plus en plus de terres palestiniennes tout en renforçant les obstacles à la souveraineté palestinienne. Les conséquences du plan Trump risquent d'aller dans le même sens, aboutissant à une ghettoïsation totale des Palestiniens dans certaines parties de la bande de Gaza, voire à la liquidation totale de la présence palestinienne à Gaza.

Les propositions occidentales ont permis au mouvement sioniste de s'emparer des terres palestiniennes pendant près d'un siècle.

Avant 1948, la Palestine était gouvernée par un régime britannique qui tirait son [mandat](#) de la Société des nations, un organisme

alors dominé par la Grande-Bretagne et la France. Puis, en 1947, l'ONU a présenté son tristement célèbre plan de [partition](#), recommandant que 55 % de la Palestine soit attribué à un État juif, alors que les Juifs/Juives représentaient environ un tiers de la population du pays. Ce plan a été rejeté par les Palestinien·nes, mais accepté par l'Agence juive (principale instance dirigeante sioniste et organisme para-étatique dans la Palestine mandataire), qui l'a considéré comme un bon accord et une base pour une éventuelle expansion ultérieure¹.

Finalement, le plan de partition ne fut jamais mis en œuvre; seule l'expansion sioniste eut lieu. Les milices sionistes, puis la nouvelle armée nationale israélienne, ont utilisé des moyens militaires pour établir leur nouvel État sur 78 % de la Palestine, soit beaucoup plus que les 55 % attribués dans le cadre du plan de l'ONU. Pour ce faire, elles ont procédé à la Nakba, l'expulsion et le déplacement délibérés d'au moins 750 000 Palestinien·nes vers les États arabes voisins et les deux parties de la Palestine non revendiquées par Israël en 1948: la Cisjordanie et la bande de Gaza. En conséquence, la Palestine a été *de facto* partitionnée, mais aucun État palestinien indépendant n'a été créé. Après avoir commencé son occupation durable de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, Israël a mis en place [une réalité à un seul État](#) dans laquelle l'État israélien contrôlait l'ensemble de la Palestine historique et imposait une hiérarchie de régimes différents pour les Palestinien·nes et les Israélien·nes.

La bande de Gaza telle que nous la connaissons aujourd'hui est le résultat de cette histoire de rétrécissement. Sous le mandat britannique, le district sud de la Palestine, parfois appelé officieusement «district de Gaza» d'après sa plus grande ville, était la plus grande zone administrative en termes territoriaux. Mais pendant la Nakba, les milices sionistes et l'armée israélienne s'en sont emparées en grande partie, réduisant la région à une superficie de 214 miles carrés. L'[accord égypto-israélien](#) de 1949 a délimité cette nouvelle «bande» de Gaza en établissant autour d'elle une ligne d'armistice connue sous le nom de Ligne verte. L'année

suivante, un gouvernement égyptien affaibli a accepté un addendum qui a réduit la nouvelle bande de Gaza de 20 % supplémentaires, la laissant comme un minuscule territoire de 141 miles carrés, soit moins de 1,5 % de la Palestine historique. Israël a continué à contrôler la Ligne verte comme une , malgré son statut officiel de frontière d'armistice temporaire.

Mais cela ne s'est pas arrêté là. Après avoir commencé son occupation à long terme de Gaza en 1967, Israël a encore réduit le territoire accessible aux Palestinien·nes, d'abord en établissant des colonies illégales et des installations militaires, puis en imposant des «zones tampons» et des «[périmètres de sécurité](#)». Le processus d'Oslo a encore réduit la bande de Gaza, Israël ayant établi un «périmètre de sécurité» s'étendant sur plus de 800 mètres à l'intérieur de Gaza, l'armée appliquant des «mesures de sécurité spéciales» pour empêcher les Palestinien·nes d'y entrer.

L'empiètement d'Israël sur le territoire palestinien s'est poursuivi au 21^e siècle. Après avoir achevé l'évacuation unilatérale de [8 500 colons](#) de Gaza en 2005, Israël a mis en place une «[zone tampon](#)» restreinte s'étendant sur près d'un kilomètre et demi à l'intérieur de la bande de Gaza. Tout·e Palestinien·ne s'y trouvant pouvait être abattu·e à vue. Après avoir imposé un [blocus](#) total sur Gaza en 2007, avec le soutien de ses [alliés égyptiens](#), Israël a régulièrement étendu sa zone tampon, confinant les Palestinien·nes dans une bande de terre de plus en plus petite. La logique meurtrière de la «zone tampon» a culminé avec les pertes humaines massives de la [Grande Marche du retour](#) de 2018, lorsque les forces israéliennes ont tué au moins [234 Palestinien·nes et blessé plus de 33 000 autres](#) qui s'étaient approché·es «trop près» de la barrière entourant la bande de Gaza. Ces décennies d'accaparement des terres pourraient maintenant atteindre leur apogée avec le tout dernier plan pour Gaza, qui continue de mettre en œuvre ce que de nombreuses et nombreux Palestiniens appellent le processus délibéré de la [Nakba en cours](#).

1. NdT. Rappelons que ce plan a notamment été voté par les États-Unis et l'URSS.

En considérant le plan Trump dans cette trajectoire historique, nous pouvons identifier quatre volets à la stratégie de dépossession.

La ligne jaune elle-même en est le premier. Selon les termes du cessez-le-feu, les forces israéliennes étaient tenues de «se retirer jusqu'à la ligne convenue», une directive qui permettait discrètement à l'armée israélienne de conserver le contrôle direct d'au moins 58 % de Gaza. En d'autres termes, la fortification réduit la partie palestinienne de Gaza à moins de la moitié de la bande de Gaza, soit pas plus de 64 miles carrés, soit un cinquième de la ville de New York. L'histoire se répète une fois de plus: lors de la Nakba de 1948, plus de 200 000 réfugié·es palestinien·es ont fui vers le sud-ouest, pour finir confiné·es dans la bande de Gaza. Lors du génocide de 2023-2025, les forces israéliennes ont mené le même processus au sein même de la bande de Gaza, déplaçant violemment près de deux millions de Palestiniens et les enfermant du côté ouest de la ligne jaune.

Et cela ne devrait pas mettre fin aux expulsions motivées par la ligne jaune. Après que les Palestiniens aient souligné que l'emplacement de la ligne jaune n'était pas clair, Israël a annoncé le 20 octobre qu'il avait commencé à poser des blocs de béton jaunes sur le sol afin de «clarifier la situation sur le plan tactique». Mais loin de lever l'ambiguïté, ces blocs physiques ne font que l'accroître, car Israël continue de les déplacer plus loin à l'intérieur de Gaza. Des informations ont également fait état à plusieurs reprises d'invasions terrestres menées par les forces israéliennes pour mener des attaques au-delà de la ligne jaune, violant ainsi la condition du cessez-le-feu selon laquelle «Israël n'occupera ni n'annexera Gaza».

Tout comme lorsqu'Israël a violé à plusieurs reprises les termes des accords d'Oslo dans les années 1990 – en retardant son évacuation militaire de la ville de Gaza, par exemple, puis en envahissant le territoire supposé contrôlé par l'Autorité palestinienne, il n'a subi aucune conséquence pour ses violations continues. En fait, loin d'exiger qu'Israël respecte l'accord, les preuves s'accumulent pour montrer que la Maison

Blanche collabore discrètement à des plans secrets visant à l'occupation permanente, voire à l'annexion de Gaza par Israël. La semaine même où le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2803, les États-Unis ont présenté des propositions visant à la partition définitive de la bande de Gaza, transformant la ligne jaune, qui était une zone tampon militaire temporaire, en une future frontière potentielle. Pendant ce temps, les politicien·es israélien·es et les militant·es de droite continuent de prôner l'expulsion définitive des Palestinien·es de Gaza, avec le soutien massif de la population juive israélienne (82 % selon un récent sondage).

La Force internationale de stabilisation constitue le deuxième volet de la politique d'accaparement des terres menée par Trump, qui renvoie également aux accords d'Oslo. Présentés dans les années 1990 comme une solution pacifique à des décennies de violence et publiquement présentés comme une «solution à deux États», les accords d'Oslo, tout comme le plan Trump aujourd'hui, étaient principalement axés sur la principale préoccupation des Israélien·es: leur propre sécurité nationale. Après la création de l'Autorité palestinienne en 1994 sous les auspices d'Oslo, près de la moitié de ses employés ont été recrutés pour assurer des fonctions de sécurité. Ils n'étaient pas chargés de protéger la sécurité du peuple palestinien, mais plutôt de réprimer toute activité jugée menaçante pour les intérêts israéliens, y compris la résistance civile non violente à l'occupation. En conséquence, l'Autorité palestinienne a rapidement acquis la réputation, parmi les Palestiniens, d'être un pion de l'armée israélienne.

Aujourd'hui, une dynamique similaire est à nouveau à l'œuvre avec les forces internationales de stabilisation. Bien que leur composition ne soit pas encore confirmée, elles comprendraient des troupes de divers pays arabes et musulmans, parmi lesquels l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Indonésie, le Qatar et les Émirats arabes unis, bien qu'aucun d'entre eux n'ait officiellement confirmé sa participation. Selon la Maison Blanche, les forces internationales de stabilisation contribueront à former une nouvelle force de police palestinienne à Gaza et à gérer les affaires de sécurité intérieure, tout en jouant un rôle



de premier plan dans la «démilitarisation» de Gaza et la «sécurisation des frontières». Ces deux dernières exigences sont des demandes israéliennes élastiques pouvant avoir plusieurs significations, notamment parce que les «frontières» en question ne sont pas précisées, ce qui ouvre la voie à de nouvelles appropriations de terres. Il s'agit d'un dispositif qui garantit pratiquement que le territoire palestinien continuera à rétrécir. En effet, plusieurs critiques arabes et musulmans ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la participation de leurs gouvernements pourrait les transformer en «[marionnettes de l'État israélien](#)».

Les dispositions relatives à la gouvernance palestinienne, qui constituent le troisième volet de la stratégie de dépossession prévue dans le plan Trump, rappellent une fois de plus Oslo. Les partisan-es de l'accord des années 1990 ont présenté l'Autorité palestinienne comme un précurseur de l'indépendance palestinienne. Mais il y avait un hic de taille: Israël n'a jamais accepté la création d'un État palestinien pleinement souverain, même lorsqu'il était dirigé par des Premiers ministres prétendument «pacifistes» comme [Yitzhak Rabin](#) et [Ehud Barak](#). Au cours du processus d'Oslo, Israël a accepté de n'accorder à l'Autorité palestinienne qu'une autonomie limitée (et non la souveraineté) sur

seulement **18 %** de la Cisjordanie et les **trois quarts** de la bande de Gaza; il a également insisté pour conserver les blocs de colonies illégales qui ont accaparé encore plus de terres palestiniennes. En conséquence, le [processus d'Oslo](#) a fortement limité les pouvoirs de l'Autorité palestinienne, ne lui permettant pas d'avoir une armée nationale, un contrôle souverain des frontières et une indépendance économique. De plus, l'autodétermination palestinienne a été reportée jusqu'à des «négociations sur le statut final» qui n'ont jamais eu lieu, tandis que les questions centrales de la lutte palestinienne – le droit au retour et le statut de Jérusalem – ont été ignorées.

Dans les années 2020, l'actuel Premier ministre israélien a clairement exprimé à plusieurs reprises son [opposition](#) inconditionnelle à un État palestinien, quelle que soit sa taille, alors même que la plupart des gouvernements européens continuent de soutenir publiquement la formule des deux États comme seule voie possible pour aller de l'avant. En conséquence, le plan Trump prévoit encore moins d'autonomie pour les Palestinien-nes que ce qui leur avait été accordé dans le cadre des accords d'Oslo. Il n'y a pas d'équivalent à l'Autorité palestinienne dans ce plan, seulement un comité de transition supervisé par le Conseil de paix

de Trump. De manière révélatrice, le plan parle de l'État palestinien et de l'autodétermination comme d'une «aspiration» – et non d'un droit – et suggère simplement qu'après le développement et les réformes, «les conditions pourraient enfin être réunies pour une voie crédible» vers cet objectif.

**Le quatrième outil
d'accaparement des terres,
et peut-être le plus flagrant,
concerne les formes néocoloniales
de reconstruction.**

Dans le cadre de ces plans, la «zone verte» contrôlée par Israël (à l'est de Gaza) serait **reconstruite** avec le soutien d'acteurs soutenus par les États-Unis, dont beaucoup considèrent Gaza comme une simple **opportunité lucrative**. Fin novembre, le département d'État américain a confirmé un projet visant à créer des «**communautés alternatives sûres**» (ASC) qui accueilleraient des Palestiniens dans la zone verte. Cependant, la quasi-totalité de la population palestinienne de Gaza étant actuellement confinée à l'ouest de la ligne jaune – la «zone rouge» désignée –, on ne sait pas comment ces personnes seraient transférées vers les ASC, ni ce que cela signifierait pour l'avenir de la zone rouge. La proposition d'ASC présente également des similitudes inquiétantes avec les plans avancés en juillet par le gouvernement israélien visant à créer une «**ville humanitaire**» pour interner toute la population palestinienne de Gaza, que même certain·es détracteur·es internes ont comparée à un **camp de concentration**. Alors qu'ils «reconstruisent» Gaza selon leurs propres conditions, les États-Unis et Israël semblent déterminés à poursuivre ces plans, prolongeant ainsi le déplacement et l'enfermement du peuple palestinien qui dure depuis des décennies.

Les conséquences du plan Trump ont déjà été meurtrières. Depuis l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu à Gaza le 10 octobre, Israël aurait violé ses termes plus de 500 fois. Il a également ouvertement ignoré certaines clauses, telles que l'obligation d'ouvrir le passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte; le Premier ministre Netanyahu a récemment indiqué que son gouvernement pourrait finalement l'ouvrir, mais uniquement

pour les **Palestinien·nes quittant Gaza**. Il s'agit là d'une violation directe de l'accord, qui précise que Rafah doit être ouvert «dans les deux sens» et que les Palestinien·nes se trouvant en dehors de la bande de Gaza doivent être «libres de revenir».

Le plus inquiétant est que, pendant le prétendu «cessez-le-feu» de ces dernières semaines, les forces israéliennes ont continué à ouvrir le feu sur les Palestinien·nes à Gaza, tuant au moins 360 personnes, dont la majorité étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées. Beaucoup ont été tués pour avoir commis le «crime» de franchir la ligne jaune et d'entrer dans le territoire de Gaza contrôlé par Israël alors qu'elles ou ils tentaient de retourner dans leurs maisons et leurs quartiers d'où les forces israéliennes les avaient chassés au cours de deux années de génocide. Malgré son engagement déclaré en faveur du cessez-le-feu, l'administration Trump n'a pas condamné, et encore moins empêché, ces violations répétées.

Comme les précédents plans «internationaux» pour la Palestine – d'Oslo au «**deal du siècle**» de Jared Kushner –, le plan Trump présente les gains israéliens comme des concessions et les pertes palestiniennes comme des récompenses. L'obsession persistante de l'Occident pour les conceptions israéliennes de la sécurité, combinée à la poursuite éhontée par des acteurs extérieurs de leurs propres intérêts politiques et financiers, détourne constamment l'attention des droits humains, sans parler de la justice réparatrice. Alors qu'Israël utilise le prétexte d'un nouvel accord «international» pour s'emparer de nouvelles terres et établir de nouveaux faits sur le terrain, tout cela se fait, une fois de plus, au détriment du peuple palestinien.

Anne Irfan est maître de conférences en études interdisciplinaires sur la race, le genre et le postcolonialisme à l'University College de Londres. Elle a publié *Refuge and Resistance: Palestinians and the international refugee system* (Columbia University Press, 2023) et *A Short History of the Gaza Strip* (Simon & Schuster/WW Norton, 2025).

Source : [Jewis Current](#). Traduit par Didier Epzstajn.

Comment un syndicat noir a changé l'histoire américaine

Paul Prescod

Il y a un siècle, la Brotherhood of Sleeping Car Porters (Fraternité des porteurs de wagons-lits) a lancé une campagne syndicale contre un géant du chemin de fer, changeant ainsi le cours du 20^e siècle et liant à jamais les causes des droits des travailleurs et des droits civiques des Noirs.

Le simple fait que cette réunion ait lieu suffisait à créer une atmosphère d'excitation subversive. Le 25 août 1925, il y a un siècle cette année, les porteurs de wagons-lits noirs qui espéraient former un syndicat au sein de la Pullman Company remplissaient la salle de l'Elks Hall à Harlem. Bien que nous ne saurons jamais combien ils étaient, des espions de la Pullman Company se trouvaient sans aucun doute parmi le public.

En fait, pour lutter contre la présence de ces espions, aucun porteur n'a pris la parole pendant la réunion. C'est A. Philip Randolph, alors socialiste excentrique et orateur de rue ayant à son actif une série de tentatives infructueuses de syndicalisation, qui a dirigé la réunion. Il a fait valoir qu'un syndicat était le seul moyen de s'opposer à la compagnie, de répondre aux griefs des porteurs et de leur redonner leur dignité d'êtres humains. Et qu'il devait être l'homme qui les dirigerait.

Le bon sens et les précédents suggéraient que cette campagne se déroulerait comme tant d'autres avant elle : un élan d'enthousiasme suivi d'espoirs déçus et d'un retour à la réalité. Mais au lieu de cela, ce rassemblement a marqué le début d'une lutte de douze ans pour former la Brotherhood of Sleeping Car Porters (BSCP) et obtenir un premier contrat contre un géant industriel.

L'importance de la Brotherhood of Sleeping Car Porters dépassait largement le cadre

d'un simple syndicat et de ses membres. «La Fraternité», comme beaucoup de ses membres l'appelaient affectueusement, allait devenir un vecteur permettant d'éduquer les communautés noires sur les syndicats et de remettre en question les relations paternalistes avec les entreprises. Elle a joué un rôle essentiel en tant que pilier institutionnel à travers lequel se sont menées des luttes plus larges pour les droits civiques et se sont développées des tactiques de pression militantes.

L'histoire de la BSCP met en lumière le lien historique profond entre le mouvement syndical et les droits civiques. Grâce à la mise en place patiente d'institutions et à une détermination sans faille, le syndicat a réussi à faire évoluer les mentalités et à modifier l'équilibre des pouvoirs au sein des communautés noires afin de soutenir la syndicalisation. Cette coalition a été le pilier des progrès historiques réalisés en matière de droits civiques au milieu du 20^e siècle. Plutôt que de la laisser dans le passé, cette même coalition peut servir de base à la lutte contre les inégalités raciales aujourd'hui.

«Formés comme une race»

Les porteurs noirs de Pullman occupaient une position sociale complexe au sein des communautés noires. Associés à la fois à la dignité et à la servilité, les porteurs représentaient un symbole contradictoire de l'ascension sociale des Noirs. Leur émergence remonte littéralement à l'esclavage.

À la fin du 19^e siècle, l'industriel George Pullman a conçu des wagons de luxe pour transporter des passagers à travers le pays. Son génie a consisté à rendre ce service

accessible à la classe moyenne, et pas seulement à l'élite fortunée. L'idée a fait son chemin et, en 1895, Pullman disposait de 2556 wagons-lits qui parcouraient plus de 126 660 miles de voies ferrées. À l'apogée de l'entreprise, les wagons-lits accueillaien cent mille passager-es par nuit, soit plus que tous les grands hôtels du pays réunis.

La clé de ce luxe résidait dans le fait qu'il ne s'agissait pas seulement d'un lit où dormir et de nourriture à manger. Les passager-es disposaient de leurs serveurs personnels à leur entière disposition : les porteurs Pullman. De manière cynique, Pullman réservait ces emplois aux hommes noirs du Sud, de préférence d'anciens esclaves.

Pullman estimait que c'était une combinaison parfaite, expliquant que les anciens esclaves noirs avaient été « formés en tant que race par des années de service personnel à divers titres et étaient, par nature, fidèles dans l'accomplissement de leurs tâches dans des circonstances qui exigeaient une bonne humeur, une sollicitude et une fidélité sans faille ». Pour insulter davantage leur dignité, la plupart des porteurs étaient appelés « George », rappelant l'époque où les esclaves étaient nommés d'après leurs maîtres.

Associé à la fois à la dignité et à la servilité, le porteur représentait un symbole contradictoire de l'avancement des Noirs.

L'attente d'une soumission totale était renforcée par le fait que les porteurs dépendaient principalement des **pourboires** pour leur salaire. Le moyen le plus sûr d'obtenir un pourboire généreux était de répondre à tous les besoins des client-es et d'endurer chaque humiliation avec le sourire. Cirer les chaussures, préparer le **bain**, poster les lettres, transporter les bagages et fermer les yeux sur les indiscretions faisaient partie du quotidien. L'ancien président de la NAACP, Roy Wilkins, qui a travaillé comme porteur Pullman dans sa jeunesse, a déclaré qu'ils « travaillaient comme des esclaves domestiques sur des patins à roulettes ».

Les horaires de travail étaient infernaux. En moyenne, un porteur devait travailler près de 350 heures par mois. Au début surtout, ils avaient du mal à dormir plus de trois heures

par nuit pendant les voyages. Les porteurs devaient payer de leur maigre salaire leur uniforme de travail et des fournitures telles que du cirage.

Mais malgré ces conditions, le métier de porteur dans les wagons-lits était considéré comme prestigieux au sein des communautés noires. Avec leurs uniformes Pullman impeccables, les porteurs avaient une allure distinguée. Leur travail n'était pas « sale », contrairement à tant d'autres emplois auxquels les travailleurs/travailleuses noires étaient relégués. Le salaire n'était pas mirobolant, mais il était tout de même bien meilleur que celui de la plupart des autres emplois que les Noires de la classe ouvrière pouvaient espérer trouver. Un porteur Pullman était considéré comme un fier représentant d'une classe moyenne noire petite mais en pleine expansion. À Chicago, par exemple, en 1927, 57 % des porteurs étaient propriétaires de leur logement.

Samuel Turner, qui a travaillé pendant quarante et un ans dans les chemins de fer, principalement dans les wagons-restaurants, a déclaré à Larry Tye, auteur de *Rising from the Rails*, qu'il « avait toujours voulu être porteur dans les wagons-lits » :

Ils portaient de beaux uniformes, recevaient des pourboires et avaient affaire à des personnes de la haute société, des gens fortunés, qui voyageaient dans ces wagons-lits. Tous ces porteurs avaient de belles maisons, de magnifiques demeures. On vous considérait presque comme un médecin.

L'ancien président de la NAACP¹, Roy Wilkins, qui a travaillé comme porteur Pullman dans sa jeunesse, a déclaré qu'ils « travaillaient comme des esclaves domestiques sur des patins à roulettes ».

De nombreux porteurs utilisaient ce travail pour financer leurs études universitaires. De Thurgood Marshall à Malcolm X, la liste

1. NdT : Organisation de défense des droits civiques, la National Association for the Advancement of Colored People a été fondé en 1909, notamment par W. E. B. Du Bois et Ida B. Wells.

des anciens porteurs ressemble à un véritable Who's Who de l'histoire des Noirs. Au-delà de la stabilité économique, un porteur incarnait le cosmopolitisme et la sophistication de ceux qui avaient beaucoup voyagé. E. D. Nixon, porteur et leader du BSCP en Alabama, disait que lorsqu'un porteur parlait, «tout le monde écoutait, car ils savaient que le porteur avait voyagé partout et qu'eux-mêmes n'étaient jamais allés nulle part».

Les porteurs Pullman sont devenus un important vecteur de diffusion d'informations et d'idées nouvelles auprès des communautés noires. Le rédacteur en chef du *Chicago Defender*, l'un des journaux noirs les plus importants et les plus influents, faisait appel aux porteurs pour distribuer le journal dans tout le Sud, dans les salons de coiffure, les églises et autres lieux de rencontre. C'est probablement grâce aux porteurs que, en 1920, le journal avait un tirage de 230 000 exemplaires, dont les deux tiers en dehors de Chicago.

Les porteurs avaient déjà essayé auparavant de s'organiser, mais leurs efforts n'avaient jamais duré longtemps. En 1890, un groupe de porteurs connu sous le nom de Charles Sumner Association avait menacé de faire grève, mais avait reculé devant la menace de Pullman de les remplacer par des travailleurs blancs. En 1901, un groupe de porteurs avait même réussi à faire publier leurs revendications dans le *St. Louis Post-Dispatch*.

Ces initiatives avaient été étouffées par une intimidation brutale, puis finalement par une cooptation habile de la part de l'Employee Representation Plan (ERP), un syndicat d'entreprise créé en 1920. En réponse à la grogne des travailleurs, l'ERP avait instauré une maigre augmentation salariale de 8 %.

L'un des responsables de l'ERP était un porteur respecté nommé Ashley Totten qui lisait le *Messenger*, le magazine socialiste d'A. Philip Randolph. Il avait aussi entendu certains de ses discours que Randolph prononçait au coin des rues, monté sur une caisse à savon. Totten et d'autres membres de l'ERP en avaient assez de son inefficacité et pensaient que Randolph pourrait être l'outsider idéal pour mobiliser les porteurs sans craindre de représailles de la part de l'entreprise.

Si Randolph était effectivement très direct, ses résultats en matière de syndicalisation n'étaient pas vraiment encourageants. Bien que son activité contre la Première Guerre mondiale lui ait valu le titre de «*Nègre le plus dangereux d'Amérique*» de la part du Département d'État, il éprouvait des difficultés à faire en sorte que ses idées socialistes aient un impact sur le monde réel. Sa tentative d'organiser les ascensoristes et les serveurs noirs s'était soldée par un désastre. Comme la plupart des syndicats de l'American Federation of Labor (AFL) interdisaient l'adhésion des travailleurs noirs, sa quête pour promouvoir le syndicalisme au sein des communautés noires semblait illusoire et déconnectée de la réalité.

Au cours des années 1910 et au début des années 1920, l'idéologie de Marcus Garvey, fondée sur l'entraide et l'auto-organisation, le nationalisme noir et sur la célébration raciale internationale des Noirs, a captivé l'imagination des masses noires. Ce que Randolph reconnaîtra plus tard

Le socialisme et le syndicalisme exigeaient une lutte sociale rigoureuse – un travail acharné et des programmes – et peu de gens voulaient y penser. Face à la puissance émotionnelle du garveyisme, ce que je prêchais n'avait aucune chance.

Mais Randolph voyait dans la lutte des porteurs un symbole des aspirations de tous les travailleurs noirs. Convaincu qu'ils étaient «destinés à porter le message du syndicalisme dans le monde des personnes de couleur», il se lança à corps perdu dans son nouveau rôle de propagandiste.

La campagne a pris rapidement de l'ampleur. Lors de la première réunion de masse à l'Elks Hall, Randolph a présenté les principales revendications : un salaire de 150 dollars par mois, une limite de 240 heures de travail par mois et la fin de la pratique humiliante des pourboires. Le lendemain, 200 porteurs new-yorkais ont afflué dans les bureaux du *Messenger*, qui servaient désormais de siège au syndicat. L'*Amsterdam News*² a décrit cet événement comme «le plus grand rassemblement jamais organisé par et pour les travailleurs noirs».

2. Journal fondé à New York en 1909 qui donne un éclairage «noir» sur l'actualité.

Briser le réseau paternaliste de Pullman

Pour affronter Pullman et gagner, le syndicat ne pouvait se contenter de convaincre les travailleurs. Il devait mener une croisade pour gagner le cœur et l'esprit des communautés où vivaient les travailleurs et modifier l'équilibre des pouvoirs au sein des institutions noires importantes. Au fil des décennies, Pullman avait mis au point un réseau paternaliste pour s'assurer la loyauté des principaux électeurs noirs.

L'ouvrage de Beth Tomkins Bates, *Pullman Porters and the Rise of Protest Politics in Black America* (University of North Carolina Press, 2001) offre un excellent compte rendu du réseau paternaliste qui liait la communauté noire de Chicago à la société Pullman, et explique comment, au fil du temps, le BSCP a réussi à le briser.

La société a toujours été considérée comme bienveillante pour avoir toujours employé des travailleurs noirs. Cette image était renforcée par un soutien financier substantiel à des institutions noires telles que les Églises, l'Urban League et le YMCA de Wabash Avenue. Sans le financement de Pullman, le Provident Hospital, premier projet civil à grande échelle dans la communauté noire de Chicago, n'aurait pas vu le jour. [Ida B. Wells](#) et Frederick Douglass avaient même participé à sa cérémonie d'inauguration en 1893.

Pullman courtisa et rallia à sa cause toute une série de personnalités noires éminentes. Julius Nelthropp Avendorph, rédacteur en chef du *Chicago Defender*, fut engagé comme assistant et tenait Pullman informé des développements au sein de la communauté noire. Claude Barnett, fondateur de l'Associated Negro Press, reçut des fonds pour publier *Heebie Jeebies*, un organe de propagande antisyndicale.

Le contrôle des Églises noires garantissait que la propagande antisyndicale pouvait également être diffusée en chaire le dimanche. L'une des relations les plus importantes cultivées par Pullman était celle avec l'Église AME Quinn Chapel, dirigée par le révérend Archibald James Carey. L'Église gérait un service de placement qui orientait les travailleurs vers Pullman, et Carey refusait d'autoriser Randolph ou toute autre personnalité pro-syndicale à prendre la parole dans



son église. Son explication sans détour correspondait à l'opinion de nombreuses institutions religieuses noires de l'époque: «L'intérêt de mon peuple réside dans la richesse de la nation et dans la classe des Blancs qui la contrôle.»

De façon tout aussi importante, Pullman offrait aux travailleurs divers loisirs sociaux sous la forme de matchs de baseball, de concerts et de barbecues financés par l'entreprise. Son pique-nique annuel à Jersey City était décrit par le *New York Times* comme le «lieu le plus prisé de la sociabilité des personnes de couleur». Randolph et les autres dirigeants du BSCP avaient compris que le succès dépendrait de leur capacité à faire également du syndicat une présence déterminante dans la vie sociale des Noirs.

Lentement mais sûrement, le BSCP a commencé à faire des percées. Au début, les clubs politiques féminins ont joué un rôle déterminant dans la mise en relation des militants de la Fraternité avec un réseau politique plus large. Ida B. Wells était très active dans ce milieu et a organisé le Wells Club et la Negro Fellowship League, où des discussions ont eu lieu sur la syndicalisation de Pullman. En décembre 1925, après que Randolph eut pris la parole devant la Chicago and Northern District Federation of Women's Clubs, Wells l'invita chez elle et appuya les efforts du syndicat.

L'auxiliaire féminine du BSCP, composée principalement des épouses des porteurs de Pullman, apporta également un soutien essentiel. Souvent, les femmes se rendaient aux réunions pour éviter les représailles contre les travailleurs masculins. Benjamin McLaurin, organisateur du BSCP, explique qu'«à l'époque, il leur fallait passer par les femmes, car elles pouvaient assister aux réunions et récupérer la documentation». Les sections auxiliaires organisaient des groupes d'étude et des collectes de fonds pour la cause du syndicat.

Alors que la communauté religieuse noire de Chicago était au départ largement unie dans son opposition au syndicat, les activistes ont profité de certaines fissures qui sont apparues très tôt. Le Dr William D. Cook, de la Metropolitan Community Church, fut le seul orateur invité à la première réunion du BSCP, en octobre 1925. Il était connu comme un «prédicateur hors-la-loi» et Ida B. Wells et

ses amies du club furent parmi les premières à appartenir à son Église. Deux mois plus tard, Cook y accueillit Randolph pour qu'il puisse s'exprimer sur «Les Noirs et l'émancipation industrielle».

Le Dr Junius C. Austin quitta Pittsburgh pour Chicago en 1926 et devint pasteur de la Pilgrim Baptist Church. À Pittsburgh, il était un fervent partisan de l'United Negro Improvement Association (UNIA) de Marcus Garvey, mais il était plus ouvert à l'idée de soutenir le BSCP à Chicago, car il n'était pas impliqué dans le système clientéliste local de Pullman. Il autorisa le BSCP à utiliser son église comme lieu de réunion.

Bien que les idéologies de l'UNIA et du BSCP aient été presque diamétralement opposées, il n'était pas rare que des personnes comme Austin soutiennent les deux organisations dans des contextes différents. Cela témoigne de la capacité du syndicat à redéfinir et à réorienter le militantisme de la classe ouvrière noire et ses aspirations à l'auto-organisation. Les militants des droits civiques comme Austin voulaient une action directe pour faire avancer les intérêts des Noirs et étaient prêts à s'allier avec quiconque prenait l'initiative.

Milton Webster, le chef intransigeant et politiquement influent de la division de Chicago de la fraternité, a mis sur pied un comité de citoyen·nes afin de rallier le soutien du public au syndicat au sein de la communauté noire de la ville. Les personnes qui formaient le noyau initial du comité étaient issues de classes sociales et d'associations diverses, ce qui le rendait d'autant plus puissant.

Irene Gaines, militante expérimentée des clubs politiques féminins et secrétaire de la Young Women's Christian Association (YWCA), fut l'une des premières recrues du comité. George Cleveland Hall, l'un des membres les plus improbables, était un homme d'affaires éminent et un ami personnel de Booker T. Washington lui-même opposé aux syndicats. Mais en tant que défenseur de l'auto-organisation des Noirs, ce syndicat nouvellement créé et entièrement noir a captivé son imagination.

Le Comité des citoyen·nes organisait régulièrement des «conférences sur le travail» qui rassemblaient les alliés de la Fraternité et stimulaient une réflexion plus approfondie sur le rôle des communautés noires dans

l'économie. Décrites par le *Chicago Defender* comme un « mouvement visant à susciter l'intérêt pour les problèmes économiques sérieux et à éduquer la race noire à des modes de pensée qui n'existaient pas auparavant », ces conférences jouaient un rôle à la fois organisationnel et idéologique au sein de la communauté noire de Chicago. En 1929, près de 2000 personnes assistaient à ces rassemblements.

Le syndicat présentait très consciemment son combat comme la continuation de la longue quête des Noirs pour les droits civiques et l'égalité.

Des citations de Frederick Douglass, en particulier « le pouvoir ne concède rien sans revendication », se retrouvent dans toute la littérature de la fraternité. Dans un bulletin syndical, on pouvait ainsi lire :

Douglass s'est battu pour l'abolition de l'esclavage, et aujourd'hui, nous nous battons pour la liberté économique. Le temps où un homme noir adulte devait mendier quoi que ce soit à un homme blanc adulte est révolu.

Ces appels étaient d'autant plus poignants que la plupart des membres de la Fraternité avaient un lien direct avec l'esclavage. Dans les pages du *Messenger*, l'organe officiel du syndicat, fut publiée l'histoire de Silas M. Taylor. Né esclave, Taylor était allé travailler dans une fabrique de tabac en Virginie après l'émancipation. Trouvant les conditions trop similaires à l'esclavage, il avait tenté, sans succès, de mener une grève. Il était devenu porteur, emploi qu'il a occupé pendant quarante ans, et devint le dirigeant de la section de Boston de la Fraternité.

Taylor a été licencié sans pension pour son militantisme, ce à quoi il a répondu : « Ils peuvent me retirer ma pension... Je ne suis pas vieux. Je suis né quand le BSCP a vu le jour. » L'histoire de Taylor incarnait la vie de tant d'autres porteurs et l'importance symbolique de la quête de liberté économique du syndicat.

Il était devenu difficile de dissocier le sort du syndicat de celui de la vie civique noire en général. Un dessin de presse pro-syndical

publié dans le *Messenger* montrait un porteur votant pour le syndicat avec la légende suivante : « Cette fois, je vote pour moi, mes enfants et ma race. » Le fait d'être favorable ou opposé à la fraternité est devenu un sujet brûlant qui a animé de violentes disputes entre les différentes couches de la société civile noire. Les historiens du travail noir Sterling D. Spero et [Abram L. Harris](#) ont écrit qu'il était « impossible pour tout dirigeant de rester neutre vis-à-vis du syndicat », et que prendre position était devenu un « test fondamental » de la militance raciale.

La presse noire a été mise sur la sellette et contrainte de se débattre avec cette question. Au départ, le *Chicago Defender*, qui percevait des recettes publicitaires de la Pullman Company, s'était opposé à la syndicalisation. N'hésitant jamais à lutter contre les forces antisyndicales au sein de la communauté noire, Randolph lança un boycott du journal lors d'un rassemblement de masse organisé par le syndicat à Chicago en 1927. À la fin de l'année, estimant que sa réputation auprès de la population noire avait plus de valeur que ses revenus publicitaires, le *Defender* se prononça en faveur de la Fraternité.

Bataille avec les tribunaux et l'entreprise

Tout en mobilisant la sympathie du public, les dirigeants du syndicat devaient continuer à recruter et à fidéliser leurs membres pendant que se déroulait une longue bataille judiciaire. En juin 1927, la commission de médiation du Railway Labor Act reconnut le syndicat comme représentant la majorité des porteurs de Pullman. Mais celui-ci n'avait toujours pas le pouvoir ni le moyen de forcer l'entreprise à négocier un contrat.

Randolph estimait que s'ils présentaient une menace de grève crédible et créaient une crise nationale, le Président pourrait être appelé à intervenir et à forcer l'entreprise à négocier. Le syndicat se lança dans la préparation de la grève et, au printemps 1928, affirma que plus de 6000 porteurs avaient voté en faveur de la grève. Mais Pullman ne se laissa pas intimider, affirmant qu'ils pouvaient facilement être remplacés. Le comité de médiation accorda foi aux déclarations de Pullman et estima que, puisqu'il n'y avait pas de crise, il n'était pas nécessaire de

faire intervenir le Président. Randolph, sous la pression du président de l'AFL, William Green, décida d'annuler la grève.

Le syndicat avait montré son jeu et perdu. Après des années d'élan, l'ensemble du projet fut remis en question. Randolph fut confronté à de sérieuses remises en question quant à son leadership, et tout cela ressemblait à une répétition de ses échecs passés. Le *St. Louis Argus* écrivit: «La chose à faire maintenant pour ceux qui lui ont accordé du crédit est d'en réclamer une grande partie en retour.» La déception causée par la grève avortée, combinée à la pression de la Grande Dépression, entraîna le syndicat dans une spirale mortelle.

Le nombre d'adhérents au BSCP est passé de 4632 en 1928 à 1091 en 1931. Ce furent des années de lutte personnelle intense pour ceux qui sont restés fidèles au syndicat.

**Randolph dirigeait le syndicat
vêtu d'un costume en lambeaux
et chaussé de chaussures trouées.
Il devait souvent faire passer le
chapeau à la fin des réunions afin
de pouvoir se rendre d'un endroit
à l'autre.**

E. J. Bradley, le dirigeant de la branche du BSCP de Saint-Louis, est l'un des symboles les plus puissants de ce sacrifice. Il a perdu deux maisons et sa femme à cause de son engagement et a vécu dans sa voiture jusqu'à ce que les créanciers lui prennent également celle-ci. Mais il a refusé d'abandonner et a reçu le titre de «plus noble Romain de tous».

En 1931, Spero et Harris, bien que grands partisans du syndicat depuis le début, étaient prêts à jeter l'éponge en 1931 et écrivaient: «L'espoir que ce mouvement devienne le centre et le point de ralliement de l'ensemble des travailleurs noirs est désormais mort.» Le syndicat a cependant réussi à rebondir, et pas seulement grâce à la foi et à la persévérance de la direction de la Fraternité.

L'élection de Franklin D. Roosevelt à la présidence en 1932 fut une bouée de sauvetage pour la Fraternité. Le New Deal est souvent décrié par les progressistes d'aujourd'hui, qui le décrivent au mieux comme sans importance pour les Noir·es et au pire comme un agent de discrimination raciale.



Cette conception va à l'encontre des faits historiques réels et de l'expérience vécue par les travailleurs noirs. Ainsi, William H. Harris, dans son récit sur le BSCP intitulé *Keeping the Faith*, affirme :

On ne saurait trop insister sur l'importance des changements apportés par la Grande Dépression, en particulier le New Deal, pour le succès de la Fraternité.

Les progrès ne furent pas immédiats, car les porteurs n'étaient pas couverts par le National Industrial Recovery Act [loi nationale sur la relance industrielle]. Mais en 1934, Roosevelt signa un amendement au Railway Labor Act (loi sur le travail dans les chemins de fer) qui incluait les porteurs, interdisait les contrats «yellow dog» [accord écrit contenant une promesse de ne pas adhérer à un syndicat] avec les syndicats d'entreprise comme l'ERP et obligeait les sociétés comme Pullman à négocier avec les syndicats qui représentaient la majorité de leurs travailleurs. Le changement de dynamique sur le terrain fut rapide. Tombé à 658 en 1933, le nombre de membres du BSCP remontait à 2 627 en 1934.

Le travail long et patient accompli par Randolph et la direction de la Fraternité pour obtenir le soutien de la communauté noire et de l'American Federation of Labor (AFL) portait ses fruits. En 1929, Randolph avait facilité la venue du président de l'AFL, William Green, à l'Église baptiste abyssinienne de Harlem pour s'adresser aux porteurs et aux dirigeant·es civiques noir·es. À l'époque, ce fut l'un des rares événements qui ont contribué à apaiser quelque peu les tensions justifiées entre les travailleurs noirs et l'AFL. Bien qu'elle ait toujours été un partenaire réticent et hésitant, le soutien institutionnel apporté par l'AFL aux porteurs a été crucial pour le succès final de la Brotherhood.

Des organisations noires de premier plan, telles que la NAACP et l'Urban League, ont commencé à se concentrer davantage sur les questions économiques et à soutenir les syndicats, en grande partie grâce à la propagande incessante de Randolph.

En 1934, Abram L. Harris a ainsi présidé le nouveau comité sur le plan et le programme futurs de la NAACP qui appelait à des mesures économiques radicales. L'Urban League a commencé à mettre en place des

conseils de travailleurs, qui sensibilisaient les Noirs aux avantages des syndicats. Les deux organisations ont publiquement soutenu la BSCP et, le 1^{er} juillet 1935, le syndicat a remporté une élection officielle organisée par les porteurs, par 5 931 voix contre 1 422.

Le 25 août 1937, douze ans jour pour jour après la première réunion publique de Randolph avec les porteurs, la Pullman Company signait une convention collective avec la Brotherhood of Sleeping Car Porters. Cette convention répondait à bon nombre des revendications initiales du syndicat et changeait la vie des porteurs. Le mois de travail était réduit de 400 heures à 200, les salaires augmentaient d'un total de 1,25 million de dollars et une procédure de règlement des griefs était mise en place.

Le *Chicago Defender* a décrit ce contrat comme «la plus importante transaction financière jamais négociée par un groupe de la race noire».

Roy Wilkins, qui avait lui-même travaillé comme porteur avant de devenir en 1955 président de la NAACP, a déclaré que trois événements survenus dans les années 1930 l'avaient rendu fier d'être noir. Deux d'entre eux étaient des événements sportifs : la performance de Jesse Owens lors des Jeux olympiques de 1936 et le KO de Joe Louis contre Max Schmeling la même année. Mais le troisième était le jour où la société Pullman, après une dispute contractuelle qui avait duré plus d'une décennie, a convoqué A. Philip Randolph et les dirigeants du BSCP et leur a dit : «Messieurs, la société Pullman est prête à signer.»

Un pilier du mouvement des droits civiques

Randolph n'a jamais pu dissocier son rôle de dirigeant syndical de celui de défenseur des droits civiques.

Après s'être imposée comme une force motrice dans le monde du travail noir, la Fraternité a utilisé son poids institutionnel et ses vastes réseaux sociaux pour stimuler l'activité politique contre les inégalités raciales.

La survenue de la Seconde Guerre mondiale a fourni une excellente occasion.

La guerre a mobilisé l'industrie et sonné le glas de la Grande Dépression. Mais les travailleurs noirs sont restés largement exclus des emplois dans les industries de défense. Cette question a touché un point sensible chezeux et a accentué la contradiction entre le fait de mener une guerre pour la démocratie tout en étant exclus. Pour le gouvernement américain, le problème risquait de dégénérer en une crise de sécurité nationale.

C'est là que se trouvait le levier de Randolph.

Randolph a appelé à une marche sur Washington afin d'obtenir des emplois pour les Noirs dans les industries de défense, ainsi que d'autres revendications telles que la déségrégation des forces armées. Aujourd'hui, les marches sur Washington attirent rarement l'attention, mais à l'époque, c'était une idée audacieuse, surtout lorsqu'il s'agissait de mobiliser les Noirs de la classe ouvrière pour la réaliser. Des sections du Mouvement de la marche sur Washington (MOWM) ont été créées dans tout le pays, et il n'était pas surprenant qu'elles soient les plus fortes là où il y avait de grandes sections locales du BSCP.

Les membres du BSCP dirigeaient cette initiative, le syndicat offrant des locaux pour les réunions et d'autres formes de soutien logistique. Randolph organisait de grands rassemblements à travers le pays, tandis que les porteurs faisaient passer le message lors de leurs trajets. Ce mouvement ne se contentait pas du lobbying poli auprès de la classe moyenne qui caractérisait la plupart des efforts de la NAACP à l'époque. Le MOWM avait un caractère plus militant et se développait dans les salles syndicales, les sections fraternelles, les salons, les cinémas, les bars et les salles de billard de la classe ouvrière noire américaine.

Randolph affirmait pouvoir rassembler 100 000 personnes noires dans la capitale fédérale. Personne ne pouvait vraiment estimer quel en serait le nombre. Cependant, Roosevelt reconnut que, quel que puisse être le nombre exact, la menace d'une grave agitation intérieure au moment où les États-Unis entraient en guerre était réelle. Il cèda et signa le décret 8802, interdisant la discrimination dans les industries de défense et

créant le Comité pour l'égalité dans l'emploi (FEPC).

Randolph et les porteurs ont réussi à mobiliser le militantisme noir pour obtenir des gains matériels concrets, ce que les nationalistes noirs radicaux n'ont pas réussi à faire.

Dans les années 1970, Richard Parrish, militant du MOWM, déclarait ainsi que la marche «avait effrayé ces gens comme rien d'autre ne l'avait jamais fait. Marcus Garvey, Malcolm X, H. Rap Brown, tous réunis, n'ont jamais eu le pouvoir, le vrai pouvoir de mettre en œuvre la menace qu'avait représentée la première marche».

Après avoir remporté cette victoire, Randolph a annulé la marche, mais a maintenu le mouvement en place afin de faire respecter l'ordre dans les localités. Bien qu'il n'ait duré que relativement peu de temps dans les années 1940, le MOWM a établi les réseaux sociaux, les stratégies de protestation et la confiance politique qui allaient s'épanouir pleinement pendant la «phase classique» du mouvement des droits civiques dans les années 1950 et 1960. Là encore, la Fraternité a joué un rôle déterminant.

Saint-Louis abritait à la fois une section très forte du MOWM et une section locale du BSCP, dont le dirigeant était le porteur T. D. McNeal. La section mobilisait régulièrement des centaines de personnes pour manifester devant les usines de fabrication d'armement et avait organisé un rassemblement massif contre les licenciements qui avait rassemblé 10 000 personnes. En mai 1942, ils ont mené une marche silencieuse de 500 personnes autour du complexe de l'US Cartridge Company, qui a abouti à l'augmentation des salaires des travailleurs noirs et à l'embauche de 72 femmes noires.

Anticipant l'utilisation généralisée de cette tactique dans les années 1960, le MOWM de Saint-Louis a organisé des sit-in devant des restaurants et des entreprises de services publics comme la Southwestern Bell Telephone, qui ont abouti à des accords pour l'embauche de travailleurs/travailleuses noires. Le FBI, qui s'intéressait avec inquiétude au MOWM, a conclu que «l'organisation

noire la plus active de la ville de Saint-Louis est le March on Washington Movement».

Le MOWM a prospéré dans d'autres villes comme Chicago et New York, également bastions du BSCP.

Le 16 juin 1942, l'événement du MOWM organisé au Madison Square Garden de New York a été décrit par le *Pittsburgh Courier* comme «le plus grand rassemblement racial de l'histoire de cette ville». Il ne s'agissait pas seulement d'un rassemblement, mais d'un tour de force d'expression politique et culturelle noire. Des saynètes sur le thème des droits civiques furent jouées et des discours militants furent prononcés par une liste impressionnante de dirigeants noirs. Adam Clayton Powell Jr, pasteur de l'Abyssinian Baptist Church et membre du conseil municipal, profita de l'événement pour annoncer sa candidature historique au Congrès.

L'historien David Welky a décrit ainsi la présence captivante du MOWM à Harlem :

Environ 18 000 Africain·es-Américain·es affluèrent dans le centre-ville dans leurs plus beaux habits du dimanche. Les femmes coiffées de chapeaux festifs et les hommes vêtus de cravates solennelles ont envahi les bus et les métros. [...] La culture de rue de Harlem s'est tue par respect pour l'audace de Randolph.

Lorsque le Congress of Industrial Organizations (CIO)³ a commencé à s'atteler sérieusement à la tâche d'organiser les travailleurs/travailleuses noir·es, il s'est largement appuyé sur les réseaux politiques noirs qui s'étaient développés dans le cadre du soutien au BSCP et au MOWM. [Halena Wilson](#), par exemple, était présidente du Chicago Women's Economic Council et a été sollicitée pour aider à organiser l'Inland Steel Company à Indiana Harbor. Elle s'est appuyée sur ses liens avec le BSCP pour aider 5 000 travailleurs/travailleuses noirs·es à s'inscrire au Steel Workers Organizing Committee en 1937.

3. Groupe de syndicats des travailleurs de l'industrie, qui se sépare à partir de 1935 de l'AFL en rompant notamment avec les syndicats de métier.

La période intense d'activité menée par le BSCP dans les années 1930 et 1940 a ouvert aux femmes noires la possibilité d'exercer un rôle dirigeant dans le militantisme politique noir.

Même si souvent cela ne se traduisait pas par une place officielle dans les organigrammes, les femmes noires ont joué un rôle essentiel dans l'organisation d'actions directes et dans la gestion administrative des activités du mouvement.

Randolph était un dirigeant inspirant et visionnaire, mais ce sont des femmes comme [E. Pauline Myers](#) et [Anna Arnold Hedgeman](#) qui ont principalement dirigé les bureaux du MOWM en s'occupant des tâches organisationnelles quotidiennes qui ont permis à l'organisation de fonctionner. T. D. McNeal a admis que, même s'il avait été le visage du mouvement de *sit-in* pour l'emploi à Saint-Louis, «ce sont ces femmes qui ont vraiment fait le travail».

[Maida Springer](#), qui est devenue organisatrice pour l'International Ladies' Garment Workers' Union (ILGWU), cite Randolph comme l'un de ses premiers mentors importants. Elle se souvient, lorsqu'elle était enfant, d'être allée chez un·e ami·e de la famille pour prendre des tracts pour la campagne syndicale du BSCP. Elle a défilé avec le syndicat lorsqu'il a obtenu son premier contrat en 1937 et a fait partie du cercle restreint de Randolph pendant le MOWM des années 1940.

Les femmes de l'association Ladies Auxiliary de la BSCP n'ont pas seulement aidé leurs maris dans leur lutte pour former un syndicat; elles se sont également engagées pendant la guerre dans les mouvements portant sur la consommation. Les salaires plus élevés obtenus par les porteurs Pullman ont permis à de nombreuses épouses de rester à la maison sans travailler, un luxe rare pour la plupart des femmes noires à l'époque.

Certains comités d'auxiliaires, comme à Chicago, ont formé des groupes de lecture s'intéressant aux coopératives de consommateurs/trices et ont même créé les leurs.

Certains de ces groupes de femmes ont fait pression sur le Congrès pour qu'il adopte une loi sur le contrôle du prix du lait et ont activement soutenu l'Office of Price

Administration (OPA) afin de faire respecter le contrôle des prix au niveau local. À Saint-Louis, ils ont par exemple surveillé les prix des loyers. L'OPA a officiellement reconnu l'association d'aide féminine du BSCP de Denver et a déclaré : «Aucune femme de la ville n'est mieux informée ou plus coopérative que ces femmes.»

L'expérience de ce mouvement nous offre aujourd'hui une multitude d'enseignements sur l'importance de susciter un large soutien public, d'éduquer politiquement et de faire d'un syndicat un pilier institutionnel pour mener des combats politiques plus importants.

Compte tenu de tout cela, il n'est pas surprenant que le BSCP ait joué un rôle central lors de l'événement catalyseur du mouvement moderne des droits civiques : le boycott des bus de Montgomery. E. D. Nixon, président du BSCP de Montgomery, a payé la caution de Rosa Parks après son arrestation. Le local syndical du BSCP de Montgomery est devenu le lieu de réunion du mouvement de boycott, tandis que la grande expérience de Nixon en matière d'organisation et son vaste réseau social ont été inestimables tout au long du mouvement.

Les porteurs Pullman ont été les yeux et les oreilles itinérants de la lutte pour les droits civiques : ils signalaient par exemple les lynchages à des groupes tels que la NAACP. Le syndicat a apporté un soutien financier et juridique aux travailleurs noirs hautement qualifiés, tels que les pompiers, les serre-freins et les aiguilleurs, qui luttaient pour mettre fin à la discrimination à l'emploi et conserver leur travail. Lors de la Marche sur Washington, qui concrétisait l'idée initiale d'A. Philip Randolph, le BSCP a fait un don de 50 000 dollars.

La Fraternité n'était pas seulement un syndicat de travailleur·euses noir·es. C'était un mouvement : une institution pour le progrès économique et l'égalité sociale des Noir·es. Le syndicat incarnait la nécessité de fonder les droits civiques sur une perspective économique et une base ouvrière.

Transposer les expériences de 1925 à 2025 est dangereux et risqué. Le BSCP s'est appuyé sur un vaste réseau de la société civile au sein des communautés noires, qu'il a mobilisé pour amplifier et renforcer ses objectifs. Nous vivons dans une société beaucoup plus atomisée, où la vie associative est en déclin. Mais les individu·es continuent de s'engager dans des ligues sportives, des Églises, des associations de parents d'élèves et d'autres organisations. Les travailleurs et les travailleuses noir·es occupent toujours une place importante dans notre économie, des usines automobiles et des entrepôts aux services postaux et aux écoles publiques.

En février 2025, la section locale 100 du syndicat des Teamsters a organisé un événement dans le cadre du Mois de l'histoire des Noir·es dans les locaux syndicaux à Cincinnati, dans l'Ohio. Plus de 150 membres ont rempli la salle, dont beaucoup assistaient rarement aux réunions syndicales. Ce réseautage social a semé les graines d'une campagne en faveur de la signature d'un [contrat](#) menée par les employé·es de Zenith Logistics, un opérateur tiers de Kroger où la plupart des travailleurs/travailleuses sont noir·es et latino-américain·es. Elles et ils ont rassemblé des questionnaires sur les contrats en plusieurs langues, ont porté des t-shirts «Will Strike if Provoked» (Nous ferons grève si nous sommes provoqué·es) et ont tous pointé en même temps devant la direction. Les employé·es ont obtenu un contrat avec de meilleurs salaires et des avantages sociaux qu'elles et ils aient jamais connus. Ont également été obtenues des clauses protégeant les employé·es contre les raids de l'ICE. Certain·es de ces membres deviennent aujourd'hui des dirigeant·es sur le terrain et ont fièrement participé à la convention des Teamsters for a Democratic Union.

On ne peut s'empêcher de voir en elles et en eux l'esprit de la Fraternité.

Paul Prescod est rédacteur en chef adjoint du magazine [Jacobin](#).

Source : [Jacobin](#), 12 juin 2025. Traduit en français par Didier Epzstajn.

Ce que l'amitié de Noam Chomsky avec Jeffrey Epstein révèle sur la politique progressiste

Kavita Krishnan

67

L'icône de la gauche a fermé les yeux sur les violences sexuelles, tout comme les progressistes littéraires et culturels indiens ont embrassé un homme dont la condamnation pour viol a été annulée.

J'ai rencontré toutes sortes de gens, y compris des criminels de guerre majeurs. Je ne regrette pas d'avoir rencontré l'un d'entre eux.

Telle fut la réponse belliqueuse de l'intellectuel Noam Chomsky en 2023 à la question d'un journal sur ses liens avec Jeffrey Epstein¹. Plus récemment, les courriels d'Epstein révèlent une amitié étroite avec Chomsky et son épouse².

Un témoignage (non daté mais rédigé en 2017 ou après) écrit par Chomsky pour Epstein présente un intérêt particulier. Il y décrit leur amitié de six ans comme une expérience «précieuse» et «enrichissante», grâce à l'étendue intellectuelle et aux idées d'Epstein. Il y affirme que :

Jeffrey a pu organiser à plusieurs reprises, parfois sur-le-champ, des rencontres très productives avec des personnalités de premier plan dans les sciences et les mathématiques, ainsi que dans la politique mondiale, des gens dont j'avais étudié les travaux et les activités mais que je n'avais jamais espéré rencontrer.

Dans la tristement célèbre interview de la BBC Newsnight, on a demandé à Andrew Mountbatten Windsor³ si, rétrospectivement, sachant qu'Epstein était un pédophile et un prédateur sexuel, il ressentait une quelconque «culpabilité, regret ou honte» concernant son amitié avec Epstein. Non, répondit-il, «la raison étant que les personnes que j'ai rencontrées et les opportunités qui m'ont été données d'apprendre soit par lui soit grâce à lui étaient en fait très utiles... [cela] a eu des résultats sérieusement bénéfiques dans des domaines qui n'ont rien à voir avec [ses crimes]».

Chomsky et Andrew disent tous deux qu'ils ne regrettent pas d'avoir été amis avec Epstein parce que grâce à lui, ils ont pu rencontrer des personnes utiles et importantes.

Andrew fait face à l'accusation d'avoir violé une jeune fille mineure victime de trafic par Ghislaine Maxwell⁴ et Epstein. Je dois souligner ici que connaître ou rencontrer Epstein n'implique en aucun cas que Chomsky ait été complice de ses crimes contre des filles et des femmes. Je ne suggère pas une «culpabilité par association» et je ne cherche pas à lui porter un coup bas.

Mais pour moi, la question est la suivante : que nous dit la relation de Chomsky avec Epstein sur l'importance accordée aux survivantes de violences sexuelles dans notre

1. Jeffrey Epstein était un financier américain et délinquant sexuel condamné. Il est, décédé en prison en 2019 alors qu'il attendait son procès pour des accusations fédérales de trafic sexuel de mineures. Il a cultivé des relations avec de nombreuses personnalités influentes de la politique, du monde universitaire et des affaires.

2. Voir «Why the rich and powerful couldn't say no to Epstein», [Europe solidaire sans frontières](#).

3. Le prince Andrew, duc d'York, deuxième fils de la reine Elizabeth II. L'interview, diffusée en novembre 2019, a été largement critiquée pour son absence de remords concernant son amitié avec Epstein.

4. Ghislaine Maxwell, mondaine britannique et délinquante sexuelle condamnée, a été reconnue coupable en 2021 d'avoir recruté et manipulé des adolescentes pour Epstein.



politique – dans la politique de gauche et progressiste ?

En 2005, les autorités avaient commencé à enquêter sur les allégations de 36 filles mineures, dont une âgée de seulement 14 ans, selon lesquelles Jeffrey Epstein les avait contraintes à lui donner des massages sexuels et les avait livrées à d'autres hommes. Elles ont mis au jour une masse de preuves corroborant les paroles des filles, et finalement, en 2008, un projet d'acte d'accusation l'a inculpé de 60 chefs d'accusation fédéraux, suffisants pour lui valoir une peine de prison à vie.

Mais Epstein s'en est notoirement tiré avec une simple tape sur les doigts. Dans un accord de plaidoyer complaisant, il a avoué une accusation mineure de sollicitation d'une mineure pour prostitution et a passé 13 mois dans un régime de prison ouverte où il était libre le jour et retournait en prison la nuit.

Tout cela a été largement discuté et critiqué dans les médias grand public.

En 2023, Chomsky a expliqué pourquoi lui et son épouse s'étaient liés d'amitié avec Epstein malgré sa condamnation pour crimes sexuels contre des filles mineures. «Ce que l'on savait de Jeffrey Epstein, c'est qu'il avait été condamné pour un crime et avait purgé sa peine», a-t-il déclaré. «Selon les lois et normes américaines en vigueur, cela donne une ardoise vierge.»

Analysons cela d'un peu plus près. Chomsky est une icône de la gauche dont les écrits ont initié des générations à la nature du pouvoir, à l'impunité des puissants et à la propagande qui fabrique le consentement à une telle iniquité, violence et impunité systémiques⁵. Si des enfants de la classe ouvrière

5. Pour une critique de gauche de l'analyse politique de Chomsky, voir «Harsh Critique of Chomsky on Ukraine», [Europe solidaire sans frontières](#), avril 2022.

s'étaient plaints d'avoir été exploités par un PDG richissime pour effectuer un travail toxique et dangereux, et que ce PDG s'en était tiré avec une simple tape sur les doigts, Chomsky soutiendrait-il qu'il a désormais une ardoise vierge ?

Mais les règles semblent différentes lorsque les enfants de la classe ouvrière en question sont des filles, victimes de trafic et réduites en esclavage non pas pour le travail en usine mais pour le travail sexuel. Dans le monde politique de Chomsky, ces survivantes individuelles de prédation sexuelle sont invisibles.

Le terme clé dans le témoignage de Chomsky est «normes en vigueur». L'allusion est que le mouvement MeToo a changé les normes en vigueur et que l'amitié de Chomsky avec Epstein ne doit pas être jugée selon les nouvelles normes féministes⁶. Mais c'est faux. Même des responsables policiers ont publiquement condamné l'accord de plaider d'Epstein comme une parodie des normes de justice en vigueur, tout comme la plupart des commentateurs des médias «grand public». Pourquoi Chomsky était-il satisfait d'accepter les normes de l'accord de plaider qui étaient tombées à un niveau honteusement bas selon tous les critères ?

S'adressant aux médias en 2008 après son plaider de culpabilité, Epstein a utilisé une métaphore stupéfiante qui révélait comment il percevait ses actes et les «lois et normes en vigueur». Il «s'est comparé à Gulliver naufragé parmi les habitants minuscules de Lilliput», affirmant que «l'espièglerie de Gulliver avait eu des conséquences imprévues. C'est ce qui arrive avec la richesse. Il y a des fardeaux inattendus aussi bien que des avantages».

Dans son courriel à Epstein, rappelons-le, Andrew a signé avec les mots «On joue plus tard». La prédation pédophile est perçue par Epstein et son cercle comme de l'«espièglerie». Epstein se voyait comme quelqu'un de spécial, autorisé par sa richesse à «jouer» avec des «personnes minuscules» comme des filles mineures sans argent ni statut. Les

lois et normes en vigueur avaient été faites par des personnes minuscules, à l'esprit étroit, qui ne pouvaient pas comprendre la culture de ceux qui étaient tellement au-dessus de leur condition.

En tant qu'intellectuel public, Chomsky est perçu comme un défenseur des «personnes minuscules». Mais il s'est lié d'amitié avec Epstein et s'est porté garant de lui – et n'a jusqu'à ce jour pas prononcé un seul mot de soutien aux survivantes «minuscules».

Le fait que Chomsky ait exprimé son admiration pour la capacité d'Epstein à décrocher son téléphone et à se connecter immédiatement aux Grands de ce monde est révélateur : n'a-t-il vraiment pas pensé que cette capacité, ces connexions, pourraient avoir quelque chose à voir avec la légèreté de sa peine ?

Pourquoi Chomsky a-t-il même écrit ce témoignage pour Epstein adressé «À qui de droit»? Nous savons qu'Epstein a lancé une grande campagne de relations publiques pour se réhabiliter après avoir plaidé coupable d'abus sexuel sur enfant. Cette campagne de relations publiques comprenait des dons aux universités et des rencontres avec des intellectuels et des scientifiques, tout cela contribuant à redorer son image ternie. Chomsky a-t-il écrit ce témoignage à la demande d'Epstein – sa contribution à cette campagne de relations publiques? Chomsky a écrit ce témoignage en tant que personnalité publique – il doit maintenant au public d'expliquer pourquoi il l'a fait.

Le problème, c'est que Chomsky n'est pas une exception. Ici en Inde, je viens de lire des critiques élogieuses d'une représentation théâtrale de Mahmood Farooqui dans *Dastan-e-Ret-Samadhi*, une adaptation du roman hindi *Ret Samadhi* (pour lequel l'écrivaine et la traductrice, toutes deux femmes, ont reçu le Booker Prize⁷). Farooqui a été condamné pour viol et sa condamnation a été annulée par une juridiction supérieure⁸.

6. Sur l'impact du mouvement MeToo sur l'évolution des attitudes sociales envers les violences sexuelles, voir Park Ji-ah, «#MeToo and #WithYou in South Korea – Korea's Fight Against Sexual Violence», [Europe solidaire sans frontières](#), 2018.

7. Le International Booker Prize 2022 a été décerné à Geetanjali Shree pour *Ret Samadhi (Tomb of Sand)*, traduit par Daisy Rockwell. C'était le premier roman en hindi à remporter ce prix.

8. Sur le schéma plus large de l'impunité pour les violences sexuelles en Inde, voir «India: Rapists Roam Free While Victims and Activists Are Jailed», [Europe solidaire sans frontières](#), janvier 2011.

Le juge qui l'a acquitté a accepté l'évaluation du tribunal de première instance selon laquelle la parole de la survivante était crédible et qu'elle avait bien dit «non». Selon la lettre et l'esprit de la loi «en vigueur», c'est un viol, clair et net. Mais le juge a créé un nouveau concept juridique, abaissant les lois et normes en vigueur, pour acquitter. Un «non faible», a-t-il statué, pouvait signifier un oui?

L'expression même «non faible» rappelle que la survivante a bien dit non, ce qui prouve qu'elle a, en fait, été violée contre sa volonté. J'entends des amis progressistes dire: «Il a été acquitté, donc il est innocent, alors pourquoi ne devrions-nous pas lui donner une tribune, nous ne pouvons pas le punir à perpétuité.»

À chacun d'entre eux, je dis: vous êtes libres de donner une tribune à Farooqui et de le célébrer. Mais sur chaque scène, chaque page où vous le faites, vous affichez votre approbation retentissante et votre publicité pour la devise – Un Non faible est un Oui. Comme Chomsky, vous aussi êtes heureux d'embrasser la parodie la plus grotesque et la plus farcesque des normes judiciaires comme les vôtres⁹.

Le juge du «non faible» a imposé à une femme éduquée un standard plus élevé pour son non: c'était son travail de rendre son «non» suffisamment énergique pour que l'homme comprenne. Mais il a imposé à l'homme un standard très bas: malgré sa maîtrise du langage, de la littérature, des arts du spectacle et du cinéma, on ne pouvait pas attendre de cet homme qu'il comprenne que non signifie vraiment non. On ne pouvait pas attendre de lui qu'il utilise ses mots en cas de doute et demande à la femme – tu as dit non, veux-tu que j'arrête?

Chomsky était ébloui par Epstein et son compagnon de dîner «le grand artiste»

9. Le jugement de la Haute Cour de Delhi de septembre 2017 acquittant Farooqui a introduit le concept controversé selon lequel un «non faible» peut constituer un consentement, une décision largement critiquée par les juristes féministes et les organisations de défense des droits des femmes.

10. Sur l'histoire des luttes féministes contre les violences sexuelles en Inde, voir Vibhuti Patel, «Women's Struggles & Women's Movement in India», [Europe solidaire sans frontières](#).

Woody Allen¹¹ (également accusé d'avoir abusé sexuellement de sa propre fille quand elle était enfant). Les progressistes littéraires et culturels de l'Inde sont éblouis par l'art de l'homme avec la feuille de vigne du «non faible».

Si vous considérez les accusations d'agression sexuelle contre un homme comme sans rapport avec votre évaluation politique de son intellect, de son art et de ses idées, vous êtes le contraire d'un progressiste. Les normes ont progressé et vous feriez mieux de vous mettre à jour ou d'être laissé-pour-compte¹².

Kavita Krishnan, militante féministe et écrivaine, auteure de *Fearless Freedom* (Penguin, 2020).

EN FRANÇAIS

«Multipolarité: une doctrine au service des autoritarismes», *Adresses*, n° 0/4, 23 janvier 2024.

«La "boîte à outils" de la droite américaine reflète celle de l'Inde», *Adresses*, n° 3/26, 24 juin 2024.

Source: [Scroll.in](#), 6 décembre 2025. Traduit en français par Adam Nowak et publié par [Europe solidaire sans frontières](#).

EN COMPLÉMENT POSSIBLE

Rebecca Solnit, «Le livre d'anniversaire offert à Epstein vous choque-t-il? Cette culture était omniprésente avant le féminisme contemporain», [Entre les lignes entre les mots](#).

À propos de Noam Chomsky, sans remonter à la polémique qu'il a suscitée en 1979 en apportant son soutien à «la liberté d'expression» du négationniste Robert Faurisson, on se reportera à l'article de Stanley Heller, «Une sévère critique de la position de Chomsky sur l'Ukraine», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 6, 9 mai 2022.

11. Woody Allen, cinéaste américain, fait face depuis longtemps à des accusations d'abus sexuels de la part de sa fille adoptive Dylan Farrow, remontant à 1992. Il a nié ces accusations.

12. Sur la façon dont le courage des survivantes qui prennent la parole transforme les normes sociales autour des violences sexuelles, voir Aurélie-Anne Thos, «France: Mazan trial, rape as a political fact», [Europe solidaire sans frontières](#), septembre 2024. Voir aussi Andrew Harding, «Gisèle Pelicot: How an ordinary woman shook attitudes to rape in France», [Europe solidaire sans frontières](#), 17 décembre 2024.

Ce que l'effondrement d'El-Fasher nous apprend sur la guerre au Soudan, sur la révolution et la nécessaire solidarité

Mena Solidarity Network

71

La chute d'El Fasher - capitale du Darfour-Nord et dernier bastion des Forces armées soudanaises (FAS) dans la région - marque un nouveau chapitre terrifiant dans la guerre contre-révolutionnaire au Soudan. Autrefois fier centre communautaire, commercial et de résistance, la ville a été prise par la milice des Forces de soutien rapide (FSR) fin octobre 2025, après plus de dix-huit mois de siège, ce qui a entraîné des souffrances indescriptibles.

Des témoins oculaires et des groupes de défense des droits humains ont documenté des atrocités à grande échelle : nettoyage ethnique, exécutions massives, blocus de l'aide alimentaire et médicale, viols et violences sexuelles, et ciblage délibéré de civils qui fuyaient pour se mettre en sécurité¹.

Ce qui se passe à El Fasher n'est pas une tragédie isolée. Il s'agit du dernier épisode, le plus sanglant, d'une guerre entre deux milices rivales : les FAS, dominées par les vestiges de l'ancien régime des Frères musulmans, qui ont une longue histoire de violence étatique et de génocide, et les FSR, une force paramilitaire issue des milices Janjaweed² responsables du génocide au Darfour dans les années 2000. Ces deux forces sont issues du même État répressif que la révolution populaire de 2018 cherchait à renverser.

Depuis le début des combats en avril 2023, des centaines de milliers de personnes ont

été assassinées et plus de 15 millions ont été contraintes de quitter leur foyer, créant ainsi la plus grande crise humanitaire au monde à l'heure actuelle.

La révolution détournée

La guerre actuelle est une conséquence directe de la contre-révolution menée contre la révolution soudanaise de 2018. Des millions de personnes sont descendues dans la rue dans le cadre d'un soulèvement massif et non violent, organisé par les Comités de résistance-Resistance Committees (RCs) de quartier, l'Association professionnelle soudanaise-Sudanese Professional Association (SPA), les Forces de la liberté et du changement-Forces of Freedom and Change (FFC) - une coalition de partis d'opposition établis - et des organisations de femmes et d'étudiants afin de renverser la dictature d'Omar el-Béchir, au pouvoir depuis trente ans. Les slogans de la révolution - « Liberté, paix et justice » - exprimaient le rejet de décennies de régime militaire, d'exploitation capitaliste, d'inégalités et de violence d'État.

Cependant, la plus grande force de la révolution - sa spontanéité et son énergie populaire - était aussi sa plus grande vulnérabilité. Elle manquait d'une force révolutionnaire organisée et indépendante, capable de pousser les masses à la prise du pouvoir et au démantèlement de l'appareil d'État et des structures de l'ancien régime. En l'absence d'une telle direction, les FFC, sous la pression des puissances régionales et des gouvernements occidentaux, ont abandonné les acquis de la révolution. L'accord de partage du pouvoir conclu en 2019 avec les généraux de l'ancien régime n'a pas marqué

1. NdT. Un chercheur de l'université de Yale, Nathaniel Raymond, qui anime le Humanitarian Research Lab, indiquait le 4 novembre que les FSR creusaient des fosses communes pour tenter de faire disparaître des centaines de cadavres de personnes exécutées.

2. NdT. Milices du Darfour avec une dimension de suprémacisme arabe.



un pas vers la démocratie, mais a constitué un recul stratégique qui a légitimé la junte militaire et maintenu intacts l'appareil capitaliste et sécuritaire. Il a placé les deux architectes militaires de la contre-révolution – le général Abdel Fattah al-Burhan des Forces armées soudanaises (FAS) et le général Mohamed Hamdan Dagalo («Hemedti») des Forces de soutien rapide (FSR) – au centre du nouvel ordre.

Ensemble, ils ont assassiné et torturé des dizaines de milliers de révolutionnaires, perpétré les massacres du 3 juin 2019 lors de 14 sit-in où des milliers de personnes ont été massacrées, puis orchestré le coup d'État d'octobre 2021 qui a dissous le gouvernement de transition et séquestré les ministres civils et les forces révolutionnaires.

La guerre qui a éclaté en avril 2023 était la conséquence inévitable de l'échec de ce compromis: un violent affrontement entre deux milices rivales du même régime, chacune luttant pour contrôler l'État et ses richesses. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas l'effondrement de la révolution soudanaise, mais la banqueroute des forces contre-révolutionnaires qui ont cherché à la tuer.

El Fasher : une tragédie humaine

La chute d'El Fasher, le 27 octobre 2025, est survenue après un siège de dix-huit mois et à la suite de l'accord des Forces armées soudanaises (FAS) autorisant les FSR à regagner la ville depuis d'autres régions,

notamment de Khartoum, quelques mois plus tôt. Cela représente une escalade catastrophique dans la guerre qui sévit actuellement au Soudan.

Les rapports provenant du terrain brossent un tableau d'une horreur inimaginable :

- **massacres** : au moins 1 500 à 2 000 civils ont été tués au cours des premiers jours de la prise de pouvoir par les FSR alors qu'ils tentaient de fuir.

Massacres dans les hôpitaux : dans un crime de guerre odieux, les combattants de la FSR ont pris d'assaut le Saudi Maternity Hospital et «ont tué de sang-froid toutes les personnes qu'ils ont trouvées à l'intérieur», y compris les patients, leurs accompagnants et le personnel médical. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rapporté que 460 personnes ont été tuées lors de cette seule opération.

- **Nettoyage ethnique** : les violences ont été marquées par une campagne délibérée et systématique de meurtres et d'extermination, visant les groupes ethniques non arabes tels que les Zaghawa et les Masalit, faisant écho aux atrocités commises il y a vingt ans.

- **Atrocités généralisées** : les survivant-es font état d'exécutions sommaires, de ratisages de maison en maison, de violences sexuelles et de viols généralisés contre les femmes et les jeunes filles, et du meurtre de civils en fuite. Des vidéos ont été diffusées montrant des combattants des FSR exécutant des hommes non armés.

Dans une déclaration, le Syndicat des médecins soudanais au Royaume-Uni a condamné les événements d'El Fasher comme étant «équivalant à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité» et a averti que «ces actions font peser la menace d'une catastrophe humanitaire imminente et à grande échelle».

De son côté, les FAS ont annoncé un retrait – comme elles l'avaient fait dans d'autres villes telles que Madani et Sinja – en invoquant les massacres de civils perpétrés par la FSR. En réalité, il ne s'agissait pas d'un échec tactique, mais d'une décision politique mûrement réfléchie. Les FAS ont choisi d'abandonner à leur sort les 250 000 habitants restants à El Fasher³, troquant des vies contre leur survie politique. En laissant les FSR se retirer sans opposition des autres fronts, les FAS ont volontairement sacrifié le Darfour et sa population afin de consolider leur contrôle sur Khartoum et la région, et de protéger leur propre pouvoir, prouvant une fois de plus que les deux milices ne servent que les intérêts de la classe gouvernante, et non ceux du peuple soudanais.

Les comités et les forces de résistance soudanais signataires de la Charte révolutionnaire pour l'établissement de l'autorité populaire ont établi une double responsabilité claire :

Nous tenons les Forces de soutien rapide (FSR) – la milice Janjaweed – et leurs alliés... les forces régionales et internationales qui les soutiennent, menées par les Émirats arabes unis, pleinement responsables de ces massacres, violations, meurtres, pillages et de tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité qui atteignent le stade du génocide.

Ils ont également condamné avec la même fermeté le rôle de l'armée dans la trahison des civils :

Nous tenons également les dirigeants de l'armée... pour responsables d'avoir abandonné leur devoir de protéger les civils non armés, les laissant seuls face au fascisme de la milice Janjaweed. Leurs actions – mobilisation des forces, escalade de la guerre...

3. NdT. La ville a réuni à une certaine époque plus d'un million d'habitants.

et imposition aux civils du coût de ces décisions – sont devenues un schéma persistant et délibéré.

La triste réalité est que ce qui se passe dans la région du Darfour n'est pas une tragédie soudanaise, mais la continuation de plusieurs décennies de crimes commis par le régime militaire soudanais à travers le Soudan, à divers degrés et à différentes étapes. C'est le résultat d'une désinvolture politique et économique, d'une concurrence pour les ressources⁴ et d'une violence étatique et par procuration qui remonte à plusieurs décennies.

Impérialisme mondial et menace de partition

La guerre au Soudan n'est pas simplement un conflit interne entre deux factions armées : c'est une crise alimentée et exacerbée par la rapacité et les intérêts stratégiques des puissances mondiales et régionales. Ce qui a commencé comme une lutte entre milices rivales s'est transformé en une guerre par procuration, les États impérialistes et les régimes voisins se disputant le contrôle de l'or, des ressources naturelles, des terres fertiles et de la position stratégique du Soudan le long de la mer Rouge.

Milices	Soutiens étrangers	Intérêts
Forces de soutien rapide (FSR)	Émirats arabes unis (EAU) : principal soutien, fournissant des armes sophistiquées (notamment des drones de fabrication chinoise), un soutien financier et des voies logistiques. Russie : le groupe Wagner fournit un soutien militaire en échange d'un accès aux lucratives mines d'or du Soudan. Libye (Haftar) et Tchad : servent de centres logistiques et de relais pour les armes et les combattants.	Contrôle des mines d'or, des terres agricoles et accès stratégique à la mer Rouge et au Sahel.
Forces armées soudanaises (FAS)	Égypte : fournit un soutien militaire et politique pour sécuriser sa frontière sud et son influence sur les ressources en eau du Nil. Turquie : a fourni des drones Bayraktar TB2, renforçant ainsi la puissance aérienne des FAS. Iran et Arabie saoudite : fournissent un soutien militaire et financier à des degrés divers pour contrer leurs rivaux et assurer leur influence régionale.	Maintien de l'emprise de l'établissement militaire traditionnel sur l'État et l'économie, contrôle des ressources et des terres, et contrôle des terres et des ressources stratégiques.

Alors que de nombreux États sont impliqués dans l'armement ou le financement d'un ou des deux camps, le tableau ci-dessus met en évidence seulement les principaux acteurs qui soutiennent directement ce bain de sang.

Les gouvernements états-uniens et européens condamnent rituellement «les deux camps», mais continuent de soutenir ces

4. NdT. Le Soudan possède des ressources importantes en or, en cuivre, en fer, en uranium, en terres rares, en pétrole.

mêmes milices par l'intermédiaire de leurs alliés et agents régionaux. Les armes et l'argent affluent librement des monarchies du Golfe et des régimes voisins, assurant ainsi le réapprovisionnement constant de la machine de guerre. Les mêmes gouvernements qui ont financé et aidé à mettre en place les FSR dans le cadre du soi-disant «processus de Khartoum» – en échange de la sécurité des frontières européennes [blocage de l'immigration] – et qui ont cherché à mettre fin à la révolution depuis son début en 2018, se posent désormais en arbitres neutres de la paix. Leur véritable préoccupation n'est pas la souffrance du peuple soudanais, mais la préservation d'un ordre régional qui protège les profits, les routes commerciales et le pillage des ressources.

Il s'agit là d'une forme moderne d'impérialisme: non plus la domination coloniale directe du passé, mais une domination exercée par l'intermédiaire de clients, de contrats et du chaos. Les puissances mondiales n'ont plus besoin de planter leur drapeau; elles maintiennent leur contrôle en finançant ceux qui protégeront leurs intérêts, quel qu'en soit le coût humain.



Cette ingérence internationale a non seulement prolongé la guerre, mais elle conduit activement le pays vers la désintégration. La chute d'El Fasher donne aux FSR le contrôle quasi total de la vaste région du Darfour, qui est presque aussi grande que la France. Les FSR ont déjà mis en place un «gouvernement de paix et d'unité» parallèle pour administrer leurs territoires depuis le Darfour, tandis que le gouvernement dirigé par les FAS opère depuis Port-Soudan, sur la mer Rouge. Aucun de ces soi-disant gouvernements n'a de légitimité ni de soutien populaire. Cette partition *de facto*, qui divise le pays entre l'est et

l'ouest, est un scénario que certains acteurs régionaux considèrent désormais comme un résultat acceptable, à l'image de la division de la Libye. Pendant ce temps, les deux milices continuent de créer et d'armer de nouvelles forces, accélérant la fragmentation du Soudan et déchirant la société, transformant la guerre en un conflit civil généralisé qui menace non seulement le Soudan, mais toute la région. À la mi-2024, les États de l'est accueilleraient déjà à eux seuls au moins 22 milices en plus des FAS et des FSR, un nombre qui n'a fait qu'augmenter à mesure que la guerre s'intensifie et que les vestiges de l'ancien régime appellent à la mobilisation de la population. La militarisation domine désormais la vie quotidienne au Soudan, laissant les citoyens ordinaires supporter le coût le plus lourd d'une guerre motivée par le pouvoir, le profit et la cupidité étrangère.

Rejeter les deux milices et dénoncer la complicité mondiale

Nous devons rejeter le faux choix entre les milices des FAS et celles des FSR et la propagande qui cherche à légitimer l'un ou l'autre camp. Comme l'affirme l'analyse de MENA Solidarity, les deux sont des ennemis de la révolution populaire de 2018, tout aussi criminels l'un que l'autre, et constituent des obstacles au changement révolutionnaire.

Il est également essentiel de ne pas se concentrer uniquement sur la condamnation d'un seul soutien à la guerre, comme les Émirats arabes unis (EAU-UEA), malgré leur rôle de premier plan dans l'armement, le financement et le soutien de la machine de guerre des FSR. Cela risquerait de masquer le réseau plus large de complicité, car les EAU-UEA opèrent au sein d'un réseau impérial mondial où les puissances occidentales, les monarchies du Golfe et les régimes régionaux partagent tous la responsabilité de la destruction du Soudan. Le fait de pointer du doigt un seul État permet aux autres de se cacher derrière des déclarations creuses de «préoccupation» tout en continuant à tirer profit de la guerre. Notre tâche consiste à dénoncer et à combattre l'ensemble du système qui permet la contre-révolution et le pillage impérialiste, et pas seulement l'une de ses facettes visibles.

Un appel à la solidarité internationale

La tragédie du Soudan est une leçon saisissante sur la dynamique de la révolution, de la contre-révolution et de l'impérialisme. Le monde a laissé tomber le peuple soudanais, faisant preuve d'apathie et de résignation face à la destruction et aux massacres. La solution à cette crise ne viendra pas du soutien d'une milice contre une autre, ni des initiatives diplomatiques ratées des mêmes puissances qui alimentent la guerre.

En tant que syndicalistes, socialistes et tous ceux qui croient en la justice, notre réponse doit être fondée sur la politique internationaliste et fondée sur les classes qui ont façonné la révolution de 2018. Cela signifie :

- Exiger de «nos» gouvernements qu'ils mettent fin à toutes les ventes d'armes et à tout soutien aux milices belligérantes et à leurs soutiens régionaux.
- Mener une campagne pour dénoncer le rôle des entreprises et des États qui profitent de la guerre au Soudan et pillent ses ressources⁵.

5. NdT. *Le Temps* du 5 novembre écrit : «L'or est la principale ressource qui finance la guerre au Soudan. Le précieux métal est en général acheminé vers les Émirats arabes unis, un partenaire de plus en plus important pour la Suisse. En échange de leur appui militaire aux FSR, les EAU récupèrent l'or des mines que contrôlent ces paramilitaires qui se sont retournés en avril 2023 contre l'armée soudanaise. Cette dernière exporte aussi de l'or à Dubaï. Le métal jaune est la principale ressource du pays. Ces derniers jours, les EAU ont brièvement publié sur un portail de l'ONU leurs statistiques pour ce commerce de l'or. Une publication éphémère qui n'a pas échappé à l'ONG suisse Swissaid, qui dénonce depuis des années la place financière de Dubaï. «En 2024, les EAU ont importé 29 tonnes d'or directement du Soudan, contre 17 tonnes en 2023, ainsi que des quantités importantes transitant par les pays voisins, portes de sortie de l'or contrôlé par les FSR», détaille mardi un communiqué de presse de l'ONG. La Suisse est directement concernée, puisqu'elle importe massivement de l'or en provenance des EAU. Selon les statistiques des douanes relayées par Swissaid, Berne a importé 316 tonnes d'or pour une valeur de 27 milliards de francs en provenance du pays du Golfe de janvier à septembre 2025. Le double des volumes annuels habituels. «Le risque que de l'or soudanais ou venant d'autres pays en guerre finisse en Suisse est très élevé», commente Marc Ummel, responsable du dossier matières premières pour Swissaid. Ce spécialiste n'a toutefois pas de certitude. Car le Soudan n'est qu'un des nombreux pays auprès desquels les EAU s'approvisionnent.»

- Apporter un soutien financier et politique direct au Syndicat des médecins soudanais au Royaume-Uni.

Faire entendre la voix des travailleurs et travailleuses soudanais, des associations professionnelles, des organisations de femmes, des centres d'intervention d'urgence et des comités de résistance qui réclament un régime civil, la responsabilité et le démantèlement des milices, et non des accords technocratiques creux qui laissent intacts l'appareil militaire et sécuritaire.

- Construire une solidarité internationale coordonnée entre les travailleurs et travailleuses : piquets de solidarité, motions syndicales, questions parlementaires, collectes de fonds pour l'entraide et soutien direct aux groupes de la société civile soudanaise qui documentent les abus.
- Relier la lutte des travailleurs et travailleuses et des révolutionnaires soudanais à nos propres combats contre la guerre, l'austérité et le racisme dans notre pays.

MENA Solidarity Network est installé à Londres depuis 2011. Ses membres appartiennent à différents syndicats britanniques qui ont établi des liens de solidarité avec les travailleurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Source : article traduit en français et publié par [À l'Encontre](#), 19 décembre 2025.

Le site [À l'Encontre](#), installé à Lausanne, existe depuis plus de vingt ans avec comme objectif d'informer et d'analyser, afin de faciliter une compréhension des réalités économiques, sociales, politiques à l'échelle internationale. Un site qui valorise la liaison qui peut s'établir entre comprendre et agir, dans une perspective socialiste, démocratique, internationaliste.

Les Émirats et le Soudan : un sous-impérialisme contre-révolutionnaire

Husam Mahjoub

Le Soudan n'est aujourd'hui pas seulement le champ de bataille où s'affrontent deux factions militarisées. Il est également le cimetière des hypocrisies régionales et internationales ainsi qu'un cas concret du phénomène du sous-impérialisme.

Un pays sous-impérialiste est un pays qui, sans être une grande puissance impérialiste, agit dans le sens des puissances impérialistes et se comporte dans sa région comme un impérialisme. Et justement, la guerre qui ravage le Soudan depuis avril 2023 ne se réduit pas à une tragédie soudanaise, elle est la manifestation d'un ordre mondial dans lequel les intérêts financiers, l'influence militaire et les affiliations stratégiques comptent davantage que la vie des populations et que les aspirations démocratiques. Au cœur de cette configuration se trouvent les Émirats arabes unis.

Le rôle des Émirats au Soudan n'a rien d'une anomalie. Il fait partie intégrante d'un projet cohérent, abondamment financé et d'envergure régionale : une politique sous-impérialiste qui combine extraction économique, construction d'alliances autoritaires et contre-révolution, derrière le paravent d'une diplomatie sophistiquée et de partenariats internationaux. Le Soudan, pour son malheur, en est l'un des principaux laboratoires.

Du printemps arabe à la révolution de décembre : une menace pour l'ordre émirati

Les racines du rôle destructeur des Émirats au Soudan remontent à plus d'une décennie. En 2011, les Émirats (avec l'Arabie saoudite)

considèrent le Printemps arabe comme une menace existentielle pour les régimes autoritaires de la région et pour leur propre mode de gouvernement – une monarchie rentière reposant sur la coercition, la corruption et l'étouffement de la contestation. La chute de Ben Ali en Tunisie et celle de Moubarak en Égypte, et la montée de mouvements démocratiques en Libye, au Yémen et à Bahreïn, sont pour les dirigeants émiratis les signes avant-coureurs d'une tempête qui doit être contenue à tout prix.

Les Émirats deviennent alors une force qui n'est pas simplement réactionnaire, mais activement contre-révolutionnaire. En Égypte, ils financent le coup d'État qui amène au pouvoir Abdel Fattah al-Sissi et aident à la reconstruction de l'appareil répressif égyptien. En Libye, ils soutiennent la guerre que mène Khalifa Haftar contre le gouvernement reconnu internationalement, guerre qui mène à une division de fait du pays. Et au Soudan, les Émirats tissent des liens étroits avec le régime d'Omar el-Béchir et, dans les années qui suivent, renforcent leur alliance avec les Forces de soutien rapides (FSR). Les FSR, groupe paramilitaire, sont les successeurs des milices janjawids qui, pour le compte du régime d'Omar el-Béchir, ont commis des atrocités contre les civils et les rebelles au cours des années 2000.

La révolution populaire soudanaise de décembre 2018, qui aboutit au renversement d'Omar el-Béchir en avril 2019, remet directement en question le projet régional des Émirats. La révolution est démocratique, dirigée par des civils et explicitement opposée aux militaires. Les Émirats se retrouvent face à un dilemme : comment maintenir leur

influence au Soudan sans apparaître comme ouvertement hostiles à la révolution ?

Une solution élaborée est trouvée : par la cooptation, la division et l'investissement militaire à long terme, en particulier dans les FSR.

L'ascension des FSR : un instrument de l'influence sous-impérialiste

Les Forces de soutien rapide, sous le commandement de Mohamed Hamdan Daglo dit «Hemedti», deviennent l'allié parfait pour les Émirats arabes unis. En avril 2019, Hemedti (aux côtés des dirigeants de l'armée et des services de sécurité) organise l'éviction d'Omar el-Béchr, de peur que le régime ne s'effondre face à la révolution. Abdel Fattah al-Burhan et Hemedti prennent la tête du Conseil militaire de transition, puis deviennent les chefs de file des militaires dans le gouvernement de transition qui doit diriger le pays pour une période de trente-neuf mois.

Mais les relations des FSR avec les Émirats sont plus anciennes. En 2015, le régime d'el-Béchr envoie des combattants des FSR ainsi que de l'armée soudanaise pour participer, sous commandement émirati, à la guerre menée au Yémen par l'Arabie saoudite. En retour, Hemedti reçoit des armes, un soutien logistique et un appui diplomatique. Un échange qui combine sous-traitance militaire et légitimité politique.

Hemedti présente deux atouts essentiels. D'une part, sa capacité à pratiquer la violence : il représente une force prête à réprimer la contestation, à mener des guerres et à éliminer les concurrents. D'autre part, l'accès économique, en particulier au lucratif commerce de l'or, que les FSR contrôlent de plus en plus.

Entre 2013 et 2023, les FSR resserrent leur emprise sur l'extraction de l'or au Soudan, en particulier au Darfour et dans les autres régions périphériques du pays. Une grande partie de cet or est acheminée par contrebande aux Émirats, qui deviennent la principale destination de l'or du conflit soudanais. Cet or sape le pouvoir civil, finance des milices et renforce les seigneurs de la guerre.

Le coup d'État d'octobre 2021, couvert par les Émirats

Lorsque les Forces armées soudanaises (dirigées par Abdel Fattah al-Burhan) et les Forces de soutien rapide (dirigées par Hemedti) réalisent un coup d'État le 2 octobre 2021, c'en est officiellement fini de la transition démocratique au Soudan. Les Émirats ne condamnent pas, ils font de la diplomatie.

Dans ses déclarations publiques, Abou Dhabi appelle à la «retenue» et au «dialogue». En coulisse, les Émirats maintiennent leurs liens tant avec al-Burhan qu'avec Hemedti, et jouent sur les deux tableaux tout en préservant leur capacité d'influence. Les FSR restent toutefois le principal instrument des Émirats, et leurs liens économiques, notamment par l'or, se resserrent encore.

Quand éclate la guerre civile, en avril 2023, entre les Forces armées soudanaises et les FSR, il n'y a rien d'étonnant à ce que les troupes de Hemedti soient singulièrement bien équipées, coordonnées et résistantes. Si les FSR parviennent à s'emparer de larges portions de Khartoum et d'autres régions du centre et du sud du Soudan, si elles réussissent à piller des infrastructures et à asseoir leur contrôle sur le Darfour, c'est en grande partie grâce au soutien extérieur qu'elles ont reçu au cours des années précédentes et, surtout, depuis le début de la guerre.

Le sous-impérialisme émirati en Afrique : ports, or et bras armés

Le Soudan n'est pas le seul théâtre dans lequel les Émirats ont exporté leur influence par des moyens militaires, économiques et politiques. Au cours des quinze dernières années, les Émirats ont étendu leur présence économique en Afrique en investissant dans les ports, les aéroports et les projets d'infrastructures. Ces initiatives ne sont pas seulement guidées par des intérêts économiques, elles servent également à étendre l'influence du pays. Les Émirats ont signé d'importants accords de coopération militaire et réalisé des investissements significatifs dans les domaines des terres agricoles, des énergies renouvelables, des mines et des télécommunications, ce qui fait d'eux un acteur important de la géopolitique régionale.

Les Émirats, pays périphérique qui adopte un comportement impérialiste au sein de sa région tout en restant dépendant des États-Unis (c'est-à-dire d'une puissance impérialiste de premier plan), illustrent la transformation actuelle en États sous-impérialistes de nombreuses puissances régionales.

Les Émirats cherchent à développer une influence qui se passerait de règles et une puissance qui n'aurait aucun compte à rendre. La fragmentation et la faiblesse des institutions dans des pays comme le Soudan, la Libye et le Yémen, ainsi que l'indifférence internationale vis-à-vis de leur situation, fournissent un terreau fertile à l'ingérence émiratie.

Au Soudan, cette stratégie a pris un tour particulièrement violent, du fait à la fois de l'importance de ces enjeux (or, position géopolitique, influence politique sur l'un des plus grands pays d'Afrique) et de la révolution soudanaise, dont l'avenir était plein d'incertitude. Les FSR, avec leur attitude d'armée privée exerçant des prérogatives d'État, étaient un partenaire idéal pour les Émirats.

La guerre de 2023 : un bain de sang par procuration dont les Émirats s'exonèrent

En 2023, tandis que la guerre entre les Forces de soutien rapide et l'armée soudanaise s'intensifiait, les FSR ont pu tirer parti de stocks de fournitures, de chaînes logistiques et de lieux sûrs dans la région. Autant d'éléments caractéristiques d'un soutien extérieur. Le rôle des Émirats arabes unis dans la guerre a été mis en évidence, à de nombreuses reprises, par des organisations de défense des droits humains, par des journalistes et par des militant·es soudanais·es. Pourtant, pas un seul responsable émirati n'a été sanctionné. Aucune pression n'a été exercée pour qu'Abou Dhabi arrête les transferts d'or ou d'armes.

Au contraire, les institutions internationales, notamment le conseil de sécurité de l'ONU, sont restées paralysées, invoquant pour se justifier un blocage géopolitique et un manque de clarté. Et ce sont les civil·es soudanais·es qui en ont payé le prix.

Les pourparlers et les conférences pour la paix qui ont eu lieu à Djeddah, à Addis-Abeba, au Caire, à Bahreïn, à Genève et

à Londres ont fait long feu. Ces initiatives ont souvent exclu les voix civiles, tout en offrant l'opportunité aux factions militaires de redorer leur blason. Les FSR ont continué à être légitimées par des médias internationaux, tandis que leurs crimes de guerre étaient relativisés ou mis sous le tapis.

De la révolution à la guerre : la lutte des Soudanais·es contre le sous-impérialisme

Ne voir la guerre civile actuelle que comme un affrontement entre deux généraux, c'est ignorer la lutte que mène le peuple soudanais depuis des décennies contre les gouvernements militaires et l'exploitation étrangère, et contre le système international qui les rend possibles.

Quand les Soudanais·es se sont soulevés en décembre 2018, leurs revendications ne se limitaient pas au renouvellement du personnel dirigeant. Ils et elles exigeaient une transformation complète de l'État : la liberté, la paix, la justice sociale, un gouvernement civil et que les dirigeants rendent des comptes. Le slogan «liberté, paix et justice» n'était pas rhétorique : sa portée était révolutionnaire, et c'est par des balles, des arrestations, des massacres et par la trahison que le pouvoir y a répondu.

Les comités de résistance, les groupes de femmes, les syndicats et les associations professionnelles ont poursuivi leur travail militant durant la période de la transition et même après le coup d'État d'octobre 2021. Ces organisations ont refusé d'accepter l'autorité militaire, ont rejeté les accords de normalisation que l'on cherchait à leur imposer de l'extérieur, et ont maintenu l'idée que la démocratie doit venir du peuple, pas de sommets internationaux ou de factions armées. Leur vision a été exprimée dans des documents de référence, notamment des chartes et des communiqués de presse, ainsi que dans des slogans habilement composés et scandés lors des manifestations pacifiques.

Cette résistance par en bas constituait une menace à la fois pour les élites soudanaises et pour les puissances régionales telles que les Émirats, qui préfèrent un Soudan soumis qui exporte de l'or et des mercenaires, plutôt que des idées et des révolutions. Le



modèle égyptien de gouvernement militaire, soutenu par l'argent du Golfe et la tolérance de l'Occident, s'était imposé comme l'une des réponses contre-révolutionnaires essentielles face au Printemps arabe de 2010-2011. Il s'agissait donc de reproduire au Soudan ce modèle égyptien, mais la jeunesse soudanaise s'y est fermement opposée.

D'avantage qu'un simple conflit entre les FSR et les Forces armées soudanaises, la guerre en cours est par de nombreux aspects une guerre contre-révolutionnaire contre le peuple soudanais. Les deux camps s'en sont pris à des civil·es, ont fait obstacle à l'aide humanitaire et ont essayé d'instrumentaliser la société civile, et l'un comme l'autre ont été protégés (directement ou indirectement) par des acteurs internationaux qui ne souhaitent pas que les choses changent.

Démasquer le rôle des Émirats : l'or, les armes et la géopolitique

À l'heure qu'il est, les preuves ne laissent plus de doute : de l'or est acheminé jusqu'à Dubaï depuis des zones sous contrôle tant

des Forces de soutien rapide que de l'armée soudanaise, et ce trafic alimente des réseaux illégaux et finance le conflit. Les livraisons d'armes, qui passent par la Libye, le Tchad, l'Ouganda, la République centrafricaine et le Kenya, entre autres, démontrent qu'une chaîne d'approvisionnement continue et délibérée alimente les troupes d'Hemedti. Les Émirats ont également permis l'évacuation de soldats des FSR vers leurs hôpitaux. Parallèlement à cela, ils ont mené des campagnes diplomatiques, politiques et de communication visant à présenter les FSR comme un acteur politique légitime et à soutenir les efforts de leur gouvernement parallèle.

Il ne s'agit pas là de complicité passive, mais d'une intervention sous-impérialiste active. Les Émirats ne sont pas un État du Golfe neutre qui chercherait à parvenir à la paix. Ils sont un acteur du conflit et agissent via un intermédiaire, les FSR, tout en continuant à démentir leur implication.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la communauté internationale sont complices par leur silence

Malgré l'abondance de preuves que les Émirats soutiennent les FSR et ont fragilisé la transition démocratique, la réaction internationale est faible, si ce n'est complice. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne et de nombreux pays européens ont certes appelé à des cessez-le-feu et à la protection des civils, mais aucun n'a imposé de sanctions contre les profiteurs de guerre ou les trafiquants d'or, qu'ils soient émiratis ou étrangers. Pourquoi donc ?

La réponse tient à la *realpolitik* et à la condamnation sélective. Les Émirats sont un partenaire stratégique de l'Occident. Ils achètent des armes, collaborent de façon importante avec le régime génocidaire israélien, sont un intermédiaire pour le renseignement et sont un important centre financier. Ils ont hébergé des bases militaires américaines, ont participé à des opérations anti-terroristes et ont fortement investi dans les économies occidentales. Bref, ils sont trop utiles pour être sanctionnés.

Au cours des derniers mois de l'administration Biden, certain·es parlementaires américain·es ont mené une bataille pour

mettre fin aux ventes d'armes aux Émirats, face à l'accumulation de preuves montrant qu'Abou Dhabi, malgré ses dénégations, armait les FSR. La Maison Blanche avait initialement accepté de vérifier si les Émirats respectaient leurs obligations, mais un rapport de janvier 2025 a confirmé la poursuite du soutien émirati aux FSR. Ces parlementaires ont donc réintroduit le projet de loi Stand Up for Sudan («Soutenons le Soudan») qui proposait d'interdire les exportations américaines d'armes aux Émirats tant qu'ils soutiendraient matériellement les FSR, arguant que l'influence des États-Unis devait servir à stopper la guerre et le génocide en cours.

Le 5 mai, la Cour internationale de justice (CIJ) a rejeté la plainte du Soudan, qui accusait les Émirats de violer la convention de Genève sur le génocide et de financer les FSR. Partant du fait que les Émirats avaient, lors de la signature de la convention, formulé une réserve quant à la compétence de la cour, la CIJ a jugé qu'elle n'était pas compétente et n'a donc pas étudié les accusations du Soudan.



Le 22 mai, le Département d'État américain a accusé les Forces armées soudanaises d'avoir utilisé des armes chimiques dans leur guerre contre les FSR et a annoncé de nouvelles sanctions, notamment des restrictions des exportations et des mesures financières. Cependant, le gouvernement américain n'a apporté aucune preuve publique de ces allégations et n'a pas respecté les procédures de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (organisation dont fait partie le Soudan, qui siège même à son conseil exécutif).

Cette accusation semble être le dernier exemple en date de la façon dont la politique étrangère de Trump, dans son second mandat, devient explicitement transactionnelle et corrompue. L'annonce a suivi une visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats durant laquelle Trump a cherché à conclure des accords d'investissements pour les États-Unis, mais durant laquelle il aurait également cherché à développer ses propres intérêts économiques et ceux de sa famille dans la région. Cela fait longtemps que de nombreuses spécialistes affirment que la guerre au Soudan s'est transformée en conflit par procuration, avec d'un côté les Émirats qui soutiendraient les FSR et de l'autre l'Arabie saoudite qui soutiendrait les Forces armées soudanaises. Et alors que l'attention et la pression internationales mettent de plus en plus en lumière le rôle des Émirats dans la guerre et le génocide en cours, il semble que l'administration Trump utilise ces accusations contre l'armée soudanaise comme une diversion et un moyen de contrebalancer le débat public. Par ce biais, le régime trumpiste espère se maintenir à égale distance du duo Émirats/RSF et Arabie saoudite/armée soudanaise.

On ne peut éviter les parallèles avec des événements passés, notamment le bombardement décidé par l'administration Clinton en 1998, en pleine affaire Lewinsky, contre l'usine pharmaceutique d'al-Chifa au Soudan. Les États-Unis avaient affirmé que l'installation produisait des armes chimiques et était liée à Oussama ben Laden, mais les enquêtes ultérieures n'ont guère apporté de preuves en ce sens et nombre d'expert·es ont conclu que l'usine était civile. Cela rappelle également l'invasion en 2003 de l'Irak, sous le prétexte de la présence d'armes de

destruction massive. Ces allégations se sont révélées être de pures inventions.

Ce qui précède ne doit pas être compris comme une tentative d'absoudre l'armée soudanaise des crimes de guerre qu'elle a commis contre les civil-es lors de ce conflit ou durant le reste de son histoire. Il s'agit plutôt de mettre en lumière les manigances de l'administration Trump visant à renforcer ses liens avec les pays du Golfe en renversant les termes du débat, alors qu'elle ne parvient pas à mettre fin à la guerre.

Les civil-es soudanais-es paient le prix du silence

Les conséquences du silence international ne sont pas théoriques, elles sont d'une brutalité bien réelle. Les mort-es se comptent par centaines de milliers. Les personnes déplacées sont des millions, et beaucoup d'entre elles doivent vivre dans des camps insalubres par-delà les frontières ou dans des villes assiégées. Les infrastructures du pays, notamment les universités, les hôpitaux et les institutions culturelles, ont été systématiquement détruites, dans ce qui s'apparente à une guerre délibérée menée contre la société soudanaise. Des témoignages indiquent l'ampleur des violences sexuelles qui sont commises, et montrent qu'une des méthodes de guerre des FSR est de cibler les femmes et les jeunes filles.

Cependant, la résistance soudanaise n'a pas disparu. Elle s'est adaptée, s'est décentralisée et a repris contact avec ses alliés internationaux. Des Soudanais-es ordinaires, dans le pays comme à l'étranger, assurent une aide humanitaire précieuse et s'occupent de la santé et de l'éducation. Ils et elles font un travail militant, documentent les faits et exigent justice. Ils et elles ont besoin de solidarité et plutôt que de charité ; de sanctions contre les coupables plutôt que d'expressions de sympathie.

Ce qu'il faut faire : passer à l'action

Pour arrêter la guerre au Soudan et empêcher de nouvelles guerres, il faut s'en prendre à la fois aux acteurs locaux et à leurs soutiens internationaux. Il s'agit entre autres de sanctionner toutes les entités étrangères qui financent et arment les FSR, notamment

les entreprises et personnes impliquées aux Émirats arabes unis. Il faut également dénoncer et interrompre le trafic d'or, notamment ses filières qui passent par Dubaï et ses liens avec le financement des FSR. Une enquête doit être menée sur le rôle des Émirats dans les livraisons d'armes et des mécanismes internationaux doivent être mis en place pour bloquer cette chaîne d'approvisionnement. Tout aussi important est le soutien aux initiatives civiles soudanaises, comme les structures d'urgences médicales, les comités de résistance, les corridors humanitaires, la documentation des crimes par les victimes et les médias indépendants. Enfin, nous devons remettre en cause la logique politique de l'alliance entre l'Occident et le Golfe, qui traite les Émirats et l'Arabie saoudite comme des partenaires intouchables : les partenariats stratégiques ne doivent pas se payer en vies humaines.

L'enjeu ne se limite pas au Soudan. Il reflète la vision du monde voulue et propagée par les tyrans, un monde où l'autoritarisme est sous-traité et où l'impérialisme a un visage régional. Si le sous-impérialisme est victorieux au Soudan, il s'étendra en Afrique, au Moyen-Orient et au-delà.

Un autre avenir reste possible. Les mouvements révolutionnaires au Soudan, avec leur exigence inébranlable de gouvernement civil et de justice sociale, portent une alternative puissante, fondée sur la légitimité populaire, les principes démocratiques et la solidarité transnationale. Pour que cet avenir se réalise, il faudra plus que des déclarations de soutien aux acteurs civils soudanais. Nous devons mener une confrontation critique avec les systèmes politiques et économiques internationaux qui nourrissent l'autoritarisme et les interférences étrangères. Tout effort dans ce sens doit commencer par une compréhension lucide de ces réalités et par un engagement ferme en faveur de la justice, un engagement qui refuse d'être dénaturé par des intérêts stratégiques ou des affiliations géopolitiques.

Husam Mahjoub est cofondateur de Sudan Bukra, une chaîne de télévision indépendante à but non lucratif. Il vit actuellement à Austin au Texas.

Source : *Spectre*, 15 août 2025. Traduction par *Inprecor*

Zohran Mamdani doit créer des assemblées populaires

Gabriel Hetland et Bhaskar Sunkara

Si Zohran Mamdani veut vraiment tenir ses promesses, il lui faut plus que des déclarations politiques : il lui faut des institutions qui donnent du pouvoir aux travailleur·euses. Les assemblées populaires offrent un moyen de construire une nouvelle culture politique à New York.

Zohran Mamdani devrait sérieusement envisager de faire des assemblées populaires un élément clé de sa stratégie de gouvernance.

La victoire électorale de Zohran Mamdani représente bien plus qu'un simple bouleversement électoral. Elle confirme que la politique socialiste démocratique, lorsqu'elle est menée avec discipline, vision et vigueur, peut trouver un large écho, même dans une ville connue pour ses structures de pouvoir bien établies et pour le veto silencieux des riches.

La campagne a réussi non pas parce que les New-Yorkais·es sont soudainement devenus des idéologues, mais parce que Zohran est apparu comme crédible, authentique et sérieux dans sa volonté d'améliorer la vie des gens. Les électeur·trices ont répondu à un programme axé sur l'accessibilité financière, ancré sur les questions quotidiennes (le coût du logement, les transports, la garde d'enfants, les courses alimentaires...) et également ancré sur la personne d'un candidat en qui ils et elles avaient confiance pour leurs intérêts.

Mais derrière cette campagne se cachait un message de changement. Pas seulement un changement de politique,

mais un changement dans la manière dont la politique est menée et dans le rapport au pouvoir des travailleur·euses. Ce deuxième engagement est tout aussi important que le premier. Garantir l'accessibilité financière sans changer la relation entre les citoyen·nes et la gouvernance risque de reproduire un schéma familial : une administration progressiste encerclée par des élites hostiles, avec des obstacles procéduraux et une base sociale qui se mobilise au moment des élections pour se démobiliser une fois que le gouvernement est en place.

C'est pourquoi Mamdani devrait sérieusement envisager de faire des assemblées populaires un élément clé de sa stratégie de gestion de la ville. Car sans remodeler la relation entre les gouverné·es et le gouvernement, son administration ne tiendra pas ses promesses socialistes, mais elle aura également du mal à tenir ses promesses progressistes plus généralement.

Les assemblées populaires comme outil de gouvernance

L'accessibilité financière doit rester le mot d'ordre de l'ensemble des socialistes de New York. Les préoccupations liées au coût de la vie ont permis à Zohran de remporter les élections, et son administration sera jugée sur sa capacité à obtenir des résultats dans ce domaine. Mais le socialisme ne peut se réduire à une liste de mesures redistributives, aussi nécessaires soient-elles.

À la base, le socialisme démocratique est un projet visant à renforcer le pouvoir de la classe travailleuse par la lutte populaire, à la fois pour obtenir des réformes immédiates et pour jeter les bases d'une société

au-delà du capitalisme. Il vise non seulement à améliorer le niveau de vie par la redistribution et les services publics, mais aussi à renforcer la capacité des travailleur-euses à influencer collectivement les décisions qui déterminent leur vie. Ces deux objectifs sont indissociables. Les gains matériels rendent la participation politique possible, tandis que le pouvoir politique permet d'obtenir, de défendre et d'étendre ces gains.

Il existe également un argument en faveur des assemblées populaires qui est moins direct mais tout aussi convaincant : elles peuvent aider une administration Mamdani à gouverner.

Zohran Mamdani entrera en fonction face à un réseau dense de résistances institutionnelles et économiques. À New York, la mairie n'est pas le seul lieu du pouvoir. Il est exercé par les propriétaires fonciers qui peuvent faire dérailler les politiques progressistes en matière de logement (les intérêts commerciaux façonnent les investissements) sans

oublier la fuite des capitaux, par un establishment politique habile à faire obstruction aux procédures et par une structure étatique qui limite l'autorité du maire.

Pour surmonter les obstacles prévisibles, Mamdani aura besoin d'une base organisée capable d'exercer une pression au-delà des cycles électoraux, de contester les vétos des élites et de modifier l'équilibre des pouvoirs autour de luttes politiques concrètes. Les assemblées populaires offrent un moyen de contribuer à renforcer cette capacité, non pas comme des gestes symboliques, mais comme des institutions qui relient les priorités gouvernementales à l'action collective dans la ville elle-même.

Dans la pratique, cela signifie créer des espaces permanents et institutionnalisés où les citoyen·nes ordinaires participent aux décisions qui affectent leur quartier et leur vie quotidienne.

Bien menées, les assemblées peuvent renforcer la vie associative, créer des réseaux



de participation durables et contribuer à transformer un soutien électoral ponctuel en un pouvoir politique durable.

Les assemblées et les réformes associées liées à un projet plus large de gouvernance de masse peuvent apporter des avantages concrets aux communautés ouvrières. Les recherches sur les institutions participatives dans les villes d'Amérique latine montrent que ces institutions ne peuvent réussir à attirer une participation massive que dans la mesure où elles apportent des avantages réels pour la vie des personnes. En donnant aux travailleur·euses et aux pauvres la possibilité de délibérer et d'apporter une contribution significative aux décisions qui affectent leur vie, les assemblées populaires peuvent également favoriser l'autonomisation politique de la classe travailleuse, élément essentiel à toute vision du socialisme démocratique.

Elles peuvent également contribuer à susciter l'adhésion à des politiques progressistes. Les recherches montrent que les citoyen·nes sont plus enclin·es à accepter des décisions, même celles avec lesquelles ils et elles ne sont pas d'accord, lorsqu'ils et elles estiment que le processus a été équitable, inclusif et significatif.

La participation est importante non seulement pour les résultats, mais aussi pour la légitimité. Le succès de l'initiative «The Mayor is Listening» (Le maire à l'écoute), au cours duquel Zohran a rencontré pendant douze heures des New-Yorkais·es ordinaires au Museum of the Moving Image, en est la preuve. Cet événement, qui a donné lieu à des articles élogieux dans la presse, avait pour but de montrer que Zohran ne gouvernera pas dans le dos des New-Yorkais·es, mais en dialogue avec eux. Bien que couronné de succès, cet exercice était bien sûr limité : Zohran a écouté, mais n'a rien promis de plus. Les assemblées populaires peuvent tirer parti de l'énergie et de l'enthousiasme générés par cet événement et les relier à un processus plus large de gouvernance de masse.

Il existe également de plus en plus de preuves que des institutions participatives bien conçues peuvent réduire la polarisation et favoriser l'unité, même sur des questions politiquement sensibles et controversées telles que le changement climatique. Les expériences communes de délibération

peuvent transcender les clivages idéologiques et sociaux, contrant ainsi l'impasse qui caractérise de plus en plus les institutions étatiques et la société civile. Et comme les gens ont tendance à faire davantage confiance aux informations provenant de leurs pairs qu'aux politicien·nes, les assemblées peuvent également servir de canaux de communication crédibles, et pas seulement aux prises de décision. Cela s'est notamment produit grâce à des assemblées de citoyen·nes habilitées à demander des informations à des experts, que les assemblées peuvent discuter et diffuser, d'une manière ou d'une autre, à un public plus large.

En bref, les assemblées populaires ne sont pas un à-côté de la gestion municipale. Elles constituent un mode de gouvernement qui renforce le pouvoir de l'administration plutôt que de l'affaiblir.

Comment les assemblées pourraient fonctionner

Il n'existe pas de modèle unique d'assemblées populaires. Elles ont pris de nombreuses formes dans différents contextes : budgets participatifs : conseils de santé et conseils de l'eau en Amérique latine ; conseils de quartier et panels de citoyen·nes en Europe et en Amérique du Nord ; assemblées climatiques en France et ailleurs. Les résultats ont été très variés.

Les budgets participatifs sont souvent cités comme une réussite, et dans des villes s comme Porto Alegre, au Brésil, ils l'ont véritablement été. Les priorités en matière de dépenses y ont été élargies à l'accès aux services publics, elles ont favorisé une culture de participation et de responsabilité et donné aux communautés de salarié·es un moyen efficace d'obtenir des ressources matérielles importantes telles que le pavage, l'éclairage public et les lignes de bus.

Aux États-Unis, en revanche, la budgétisation participative a généralement été mise en œuvre à une échelle beaucoup plus petite, ne contrôlant qu'une infime partie des budgets municipaux et produisant des résultats beaucoup plus limités.

La leçon à en tirer n'est donc pas que les assemblées ne fonctionnent pas, mais que leur conception est importante. Les institutions peuvent être source d'autonomisation

ou de frustration. Plutôt que d'insister sur une forme unique, il est plus judicieux d'identifier un ensemble de principes grâce auxquels les assemblées populaires peuvent renforcer l'action politique de la classe travailleuse et développer des capacités d'organisation et de mobilisation.

Premièrement, les assemblées doivent offrir aux citoyen·nes ordinaires des possibilités réelles et significatives d'influencer les décisions qui façonnent leur vie.

Une participation sans influence est la recette du cynisme. Si les assemblées sont perçues comme purement symboliques, comme des espaces de discussion sans impact tangible sur les politiques ou les stratégies, elles perdront rapidement leur crédibilité.

Deuxièmement, les assemblées doivent être conçues de manière à favoriser une délibération significative. Cela implique plus que le simple fait d'exprimer des griefs ou de recenser des préférences. Il s'agit de créer des espaces structurés où les participants évaluent les compromis, entendent les arguments contradictoires et exposent les raisons pour lesquelles ils préfèrent une ligne de conduite plutôt qu'une autre. La création d'espaces de délibération est cruciale non seulement pour des raisons organisationnelles, mais aussi parce que la délibération est le moyen par lequel celles et ceux qui n'appartiennent pas aux élites « apprennent à s'autogouverner ». Le débat et la délibération sont également des moyens essentiels permettant aux communautés ouvrières de forger une unité au-delà des nombreuses divisions – de race, de genre, de langue, d'origine nationale, de qualification, etc. – qui les séparent.

Les assemblées doivent offrir aux citoyen·nes ordinaires des possibilités réelles et significatives d'influencer les décisions qui façonnent leur vie. Une participation sans influence est la recette du cynisme. (bis)

Cependant, en l'absence d'une conception délibérée, les institutions participatives ont tendance à reproduire les divisions et les inégalités existantes en termes de temps,

de confiance et d'expérience politique. En d'autres termes, elles pourraient se réduire à n'être qu'un lieu de discussion entre militant·es.

Ce risque ne plaide pas contre les assemblées, mais en faveur d'une structuration minutieuse. La délibération nécessite une facilitation, des ordres du jour clairs et des processus décisionnels bien définis. Elle nécessite également une attention particulière à l'accessibilité : des horaires et des lieux de réunion adaptés aux horaires de travail, à la garde d'enfants, et des formats accueillants pour les personnes peu familiarisées avec les cadres politiques formels.

C'est là que le *leadership* politique devient décisif. Si les assemblées populaires doivent dépasser le cadre des personnes déjà politisées et devenir des vecteurs d'une participation plus large de la classe travailleuse, Zohran et son administration devront activement initier et guider le processus. Cela signifie établir des priorités claires, signaler que la participation influencera les décisions réelles et intégrer de manière visible les commentaires de l'assemblée dans le programme de gestion de l'administration. Sans ce type de *leadership*, les espaces participatifs ont tendance à se restreindre à ceux et celles qui sont déjà à l'aise avec la politique.

À New York, les assemblées devraient être organisées à deux niveaux principaux

Les assemblées de quartier pourraient se réunir une fois par mois dans les écoles, les bibliothèques ou les centres communautaires de la New York City Housing Authority. Ces assemblées traiteraient des questions concrètes telles que le logement, les transports et la sécurité communautaire dans une zone définie et compteraient sur la participation du personnel municipal concerné.

Les assemblées au niveau des arrondissements pourraient se réunir tous les trimestres pour débattre et classer les priorités plus larges, notamment en matière de budgets et de grands projets.

Chaque cycle annuel d'assemblées se terminerai par une décision claire (telle que les priorités) qui alimenterait les calendriers et les propositions budgétaires publiés.



Pour fonctionner, les assemblées ont besoin que la traduction en diverses langues soit assurée, ainsi que la garde des enfants, une rémunération pour les animateurs et un personnel permanent.

Les calendriers des assemblées devraient être synchronisés avec les cycles de décision existants, tels que les budgets de l'État et de la ville, afin qu'elles deviennent une sorte de porte d'entrée vers le pouvoir institutionnel réel jusqu'à ce que les structures participatives de la ville soient alignées sur la proposition plus large décrite ici.

Les assemblées devraient être liées à un projet de gouvernance de masse plus large qui comprend des projets lancés par la mairie, des campagnes budgétaires et de données, le soutien au volontariat de masse (par exemple, un corps de volontaires soutenu par la ville) et la refonte des structures, institutions et processus étatiques existants dans un cadre cohérent et doté de pouvoirs.

Il y a inévitablement des compromis à faire : entre les assemblées de quartier et celles axées sur des thèmes spécifiques, entre le pouvoir consultatif et le pouvoir contraignant, entre les formats en présentiel et hybrides. Ces choix doivent être guidés par l'objectif plus large de renforcer l'action de la classe travailleuse et de construire une base sociale capable de soutenir la réforme.

86

La démocratie à l'intérieur et à l'extérieur de l'État

Ces questions ne sont pas nouvelles. Dans les années 1970, le théoricien marxiste Nicos Poulantzas avertissait que la social-démocratie et le socialisme d'État de type soviétique partageaient une méfiance à l'égard de l'initiative populaire. L'un voulait gérer le capitalisme par le haut dans l'intérêt des travailleur-euses, l'autre supprimait le pluralisme au nom de la volonté populaire. L'alternative qu'il proposait était une stratégie de double démocratisation : transformer les institutions représentatives tout en développant simultanément des formes directes de démocratie en dehors de l'État.

Il ne s'agissait pas d'un rejet des élections ou du gouvernement représentatif, mais d'un moyen de les approfondir. Dans cette optique, la démocratie représentative est renforcée et non affaiblie par une citoyenneté

organisée capable d'exercer des pressions, de générer des idées et de demander des comptes aux dirigeants. Un tel mouvement devient un rempart contre la stagnation technocratique et la réaction autoritaire.

Cette vision reste convaincante. Gouverner depuis la mairie sans un mouvement fort risque de conduire à une forme technocratique de social-démocratie qui apporte des gains progressifs tout en laissant intactes les relations de pouvoir sous-jacentes.

Après tout, nous avons eu la chance d'élire quelqu'un qui n'est pas la réincarnation de Bill de Blasio, mais un socialiste déjà familier avec les idées démocratiques radicales, tout en étant profondément conscient des limites de la politisation qu'il a déclenchée jusqu'à présent – et de l'urgence de transformer cette énergie en un changement institutionnel durable.

Partir de là où nous en sommes

La force électorale de Zohran Mamdani dépasse de loin la force organisée de la classe travailleuse dans la ville. La plupart des gens sont occupés, sceptiques et peu habitués à une participation politique soutenue.

C'est précisément pour cela que les assemblées populaires sont importantes. Elles peuvent servir de ponts entre le soutien électoral et une organisation durable. Les assemblées de quartier et d'arrondissement, liées à des questions concrètes d'accessibilité financière, peuvent connecter les gens au programme qui a porté Zohran au pouvoir, leur donner un rôle dans son élaboration et leur permettre de se considérer comme des acteurs politiques plutôt que comme de simples électeur·trices.

En ce sens, les assemblées ne sont pas simplement un moyen de canaliser un mouvement déjà existant. Elles sont un moyen d'aider à en construire un. Elles offrent un moyen de traduire l'enthousiasme électoral en une capacité démocratique durable, de créer, par le haut, les conditions d'une participation qui n'existe pas encore à grande échelle.

Mamdani peut considérer l'enthousiasme populaire comme une ressource temporaire à dépenser ou à investir comme fondement d'un nouveau type de politique.

Zohran Mamdani s'est vu offrir une occasion rare. Il peut considérer l'enthousiasme populaire comme une ressource temporaire à dépenser ou y investir comme fondement d'un nouveau type de politique. Les assemblées ne sont pas une panacée. Mais sans institutions qui élargissent l'action politique parallèlement à la réforme matérielle, la promesse de ce moment sera plus difficile à tenir et plus facile à défaire.

Si le socialisme démocratique doit signifier plus qu'une administration progressiste, il doit trouver une expression institutionnelle. À New York, cela devrait commencer par donner aux citoyen·nes ordinaires une véritable place à la table des négociations et le pouvoir de façonner l'avenir.

Gabriel Hetland est professeur associé d'études latino-américaines, caribéennes et latino-américaines à l'université SUNY Albany et auteur de *Democracy on the Ground: Local Politics in Latin America's Left Turn* (Columbia University Press, 2023).

Bhaskar Sunkara est le rédacteur en chef de *Jacobin* et président du magazine *Nation*. Il est l'auteur de *The Socialist Manifesto: The Case for Radical Politics in an Era of Extreme Inequality* (Verso, 2020).

Source : *Jacobin*, 22 décembre 2025.
Traduction Michel Lanson pour le Réseau Bastille.

Cet article a été écrit avant la prise de fonction du nouveau maire de New York. Pour visionner son passionnant discours d'investiture, cliquer [ici](#).

ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER

Action

21



Sicile : coopératives contre mafia (1893-2018)

Patrick Le Tréhondat

89

Apparue à la fin du 19^e siècle, la mafia en Sicile, excroissance maligne du capitalisme italien, mais gardienne zélée de l'ordre social inégalitaire, s'est affrontée au mouvement ouvrier pour imposer sa loi. Jusqu'à aujourd'hui, le mouvement social lui a fait opposition. Les coopératives au premier rang.

Au 19^e siècle, la majorité des terres agricoles siciliennes sont possédées par des familles aristocratiques, les latifundiums dont elles confient la gestion à des *gabelloti* qui collectent les loyers. Ce sont les seuls intermédiaires entre les paysans et les propriétaires et ce sont eux qui formeront l'armature sociale de la mafia. Ils usent de méthodes violentes à l'égard des paysans pour imposer les prix des loyers des terres et organisent pour leur propre compte rapines et prévarications. Ils sont au centre d'un système de contrôle social de l'ensemble du territoire. En 1892, apparaît la première organisation indépendante de paysans. On hésite à donner le nom de cette organisation aux lecteur-trices qui pourrait les troubler : les *fasci* qui n'ont aucun rapport avec les *fascios* mussoliniens des années 1920. La question de la réforme agraire était au centre du programme des *fasci*, mais le mouvement ne connaîtra un véritable essor à la suite de la tuerie de Caltafuturo en janvier 1893 lorsque l'armée tire sur les paysan·nes qui occupent des terres communales qu'ils et elles revendiquent (13 tué·es et 21 blessé·es). Les *fascis* affirmaient une totale opposition à la mafia naissante et il n'était pas rare de voir des mafieux aux côtés de la police pour tirer sur des paysans lors d'occupation de terres ou pendant des grèves. La question coopérative était également présente chez les *fasci* comme

moyen de lutte. Elisabetta Bucolo rappelle «à titre d'exemple, un projet de loi, présenté dans la revue *Critique sociale* [1893] par un des animateurs du mouvement, préconisait la reconstitution de la propriété collective communale et sa gestion par une coopérative dont les membres seraient toutes les personnes, hommes et femmes, habitants de la commune¹». En 1894, Rome décide d'en finir avec les *fasci*. 50 000 soldats débarquent en Sicile. La loi martiale est instaurée. Le mouvement est écrasé. La mafia participe activement, aux côtés des propriétaires terriens, à la répression.

Terres collectives en coopératives

L'Église catholique, soucieuse de conserver sa base sociale paysanne, n'était pas absente du mouvement coopératif. Ainsi Sturzo, défenseur de la coopérative catholique, déclarait qu'elle était l'«œuvre assidue d'éducation politique et une promotion de la conscience civique, comme seuls éléments capables de battre les abus administratifs et les interférences mafieuses dans les collectivités locales». En 1904, on comptait 152 caisses de crédit coopératif d'inspiration catholique, mais aussi de nombreuses de coopératives de consommation. On verra également apparaître un syndicalisme chrétien avec l'Unione cattolica del lavoro (Union catholique du travail). Mais cet investissement de l'église dans le mouvement coopératif a ses limites. Bernardino Verro, premier

1. Elisabetta Bucolo, *Associations et coopératives, hier et aujourd'hui : un regard sur la Sicile à partir du capital social*, 2011.

maire socialiste de Corleone, est élu en juin 1914. En 1910, il avait fondé une coopérative à Corleone qui gérât neuf domaines où travaillaient de centaines d'ouvriers agricoles. Immédiatement, cette redistribution des latifundia rencontre l'hostilité de l'Église catholique, et notamment de sa caisse agricole de San Leoluca qui la prive de financement. Vero dénonçait dans ses discours «la mafia alliée aux catholiques». Il est assassiné le 3 novembre 1915 par la mafia en représailles. Les socialistes siciliens furent dans un premier temps hostiles à la création de coopérative qui renforçait, selon eux, le sentiment de propriété. Cependant en 1907, ils sont à l'initiative de la Fédération des coopératives de crédit devenue, en 1911, Fédération sicilienne des coopératives.

Dans les années 1900, le mouvement coopératif connaît un essor particulier mais la grande innovation sociale sont les *affittanze collettive* qui organisaient des locations collectives de terre s'opposant frontalement aux *gabelloti*. La gestion des terres était assurée par des coopératives de paysans. L'historien Giuseppe Barone en décrit le fonctionnement :

En ce qui concerne l'organisation technico-agraire, il n'existe aucune différence particulière entre *affittanze* laïques et catholiques, car elles sont toutes gérées par le système de la conduction partagée. La terre est partagée en lots pour les associés et chacun paye une cotisation pour la location. Cette cotisation est proportionnelle à la quantité et à la qualité du terrain et en relation à la cotisation collective pour laquelle tous les associés sont solidairement responsables. Chaque associé cultive de son côté son lot, mais l'association met à disposition des associés des graines, des engrais et des machines agricoles. Elle administre également les dépôts et distribue le crédit aux membres, en les assurant collectivement contre les vols des bêtes, la grêle et les incendies².

En 1918, on comptait 80 *affittanze collettive* possédant 60 000 à 70 000 hectares de

terres soit 10 % des terres en latifundium. Durant cette période de nombreux responsables de coopératives, des dirigeants du mouvement sont assassinés par la mafia qui avait parfaitement compris la menace que représentaient ces mouvements d'auto-organisation collective. Ce que résume parfaitement le préfet Mori³, «celle qui plus durement entrava le pas à l'organisation paysanne, socialiste et catholique fut la mafia. Laquelle, fortement orientée vers le monopole absolu et l'exploitation de la propriété et de la gestion des terres, en voyant dans les aspirations et les tentatives des organisations paysannes surtout un danger pour elle-même et une concurrence, essaya de les anéantir à sa manière, donc farouchement, à travers la suppression, surtout de ses organisateurs».

Mafia et fascisme

Cependant, l'arrivée du fascisme en 1922 devait signer le déclin et la disparition des *affittanze collettive*. Selon des statistiques pour le seul premier semestre de 1921, les fascistes ont détruit en Sicile 726 organisations et structures : 17 journaux et typographies, 59 maisons du peuple, 119 chambres du travail, 107 coopératives, 83 ligues paysannes, huit sociétés de secours mutuel, 141 sections socialistes, 100 cercles de culture, dix bibliothèques, 28 syndicats ouvriers, 53 cercles ouvriers de loisirs. Cependant, le nouveau régime tentera d'utiliser le mouvement coopératif à ses propres fins et à condition qu'il soit sous son étroit contrôle. D'où ce paradoxe que le nombre de coopératives a pu augmenter jusqu'en 1927, mais en aucun cas elles ne pouvaient être le lieu des organes indépendants de l'État. Elles relevaient plutôt de la gestion qu'entretenait le fascisme avec les couches sociales paupérisées, et ici plus particulièrement la paysannerie. De leurs côtés, les *gabelloti* mafieux avaient profité de l'occasion en récupérant des terres de paysans en faillite ou en jouant les intermédiaires indispensables entre les propriétaires terriens qui voulaient racheter des terres, percevant à l'occasion de juteuses commissions. L'offensive du

2. Giuseppe, Barone, «La cooperazione agricola dall'età giolittiana al fascismo» dans Orazio Cancila (éd.), *Storia della cooperazione siciliana*, Palerme, Istituto Regionale per il Credito alla Cooperazione, 1993.

3. Cesare Mori (1871-1942), nommé préfet à Palerme par Mussolini. On le surnomme le préfet de fer (*Prefetto di Ferro*) pour son action contre la mafia en Sicile.

pouvoir mussolinien contre la mafia lancée entre 1925 et 1929, avec le préfet Moro cité plus haut, s'inscrit dans le cadre d'une restauration du pouvoir de l'aristocratie terrienne contre un nouveau pouvoir parasite devenu trop puissant : la mafia. Par ailleurs, les chemises noires estimaient que la mafia était un obstacle à leur implantation et que ce contre-pouvoir criminel battait en brèche la toute-puissance de l'État totalitaire. Si l'offensive resta dans des limites particulières tant les pouvoirs locaux (bourgeois et aristocrates fonciers d'un côté et mafia de l'autre) étaient imbriqués, les réseaux mafieux furent, cependant, considérablement affaiblis à la suite de l'offensive de l'État fasciste. Onze mille personnes furent arrêtées, dont cinq mille pour la province de Palerme. 500 mafieux s'exilèrent aux États-Unis pour fuir les poursuites judiciaires. Ce renversement de situation explique pourquoi la mafia sicilienne installée aux États-Unis choisira d'apporter son aide, notamment par l'intermédiaire de Lucky Luciano, aux troupes américaines en 1943 lors du débarquement américain en Sicile⁴. Reste qu'au total, l'historien Umberto Santino⁵ résume parfaitement la mission première du fascisme :

Le fascisme élimine de la scène l'antagonisme historique de la mafia : le mouvement paysan et les forces politiques de la gauche. Ainsi il détruit un immense patrimoine d'organisations collectives, de luttes, de conquêtes et de réalisations.

1946-1948, années rouges

À l'arrivée des troupes américaines en 1943, l'aspiration à recouvrer sa destinée se manifeste dans la population sicilienne par une volonté de « séparatisme » contre

un État italien synonyme d'abandon, de misère et de répression⁶. Cependant les forces dominantes étouffèrent rapidement le mouvement. Néanmoins un projet d'autonomie régionale voit le jour en 1946 et l'année suivante ont lieu les élections à l'assemblée régionale sicilienne. Pour parachever leur libération du fascisme, les paysans entendaient également imposer une réforme agraire et l'esprit du mouvement *fasci* renaît. De nombreuses mobilisations paysannes secouent l'île. Dino, Paternostro en précise le contenu :

En effet, pour les paysans, il s'avérait certes indispensable de sortir de la misère mais, ce qui fit la force du mouvement fut cette volonté de défendre des droits démocratiques niés, à travers, notamment des dispositifs de démocratisation des formes de distribution des ressources. Ainsi, le mouvement ne se limitera pas à la revendication des terres, mais s'attachera à poser les bases d'un système de solidarité sociale nationale (droit à la retraite pour les travailleurs, assurance sociale, etc.). Les paysans occupèrent les terres des grands propriétaires mais également celles des *gabelloti* mafieux en prétextant leur sous-exploitation non conforme aux décrets : des masses imposantes de paysans, à pied, avec des mulets et sur des chars, avançaient, tôt le matin, vers des endroits désignés et là ils plantaient le drapeau rouge, pendant que l'orateur parlait de la nécessité de casser le bloc agraire et d'avoir la terre pour la cultiver⁷.

Selon Elisabetta Bucolo, « cette "révolution pacifique" permit aux paysans de défendre leur droit à la terre pour accéder à un revenu et favorisa la structuration et l'organisation de l'ensemble du mouvement à travers les coopératives, considérées comme la seule forme légale de gestion collective des terres⁸ ».

En octobre 1946, quatre mille paysans occupent les terres de la Spicco Vallata Drago

4. À la différence de leurs homologues d'origine sicilienne, les gangsters juifs américains étaient dotés d'une « conscience antifasciste » plus élevée. Meyer Lansky n'hésita pas à attaquer physiquement avec ses hommes de main un rassemblement de l'organisation nazie américaine Bund. Il proposa, en outre, un soutien financier à la communauté juive New York dans la lutte contre les fascistes américains. En 1938, un projet d'assassinat mené par le gangster juif Bugsy Siegel contre Göring et Goebbels échoua à la dernière minute. Voir Rich Cohen, *Yiddish Connection*, Paris, Gallimard, 2002.

5. Umberto, Santino, *Storia del movimento antimafia. Dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Riuniti, 2000.

6. Palerme est devenue une ville italienne en 1860. Dix années de révoltes et de répression s'ensuivirent pour achever l'intégration de la Sicile à l'Italie.

7. Dino, Paternostro, *A pugni nudi : Placido Rizzotto e le lotte popolari a Corleone nel secondo dopoguerra*, Palerme, La Zisa, 1992.

8. Elisabetta Bucolo, *op. cit.*

et créent des coopératives pour les cultiver. Ces occupations dureront de l'automne 1943, libération de la Sicile, jusqu'au printemps 1947, date du massacre de Portella que nous évoquons plus loin. Dans cette période, un gouvernement d'«union nationale» est formé entre les communistes, socialistes et les forces de droite. Son ministre de l'agriculture, communiste, est Fausto Gullo qui a laissé son nom à différents décrets dont celui du 19 octobre 1944 ouvrant le droit des coopératives paysannes à remettre en production et de gérer les terres non cultivées ou mal exploitées par leurs propriétaires. Ce sont ainsi pas moins de 906 743 hectares de terres que récupèrent des coopératives agricoles et des ligues paysannes qui regroupaient 120 000 membres. En moins de trois ans, 302 coopératives se créèrent (neuf par mois). Face à ce renouveau coopératif, le Parti communiste italien fonde l'Unione siciliana delle cooperative agricole (USCA) qui entend apporter un soutien juridique et technique aux nouveaux coopérateurs. Le plus souvent la coopérative fondée, les paysans procédaient à la répartition individuelle des terres. Certaines coopératives réservaient une partie des terres à la gestion collective. Cette question du choix entre gestion collective ou individuelle des terres dans un cadre coopératif traverse le mouvement paysan sicilien depuis les *fasci*. En 1950, la loi sur la réforme agraire siffle la fin de la partie et le démantèlement des coopératives s'organise par périodes successives. Des terres précédemment occupées sont rendues à leurs propriétaires. La mafia jouera alors pleinement son rôle d'auxiliaire des classes dominante. Des dirigeants politiques, syndicalistes ou associatifs, sont assassinés par dizaine. Ainsi, par exemple, Placido Rizzotto, secrétaire de la Chambre du travail de Corleone, célèbre village sicilien non loin de Palerme, est la 35^e victime parmi les coopérateurs tués, en seulement trois ans : de la fin de la guerre en 1945 à la date de sa mort, le 10 mars 1948. Cette intervention criminelle active culminera avec le massacre de Portella della Ginestra⁹. Le 1^{er} mai 1947, douze jours après la victoire électorale du Bloc du peuple (coalition entre le parti communiste italien et le parti



socialiste) à l'assemblée régionale, se tient, depuis 1893, un rassemblement à Portella della Ginestra. Ce traditionnel rassemblement paysan s'inscrit dans la mémoire du mouvement *fasci* évoqué plus haut. Des hommes armés de fusils et mitraillettes surgissent et tirent sur la foule des 2 000 travailleurs avec leurs familles. Plus de mille coups de feu sont tirés en dix minutes. À la fin de la fusillade, on compte onze tués et de deux personnes gravement blessées (hommes, femmes et enfants confondus). La mafia est montrée du doigt. Certaines évoquent la complicité de la démocrate-chrétienne, et même la passivité des forces américaines d'occupation.

Contrôle citoyen

Les années 1950 et 1960 marquent une transformation de la configuration sociale de l'île. Poussés par la misère et le chômage, près d'un million de Siciliens quittent l'île pour travailler à l'étranger. La population devient plus urbaine, les paysans représentent moins d'un quart des habitants. À côté d'une agriculture déclinante, c'est le secteur des services qui se développe aux dépens d'une industrie qui n'a jamais été florissante. Dans ce cadre, la ville devient le nouveau théâtre

9. Voir sur YouTube, le documentaire *1° maggio 1947 : la strage di Portella della Ginestra. La storia e la memoria*.

d'opérations de la mafia, notamment dans l'immobilier et le commerce. Si elle acquiert par la force la protection du personnel politique en place, notamment de la démocratie-chrétienne, cette servitude volontaire des hommes politiques n'est pas exempte de violences. Dans les années 1980, le président de la démocratie-chrétienne de la Sicile est assassiné. Au bout du compte, les classes dominantes considèrent son pouvoir trop puissant. Elle devient un élément perturbateur du fonctionnement du système. Si l'État italien se décide mobiliser ses forces (police et justice) pour lutter contre l'hydre mafieuse, les années 1990 et 2000 voient naître des mobilisations sociales extra-étatiques contre la mafia, qui font surgir un nouvel acteur que certain·es ont appelé l'«antimafia sociale». Plusieurs associations parlemaitaines forment le COCIPA (Comitato cittadino di informazione e partecipazione). Pour Elisabetta Bucolo, «cette forme de participation populaire se focalisera très vite sur l'analyse critique des bilans financiers des différents services de la mairie : services sociaux, logement, culture... Ceci à travers l'étude des modes d'affectation des financements publics et, par conséquent, des propositions concrètes destinées à produire des changements dans la gestion des ressources publiques. C'est donc une forme de contrôle citoyen de la dépense publique à partir d'éléments objectifs d'analyse contrôle sur les activités des adjoints, évaluation des propriétés immobilières de la ville, lectures des bilans¹⁰».

Parmi beaucoup d'autres initiatives et mobilisations citoyennes antimafia, on relèvera celle concernant la lutte contre le racket. L'extorsion de fonds est une source d'enrichissement importante de la mafia. Appelé *pizzo*, cet impôt criminel touche 70 % des entreprises, mais aussi des commerçants de l'île. De nombreux entrepreneurs sont assassinés pour l'avoir dénoncé. En 2004, un groupe de citoyen·nes placardent sur les murs de Palerme des affiches qui proclament «Un peuple qui paie le *pizzo* est un peuple sans dignité». L'initiative reçoit un accueil considérable et l'association Addio Pizzo¹¹ est fondée

et se propose de développer une «consommation critique anti-*pizzo*». Certain·es de ses membres sont issu·es du mouvement altermondialiste. Pour Elisabetta Bucolo, «cette forme d'action critique et citoyenne remet les consommateurs au centre du dispositif antiracket et participe à créer un lien entre le client, le producteur et le commerçant, tous inscrits sur des listes disponibles et transparentes¹²». Un label «*pizzo-free*» est proposé aux commerçants qui garantit aux consommateur·trices que les produits achetés n'ont pas été soumis à l'extorsion mafieuse.

Biens saisis, biens «socialisés»

En l'espace d'une quinzaine d'années, deux lois vont modifier considérablement les termes de la lutte contre la mafia en offrant une issue à finalité sociale à cette lutte qui désormais ne s'arrête plus à la frontière de la défense de l'État fut-il de droit. Une première loi votée le 13 septembre 1982, la loi Rognoni-La Torre, introduit dans le Code pénal italien pour la première fois la notion de délit d'association mafieuse (article 416 bis) et prévoit la possibilité de confisquer aux mafieux les biens accumulés de façon illicite. Pio La Torre (1927-1982), député communiste, qui propose au parlement cette loi en mars 1980, a participé à des occupations de terres en 1948 contre la mafia. À l'époque il a été emprisonné pour action armée contre la mafia. Cette dernière prend sa revanche le 30 avril 1982 lorsqu'il est assassiné à Palerme. Le lendemain, le général Dalla Chiesa est nommé préfet de Palerme pour mettre fin à cet état de presque guerre civile. Il est à son tour assassiné quatre mois plus tard le 3 septembre 1982. La loi proposée par La Torre sera votée dix jours plus tard, soit cinq mois après l'assassinat du député communiste. Rognoni est le nom du ministre de l'intérieur de l'époque. En 1994, la coalition Libera antimafia, qui regroupe plus de 1 500 associations, est à l'origine d'une pétition en faveur d'une loi «pour la restitution aux citoyens de ce qui leur a été volé». Au terme du processus pétitionnaire qui recueille plus d'un

10. Elisabetta Bucolo, *op. cit.*

11. La campagne de l'association affiche la participation de 313 entrepreneurs et commerçants ;

9 652 consommateurs qui les soutiennent avec leurs achats ; quinze associations sur le territoire qui participent à la campagne ; 104 écoles qui ont accueilli à la formation antiracket ([site de l'association Addio Pizzo](#)).

12. Elisabetta Bucolo, *op. cit.*

million de signatures, une loi précisant « les dispositions en matière de gestion et de destination des biens séquestrés ou confisqués » est votée. Un possible usage social des biens de la mafia devenus vacants est entériné (loi n° 109 du 7 mars 1996). Les biens confisqués à la mafia doivent être rétrocédés à des fins d'utilisation sociale à des associations et des coopératives dites sociales. Il est prévu que les biens confisqués soient attribués à la municipalité sur laquelle ils se situent, à charge pour elle d'en rétrocéder l'usage, et non la propriété, à la coopérative de son choix (pour une durée de vingt ans dans un premier temps). Cependant, l'ensemble des biens saisis ne sont pas revenus à des coopératives. L'État les reprend pour son propre compte. 11 % des confiscations, par exemple, ont été rétrocédées aux forces de l'ordre et seul un tiers des biens revient en moyenne aux coopératives. Au 30 juin 2009, et selon les données du ministère de l'intérieur, 8 933 biens immeubles avaient été confisqués. 5 407 sont revenus à l'État ou aux communes, 313 ont été rendus et 3 213 restaient encore en cours d'attribution. En 2001, 20 % des biens confisqués étaient des terres agricoles. Le total de la valeur des biens séquestrés est estimé à 40 milliards d'euros et à 7 milliards d'euros pour les biens confisqués.

Cependant, le processus de réappropriation sociale des biens confisqués se heurte à de nombreux obstacles.

D'abord, la longueur des processus d'attribution des biens. Entre le moment où le bien est saisi et son attribution à une municipalité, en général plus d'une dizaine d'années s'écoulent et les biens saisis (terres agricoles ou biens immobiliers) peuvent se dégrader, ce qui hypothèque leur reprise ou en alourdit le coût. Ensuite, le développement de coopératives aptes à recevoir la gestion des biens saisis se heurte à la prégnance mafieuse encore forte sur le tissu social. Par exemple dans le village de San Giuseppe Jato, non loin de Corleone, qui compte 7 000 habitants, on estime que 800 personnes sont directement liées au clan mafieux du dénommé Brusca. Les candidats coopérateur-es peuvent donc redouter que leur participation à l'exploitation des biens précédemment propriétés des mafiosos, soit la source d'exclusion sociale, voire de graves ennuis. Par exemple, lorsque les biens du

mafieux Rina, emprisonné depuis 1993, ont été saisis et attribués, la municipalité, qui envisageait de les transformer en gîtes ruraux, a vu plusieurs associations décliner l'offre de reprise qui leur était faite. La proposition d'emploi à la coopérative n'a attiré que 120 personnes pour 25 places offertes alors que le taux de chômage en Sicile parmi les 15-29 ans est de 46 %. Selon plusieurs témoignages, les membres des coopératives sociales peuvent être également l'objet d'intimidations physiques ou verbales.

Une responsable d'une coopérative sociale à Partinico témoigne de ces difficultés :

En 2007, nous avons participé à l'appel d'offres avec notre coopérative pour la gestion de terres confisquées sur lesquelles l'on cultive des citrons. L'appel d'offres est resté ouvert pendant six mois sans que personne ne réponde, nous avons été les seuls [à candidater]. La première fois, l'appel n'a pas eu de réponse, il est resté sans suite [...] quand nous sommes arrivés [sur les lieux de la coopérative] on a trouvé une brebis avec la gorge coupée [...]. Lorsque les associations venaient visiter les lieux et elles avaient peur, tout le monde a eu peur¹³.

Ajoutons qu'il n'est pas rare que les coopératives sociales soient victimes d'actes de vandalisme ou de vols. Enfin, en raison de l'absence de forts mouvements sociaux indépendants à vocation autogestionnaire, ce qui renvoie à la dégradation de la situation politique et sociale en Italie depuis de nombreuses années, le mouvement coopératif peut facilement verser dans une logique « gestionnaire ». La question de l'autogestion des coopératives sociales par ses membres est rarement abordée dans les études réalisées sur les coopératives siciliennes. Au-delà de ces limites, des coopératives restent des points d'appui de la lutte antimafia.

Parmi d'autres, citons un autre exemple de l'application de la loi. Giovanni Torinese, un mafioso de San Giovanni, détenait un vignoble acheté pour blanchir de l'argent d'un trafic de drogue. Arrêté en 1997, son vignoble est confisqué par l'État. Et conformément à la loi, au terme de plusieurs années de procédures bureaucratiques, la municipalité

13. Elisabetta Bucolo, *op. cit.*

décide d'en donner l'usage à une coopérative antimafia.

Terra Libera, qui apporte conseil et soutien aux coopératives aux côtés d'autres regroupements, a développé un label «Terra libra» pour les coopératives qui respectent une charte d'obligations sociales et économiques, informant le consommateur-trice de la qualité antimafieuse du produit proposé. Parmi les obligations sociales figure le respect de la législation sociale en vigueur. Ces produits distribués sur l'ensemble du marché italien souffrent, cependant, en raison de leur condition de production et de la certification bio, de leurs prix plus élevés que leurs concurrents. Et par conséquent, le plus souvent, les couches populaires sont exclues de cette «consommation critique». Le soutien aux coopératives sociales donne également lieu à des mobilisations sociales. Chaque année les coopératives sociales organisent un camp d'été où des volontaires (entre 300 et 500) venu·es de toute l'Italie viennent travailler bénévolement. Durant ces camps, des débats et échanges sont organisés sur la question de la mafia et le rôle des coopératives. La première coopérative adhérente au réseau Terra Libra a été la coopérative Placido Rizzoto, fondée en 2001, dans l'arrière-pays de Palerme et du nom de ce syndicaliste de Corleone enlevé et assassiné en 1948 par la mafia¹⁴. De nombreuses coopératives portent le nom de victime de la violence mafieuse. Placido Rizzo exploite 385 hectares dont 33 hectares de vignoble et 13 hectares d'oliviers. Elle cultive également du blé. Ces terres sont réparties sur neuf municipalités qui se sont regroupées pour la gestion des attributions de biens saisis. Il y a trois types d'adhérents à la coopérative : les membres-travailleurs au nombre de quatorze, les bénévoles, quatre et les souscripteurs aux fonds de la coopérative qui n'y travaillent pas qui sont en majorité d'autres coopératives, dix-sept. La coopérative emploie des travailleurs saisonniers non-membres, en CDI. Placido Rizzoto emploie entre 30 et 40 personnes dont quatorze saisonniers. Ajoutons que pour devenir

membre d'une coopérative antimafia, les candidat·es doivent lever tout soupçon de relation directe ou indirecte avec l'organisation criminelle. En général, ce sont les services de la préfecture de police qui délivre le blanc-seing.

Libera Terra regroupe sept coopératives en Sicile et diffuse leurs produits par l'intermédiaire de son [site](#) ou des réseaux de distribution nationaux comme Coop Italia (1444 supérettes, supermarchés et hypermarchés, 53 635 employé·es et un chiffre d'affaires de 14,5 milliards d'euros) ou Legacoop. Dans la vallée de Spicco Vallata, à l'ouest de la Sicile, Theodoro Rakopoulos (2018) a recensé quatre coopératives sociales qui comptent entre un et trois salariés et autant de travailleurs saisonniers. Les salaires ne dépassent pas les 1 300 euros.

Dans le cadre de la décomposition sociale et politique que connaît l'Italie depuis plusieurs décennies, et la Sicile n'y échappe pas, les coopératives sociales représentent un élément de résistance, malgré toutes leurs limites. Elles s'inscrivent dans la grande tradition des luttes paysannes et coopératives qu'a connues la Sicile au 19^e et au 20^e siècle. Elles constituent une forme de mobilisation extra-étatique de la lutte contre la mafia. La loi de 1996 de restitution des biens mal acquis en faveur de coopératives à des fins socialement utiles constitue une expérience qui pourrait être appliquée dans d'autres pays ou inspirer des mobilisations citoyennes. Elle représente une forme d'appropriation sociale qui s'écarte de la nationalisation étatique.

Patrick Le Tréhondat est membre du Réseau Bastille et de l'Association pour l'autogestion.

Source : *Encyclopédie internationale de l'autogestion*, Paris, Syllepse, volume 8, 2020.

POUR EN SAVOIR PLUS

Elisabetta Bucolo, *Associations et coopératives, hier et aujourd'hui : un regard sur la Sicile à partir du capital social*, thèse soutenue le 24 mai 2011.

John Dickie, *Cosa Nostra : la mafia sicilienne de 1860 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008.
Theodoros Rakopoulos, *Clans to Co-ops, Confiscated Mafia Land in Sicily*, Berghahn.

14. Placido Rizzotto est également le titre d'un film (2000) de Pasquale Scimeca qui retrace la vie de ce syndicaliste et militant du parti socialiste qui a participé au mouvement de redistribution des terres en 1948.

